

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 6 Juin 1931, à 2 heures

PAR

NORBERT GOMAR

JURY :

Président : M. OUALID
Suffragants : M. ~~MAINTIER~~ LESCURE
M. PIROU

LES PRESSES MODERNES
45, RUE DE MAUBEUGE
PARIS

1931

L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 2 Juin 1931, à 2 heures

PAR

NORBERT GOMAR

JURY :

Président : M. OUALID
Suffragants : M. MAUNIER
M. PIROU

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE

PARIS

—
1931

A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552003_0031

INTRODUCTION

Parmi tous les courants d'immigration qui ont convergé vers la France depuis la guerre, il en est un qui diffère des autres par sa nature, par l'importance des problèmes qu'il pose et par les difficultés particulières qu'il soulève : il s'agit du mouvement qui, depuis une douzaine d'années, pousse les Indigènes Algériens vers la France.

Après la guerre, le déficit de notre main-d'œuvre dû à la crise de natalité, et à nos pertes humaines, fut rendu plus éclatant encore par la nécessité de reconstituer les régions dévastées et la mise en train de nos industries. Notre pays a dû recruter à l'étranger l'appoint des travailleurs qui lui faisaient défaut. La main-d'œuvre étrangère est entrée en France provenant de nombreuses sources, et se répandant dans presque tout l'ensemble du pays. De multiples problèmes sont nés de cette invasion pacifique : il faut répartir cette main-d'œuvre étrangère dans le pays, et dans les diverses professions ; il faut que les habitants nouveaux s'amalgament, fassent souche et s'assimilent aux anciens habitants. Il semble maintenant, devant l'ampleur et la gravité du phénomène, que le moment soit venu, pour la souveraineté française, de le dominer, de créer une réglementation qui lui permette de rester maîtresse de son immigration. C'est une des questions qui, depuis plusieurs années déjà, sont au premier rang des préoccupations publiques, que celle de la nécessité, pour la France, de prévoir et de réaliser une politique d'immigration. On admet que la France doit désormais « gouverner son immigration », qu'elle doit se fixer un but en ce sens, et se donner les moyens de l'atteindre, en la contrôlant, la réglementant et l'organisant. On n'a plus le droit, maintenant, de laisser l'anar-

chie régner dans un phénomène aussi capital que celui-là.

La généralité de ces opinions n'empêche pas le problème de présenter certaines difficultés : créer une politique d'immigration, cela veut dire pour une grande part qu'il faut, au lieu d'ouvrir arbitrairement nos portes, les ouvrir d'une façon réfléchie, en opérant à nos frontières une sélection parmi les individus qui veulent les franchir, soit sélection de races ayant plus ou moins d'affinités avec la nôtre, soit sélection des individus plus ou moins désirables au point de vue physique et au point de vue moral, soit sélection des travailleurs qu'un pays comme le nôtre doit désirer plutôt agricoles qu'industriels. Cette sélection organisée n'est certes pas hors de la portée d'un pays comme la France, mais des difficultés d'application ne manqueront pas de se présenter : risques de résistance de la part des pays dont nous n'accepterons pas sans réserve les nationaux, difficultés tenant à ce fait que l'application d'une réglementation une fois conçue ne peut se faire, dans la mesure tout au moins où elle s'exerce sur le mouvement d'immigration lui-même, qu'au moment du passage à la frontière. Nous pourrions avoir à l'étranger des représentants consulaires munis d'un certain pouvoir, mais il est évident que leur action, dans cet ordre d'idées, ne peut être que très précaire.

De telles difficultés ne se présentent pas pour la réglementation de la venue en France des Indigènes Nord-Africains.

En effet, nous sommes là en territoire français. Il devient dès lors possible, et c'est une condition très favorable, de réglementer un tel mouvement pendant toutes ses phases, c'est-à-dire non seulement « pendant » et « après » l'immigration, mais aussi « avant ». Il est possible, avant de permettre le départ d'Algérie, que des conditions soient réalisées dans le pays de départ même, et ces conditions peuvent parfaitement être subordonnées, non seulement à l'intérêt du pays d'origine, ce qui serait

possible dans tous les cas, mais aussi à l'intérêt du pays de destination, de la France. En somme, l'immigration des Algériens se présente de telle façon que les conditions les plus favorables sont réalisées pour permettre une sélection facile dès le point de départ, qui permettrait de définir avec précision, dans chaque cas, le degré de désirabilité des candidats émigrants. Or, malgré la possibilité d'une action aussi efficace, malgré l'importance prise par l'émigration nord-africaine en France depuis la guerre, la réglementation en est restée faible et, sur beaucoup de points, à peu près inexistante. Il semble que dans un moment où l'opinion publique, ou tout au moins celle de l'unanimité des voix autorisées, réclame de la France l'adoption d'une « politique d'immigration », une telle politique est encore plus désirable, plus facile à réaliser, à l'égard des Algériens. Une telle opinion ne serait pas entièrement juste, car la réglementation de ce mouvement migratoire rencontre, nous le verrons, beaucoup de difficultés.

Mais avant de pénétrer dans le problème d'une réglementation de l'émigration algérienne vers la France, il faut se demander si la question en vaut la peine, c'est-à-dire si l'immigration algérienne a pris une importance suffisante pour provoquer une intervention très attentive du Gouvernement. Ensuite la question se pose de savoir quels sont les caractères et les conséquences de cette immigration. Est-elle dans son ensemble une chose désirable ? Et même dans ce cas, n'est-il pas apparu que la nécessité d'une réglementation et d'une sélection sévère s'imposait à divers points de vue ? Ensuite, le caractère que doit revêtir la réglementation, et ses tendances, doivent apparaître plus clairement.

CHAPITRE PREMIER

Les origines du mouvement son développement

SECTION I

LA MAIN-D'ŒUVRE ALGÉRIENNE AVANT LA GUERRE

L'émigration des Kabyles vers des pays d'outre-mer est un phénomène relativement récent. Son début peut être situé aux environs de 1905, et même avant. Mais cela ne veut pas dire que les Berbères, jusque-là, se montraient une race sédentaire. De tous temps, ils ont quitté leurs rudes montagnes pour des pérégrinations périodiques.

Les Berbères sont-ils des autochtones ? Cela reste douteux, et certains historiens les considèrent plutôt comme des immigrés préhistoriques. Mais ils sont les descendants des Numides, ces rapides cavaliers qui, avec Hannibal et Jugurtha, luttèrent contre les Romains ; ils sont, depuis des siècles, les habitants de ce pays si bouleversé par les invasions. Quels drames obscurs se sont déroulés sous le ciel pur d'Algérie ? Nul ne le sait. Mais les Berbères, traqués par les envahisseurs successifs, durent abandonner les plaines et se réfugier dans les montagnes où nous les trouvons aujourd'hui, le Djurjura, le Mزاب, l'Aurès.

Dans ces arides contrées, une population nombreuse ne pouvait vivre du produit du sol. Pour subsister, les Kabyles n'eurent d'autre ressource, pendant longtemps, que des incursions violentes dans les plaines avoisinantes. Puis ils remplacèrent ce moyen par le trafic. Ils par-

tirent par pléiades à travers toute l'Afrique du Nord, comme colporteurs. Accompagnés d'un petit « bourricot », ils écoulaient leur marchandise dans les douars. Leur âpreté au gain, leur ingéniosité, leur insouciance des voyages longs et pénibles, les firent appeler « les Chinois des pays barbaresques ». D'ailleurs ils ne furent pas seulement des colporteurs, et par milliers, aux époques favorables, ils descendaient dans les plaines prêter l'aide de leurs bras aux travaux agricoles.

C'est la nécessité qui a poussé les Kabyles hors de leurs montagnes pour en faire des migrants, comme cela est arrivé à beaucoup d'autres montagnards : nos populations des Alpes-Maritimes ou du Pays basque n'ont-elles pas aussi été chercher ailleurs les ressources qu'un sol infécond leur refusait ? Mais le résultat n'en est pas moins qu'ils sont devenus une race de migrants, et qu'ils n'hésiteront pas, lorsque les circonstances paraîtront favorables, à quitter leur pays pour plus longtemps, à traverser les mers, et à aller trafiquer de leur marchandise ou de leur travail dans des pays lointains.

Ce sont des colporteurs qui vinrent les premiers dans la Métropole. Ils erraient partout, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, portant sur le dos leur pacotille. Qui n'a connu, dès ce temps-là, dans nos grandes expositions internationales ou dans nos villes d'eaux, ces marchands de tapis kabyles, qui s'attachaient avec acharnement à un client éventuel, n'hésitant pas à demander 150 francs d'un objet qu'ils hésitaient encore moins à abandonner pour 15 francs. Dès 1907, le mouvement d'émigration des Kabyles vers la France commença à prendre une importance plus grande. Des conducteurs de moutons venaient jusqu'à Marseille et y restaient. Mais ce fut le besoin de main-d'œuvre qui fut la cause de l'accélération du mouvement. Quelques industriels, notamment à Marseille et à Clermont-Ferrand, eurent l'idée de chercher parmi nos populations coloniales de l'Afrique du Nord une main-

d'œuvre précieuse. Ce furent naturellement les Kabyles qui répondirent à cet appel. Ils vinrent alors en France en nombre suffisant pour que, dès 1911, M. Gérard, Directeur de l'Office de l'Algérie, envisagea l'éventualité d'une réglementation du mouvement d'immigration des Indigènes algériens.

Pour déceler l'importance du mouvement, le Gouvernement de l'Algérie prit, en 1912, l'initiative d'une enquête dans toutes les préfectures de France. Cette enquête révéla la présence, à ce moment, de 4 à 5.000 Indigènes algériens, résidant principalement à Marseille, à Paris, et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. D'ailleurs, il découlait de cette enquête que la main-d'œuvre algérienne était bien accueillie en France par les patrons, et même par les ouvriers français qui vivaient en bons termes avec elle. Les travailleurs kabyles constituaient en effet une main-d'œuvre auxiliaire, qui permettait de ne pas employer d'étrangers et ne concurrençait pas la main-d'œuvre locale.

Afin d'obtenir des précisions plus grandes, une Commission, présidée par M. Octave Depont, fut chargée d'étudier ces groupements de travailleurs algériens, d'autant plus que la situation de ceux de ces ouvriers qui étaient employés dans les mines du Pas-de-Calais avait été présentée à la Chambre des Députés, lors des interpellations sur l'indigénat, comme très malheureuse, et M. Doizy, député des Ardennes, avait dénoncé l'exploitation de ces travailleurs, misérablement logés dans des baraquements, et frustrés du bénéfice de la loi de 1898 sur les accidents du travail. La Commission, constituée par le Gouvernement général de l'Algérie, visita les mines du Pas-de-Calais. Elle y constata la présence de 1.500 Indigènes algériens, presque tous Kabyles, et ne conclut pas du tout à leur exploitation. Elle considéra que le salaire moyen de 4.90 qui leur était alloué était normal, que la main-d'œuvre algérienne bénéficiait non seulement des lois sociales comme celle de

1898, qui n'étaient pas encore en vigueur en Algérie, mais aussi des institutions de secours mutuels, et de l'assistance médicale fonctionnant dans les différentes compagnies houillères. La Commission dû constater, d'ailleurs, que les Algériens constituaient une main-d'œuvre d'un rendement inférieur, employée à des travaux auxiliaires, et non à l'extraction, travail plus largement rétribué. Quant à l'insalubrité des logements, la Commission l'attribuait à la promiscuité et au manque d'hygiène dans lesquels se plaisaient à vivre les groupements de Kabyles. Les mêmes constatations furent faites dans le département de la Seine, où se trouvaient, outre 1.500 colporteurs, environ 600 ouvriers algériens, et à Marseille, où les industriels en avaient attiré près de 2.000.

En somme, la Commission, devant un phénomène encore peu important, se montra optimiste, tant au point de vue de ce qu'il était, que de ce qu'il pourrait devenir. Elle en prévît le développement, bien qu'ignorant encore les circonstances exceptionnelles qui devaient l'accélérer, et, encore que justement inquiète sur la question du logement des travailleurs algériens et sur la possibilité de cruels chômages, se montra confiante dans les conséquences d'une immigration plus intense. Nous verrons que cette confiance, bien que due surtout aux tendances de la Commission, reposait sur des arguments qui valent encore, mais qui se sont trouvés en partie démentis par les faits, en ce sens que la venue des ouvriers indigènes dans la métropole devait soulever des problèmes plus graves et inquiéter des intérêts plus considérables que ceux qui pouvaient être prévus.

SECTION II

LA MAIN-D'ŒUVRE ALGÉRIENNE PENDANT LA GUERRE

Il a fallu une circonstance extraordinaire, la guerre de 1914-18, pour apprendre aux Indigènes algériens, en

plus grand nombre, le chemin de la France, et pour marquer le début de ce qui pourra être appelé un véritable courant d'immigration.

Après la bataille de Charleroi et la retraite des armées françaises, ceux des Kabyles employés dans les mines du Pas-de-Calais qui n'étaient pas restés dans les pays envahis avaient reflué vers Paris. On ne savait que faire de ces troupes d'hommes que les circonstances troublées rendaient plus gênantes encore. Le Directeur de l'Office de l'Algérie réussit à faire installer un camp au Bois de Boulogne, pour les recevoir. Le Gouvernement général voulut arriver à les faire employer dans l'agriculture, ou à permettre leur engagement dans les régiments indigènes qui se constituaient dans le Midi. Mais il ne put aboutir et l'Algérie dut les rapatrier à grands frais. Ces Kabyles rapatriés eurent d'ailleurs une influence à laquelle on n'avait pas songé : témoins de l'invasion allemande, qui les avait chassés devant elle, ils rapportèrent en Algérie de sombres récits qui émurent une population sensible.

Mais ce rapatriement enleva à la France une main-d'œuvre qui allait lui faire défaut. Les énormes nécessités de munitions, coïncidant avec la présence au front de la plus grande partie des travailleurs, créèrent alors un besoin urgent de main-d'œuvre. A la fin de 1914, les usines de guerre commencèrent à fonctionner, et en même temps le recrutement des ouvriers devint difficile. Ceux des Kabyles algériens, surtout les rapatriés récents, qui avaient connu les salaires élevés de la Métropole, en reprirent le chemin. D'autres les suivirent. L'exode prit assez rapidement des proportions inquiétantes. Non pas que les ouvriers fussent assez nombreux dans la Métropole, car les besoins étaient illimités, mais cet exode de l'Algérie vers la France se pratiquait sous un régime de liberté incompatible avec la situation troublée du moment. Toute une lie arriva en France, à la suite d'embauchages et d'embarquements clandestins, et des scan-

dales se produisirent. M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie, prévoyant déjà que ce mouvement de travailleurs vers la Métropole tenait à des causes plus profondément économiques qu'un besoin urgent de main-d'œuvre dû aux nécessités industrielles issues de la guerre, demandait la création à Paris d'un office chargé de la réglementation, puis du placement et de la protection de l'immigration. Mais, dans ces temps difficiles, les facilités de départ de l'Algérie vers la France, qui avaient abouti à jeter sur le continent toute une catégorie d'indésirables, nécessitèrent des mesures plus particulièrement énergiques et efficaces, des mesures non plus administratives, mais véritablement militaires. Nous verrons comment on y fut conduit.

Au milieu de l'année 1915, les ouvriers ne furent pas assez nombreux. Les sous-secrétariats d'Etat de l'artillerie et des munitions embauchèrent, par leurs propres moyens, quelques centaines d'ouvriers kabyles. De même, le ministère de l'Agriculture en employa quelques centaines aussi dans la Beauce, à des travaux agricoles. Mais ce mode de recrutement fut insuffisant. En novembre 1915, le Gouvernement décida de procéder à un recrutement plus intense, et de l'organiser plus méthodiquement, avec le concours du Gouvernement général de l'Algérie et des résidents supérieurs du Maroc et de la Tunisie.

Ce problème présentait de grandes difficultés :

1° L'Algérie fournissait à l'armée française des troupes combattantes remarquables. Un recrutement inconsidéré d'ouvriers présentait ce risque de tarir la source des merveilleux soldats indigènes. Beaucoup, en effet, auraient préféré, au métier dangereux de la guerre, le travail plus rassurant, et mieux rémunéré, des usines.

2° Autre danger : l'Algérie, pendant la guerre, était pour la France un providentiel fournisseur de produits alimentaires. Beaucoup de ses enfants étaient aussi sur

le front, et un recrutement intensif aurait risqué de faire partir une main-d'œuvre aussi nécessaire là-bas que dans la Métropole.

3° Enfin, une organisation du recrutement de la main-d'œuvre coloniale de l'Afrique du Nord nécessitait la suppression de l'émigration individuelle. Celle-ci, non contrôlée, aurait conduit l'exode algérien à des excès qu'on voulait éviter, d'autant plus qu'un nombre sans cesse plus grand d'Indigènes voyait dans la fuite vers la Métropole et l'anonymat où ils espéraient s'enfoncer, un moyen d'échapper à toutes les obligations militaires.

Ces considérations aboutirent aux réalisations suivantes : L'émigration isolée fut interdite. Tous les ouvriers indigènes de l'Afrique du Nord séjournant en France furent soumis au décret du 21 avril 1917, qui exigeait une carte de circulation individuelle, la « carte verte ». Cette carte était visée pour une destination déterminée, et n'autorisait l'ouvrier à voyager que pour cette destination. En outre, un récépissé parvenait au maire de la localité où se rendait le travailleur. Ces mesures permettaient un contrôle rigoureux des déplacements, et contribuaient à augmenter la stabilité d'une main-d'œuvre dont nous verrons plus loin l'inconstance.

Le recrutement se fit d'abord par voie d'embauchages volontaires. C'est le système qui resta employé en Tunisie et au Maroc. En Algérie, des mesures particulières furent prises. En 1916, après l'incorporation de la classe, il fut procédé immédiatement au recensement de la classe 1917, avec obligation de prélever sur cette classe, en plus du contingent des combattants, 17.500 travailleurs pour les usines (1). Le tirage au sort fut supprimé, et tous les jeunes gens furent appelés. Le décret de 1916 prescrivit le recrutement par embauchages volontaires et, à défaut, par réquisition, des 17.500 ouvriers destinés à participer soit aux travaux agricoles, soit à ceux des

(1) Décret du 14 septembre 1916.

usines ou de toute autre exploitation industrielle ou commerciale travaillant pour la défense nationale.

Ces mesures parurent excessives et, jointes naturellement à la consommation d'effectifs faite par la guerre, émurent les populations indigènes. Il y eut même, en novembre 1916, un soulèvement local dans l'Aurès (pillage du village de Mac-Mahon). Grâce à une répression énergique, ce mouvement local resta isolé. Jusqu'à la fin, et plus qu'on n'aurait osé l'espérer, le loyalisme des Indigènes et la fidélité de leurs troupes furent remarquables. D'ailleurs, le décret de 1916 ne fut pratiquement pas appliqué : le recrutement volontaire suffit.

L'organisation de l'embauchage fut soigneusement conçue : les contrats de travail assuraient un traitement semblable à celui des ouvriers européens de la même profession et de la même catégorie, et garantissaient un minimum de salaire. Certains avantages étaient aussi accordés :

- Primes d'engagement et de rengagement ;
- Logement, soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ;
- Voyages aller et retour payés ;
- Nourriture et vêtements à de bonnes conditions.

Mais, en échange les ouvriers étaient soumis à la vie en commun et à une discipline collective.

Les embauchages étaient effectués à la suite d'une visite médicale sévère. Les ouvriers engagés étaient ensuite dirigés par les administrateurs de communes mixtes sur un centre de rassemblement, dans un port.

Les contrats d'embauchage

Les premiers Nord-Africains employés, le furent sans contrat. Mais lorsqu'il fallut que l'industrie privée recourût à la main-d'œuvre indigène, on voulut faire participer les employeurs aux dépenses de recrutement. Des contrats-types furent établis par le ministre de la guerre,

dans lesquels certaines charges étaient imposées aux employeurs :

1° Une redevance de 0,50 par jour et par homme, pour les frais de recrutement et de transport ;

2° Le paiement de salaires égaux au salaire normal et courant de la région ;

3° Le logement et la nourriture des ouvriers ;

4° Les soins médicaux et pharmaceutiques ;

5° Des versements à la caisse des retraites ;

6° L'assurance des ouvriers contre les accidents du travail.

Administration de cette main-d'œuvre

Le 1^{er} janvier 1916, le service des travaux coloniaux fut créé au ministère de la guerre ; en liaison avec le ministère du travail, il prépara et fit exécuter les recrutements d'ouvriers coloniaux, en assura la répartition, la surveillance et l'administration.

1° Service central. — Cet organisme prit une importance de plus en plus grande : il dirigea le recrutement ; établit les contrats de travail ; dirigea l'embauchage et l'arrivée des travailleurs ; répartit la main-d'œuvre entre les différents ministères. Il fonctionna comme un véritable ministère de la main-d'œuvre coloniale, et il n'est pas douteux que la centralisation qu'il réalisa obtint des résultats efficaces.

2° Dépôt de Marseille. — A Marseille, où arrivait toute la main-d'œuvre de l'Afrique du Nord, un dépôt fut installé dans le parc de l'Exposition coloniale. L'organisation des logements fut remarquable : on construisit des baraques en bois, les baraques « Adrian », puis en briques, toujours avec un grand souci d'hygiène. Les Nord-Africains devaient arriver là avec un carnet d'identité. Le dépôt vérifiait, immatriculait, photographiait, apposait la photographie sur le carnet et délivrait la carte

verte. L'examen administratif était complété par une visite médicale sévère.

3° Commandements régionaux. — Dans chaque localité où la main-d'œuvre était employée, elle était rassemblée dans un groupement, qui avait à sa tête un chef, le commandant de groupement, civil ou militaire. Il exerçait la surveillance de son groupement, obligeait les employeurs à exécuter les obligations de leurs contrats, et exécutait les ordres du service central relatifs à la discipline et à l'hygiène des groupements. Les inspections de commandants régionaux complétaient cette organisation, grâce à laquelle l'hygiène de ces masses de travailleurs coloniaux fut satisfaisante. Le respect des fêtes et de la cuisine indigène, la création de cafés maures, etc., contribua à rendre satisfaisant l'esprit de cette main-d'œuvre coloniale.

*
**

En résumé, l'expérience de la guerre fut très importante. Le ministre de la guerre introduisit en France 132.321 Indigènes de l'Afrique du Nord, dont 78.566 Algériens, presque tous Kabyles.

Les résultats, dans l'ensemble, ont été satisfaisants. Il n'est pas douteux que le but poursuivi, c'est-à-dire avoir beaucoup de travailleurs, ait été atteint. Mais même au point de vue du rendement, et surtout de la conduite de cette masse énorme, on eut tout lieu d'être satisfait. Faut-il conclure de là que les Indigènes de l'Afrique du Nord sont parfaitement assimilables, et que leur venue dans la Métropole par grandes masses ne présente aucuns dangers ? Ce serait prématuré. L'expérience du ministère de la guerre a montré que cette main-d'œuvre peut donner des résultats satisfaisants, mais il ne faut pas oublier que l'organisation créée était rigoureusement réglementée, et que l'exécution en était sévèrement poursuivie. C'était de l'organisation de temps de guerre, véritablement mili-

tarisée ; les ouvriers coloniaux constituaient en somme des régiments de travailleurs. Rien de semblable n'existe, et ne peut exister aujourd'hui. Il ne faut donc pas se hâter de généraliser de telles expériences, tentées dans des circonstances exceptionnelles.

Aussitôt après l'armistice, la main-d'œuvre de l'Afrique du Nord fut obligatoirement rapatriée. 200 à peine ont pu régulièrement rester en France. Mais il faut y ajouter les 5 ou 6.000 travailleurs, peut-être davantage, qui ont plus ou moins clandestinement échappé au rapatriement. De l'énorme expérience de la guerre, il ne resta plus rien que les quelques dizaines de millions de francs envoyés en Kabylie par les ouvriers, et le souvenir d'un pays où les villes sont belles et les salaires élevés.

Mais peu de temps après, le régime exceptionnel auquel avait été soumise la main-d'œuvre coloniale prit fin, et fut naturellement remplacé par le régime de liberté qui avait été institué par la loi du 15 juillet 1914. Nous verrons que les Kabyles commencèrent alors à venir de plus en plus nombreux dans la Métropole, et que ce mouvement de population prit un développement assez grand pour devenir une véritable émigration.

CHAPITRE II

Les causes de l'émigration algérienne

SECTION I

CAUSES QUI ATTIRENT LES NORD-AFRICAINS EN FRANCE

Quelles sont les causes qui peuvent expliquer un mouvement migratoire aussi particulier et, en 25 ans à peine, et même moins si on considère qu'il ne s'est réellement développé qu'après la guerre, devenu aussi important ? Ces causes sont complexes et nombreuses ; il y en a de profondes, et d'autres plus superficielles ; il y en a qui tiennent à la France et d'autres qui tiennent à l'Algérie.

L'étude des causes d'un phénomène migratoire est importante, car il est de toute évidence que si on veut le gouverner, c'est sur la cause qu'il faut agir. Cela ne veut pas dire qu'une telle étude donnerait la solution de tous les problèmes qui se posent, car certaines causes apparaîtront si profondes, toucheront à des intérêts si complexes, qu'une action sur elles serait bien difficile. Cependant la détermination de l'importance relative des causes qui ont accéléré l'exode des Nord-Africains vers la France n'en gardera pas moins toute son importance.

Hors le petit nombre de Kabyles qui étaient déjà venus dans la Métropole avant la guerre, la première vision que la plupart d'entre eux eurent de la France fut celle d'une foule enthousiaste acclamant dans les rues parisiennes les magnifiques régiments de tirailleurs algériens, accourus au secours de la patrie en danger. Leurs retours du front n'étaient pas moins triomphants : ils

furent fêtés et adulés par une population reconnaissante. Quand on sait leur goût pour le merveilleux, on ne peut s'empêcher de penser aux histoires féériques qu'ils rapportaient en Algérie ; la France leur paraissait déjà comme un pays où la vie est plus belle. Ils y sont revenus. La misère qu'ils y ont souvent rencontré, les plus pénibles déceptions, ne devaient même pas les décourager. Quel attrait invincible pouvait donc les attirer ainsi hors de leur pays ?

Il est évident que leur nomadisme héréditaire y est pour quelque chose. Eux, qui n'hésitaient pas à quitter leurs montagnes de Kabylie pour aller colporter quelque pacotille à travers toute l'Afrique du Nord, ne devaient pas hésiter davantage à traverser la mer, s'ils croyaient pouvoir trouver au-delà des gains supérieurs à ceux que l'Algérie leur offrait. Ce fond de nomadisme, qui se retrouve chez tous les Africains, même chez ceux que nous appelons les sédentaires, nous verrons d'ailleurs qu'il se manifeste souvent, non pas seulement dans les grands départs et les expatriations hasardeuses, mais aussi dans leur vie quotidienne de travailleurs : les exemples ne manquent pas d'Indigènes qui abandonnent une exploitation pour gagner ailleurs, parfois assez loin, quelques sous de plus, ou même sans aucune raison. Un pays leur semble d'autant plus merveilleux qu'il est plus lointain. Il paraît qu'on y gagne plus d'argent : ils n'hésitent pas et s'en vont, quittes à en revenir quelques mois après, puis à y repartir. Le mouvement des passages d'Indigènes entre l'Algérie et la France est curieux, en ce sens qu'on y remarque presque autant de retours que de départs ; chaque année, bon an mal an, il y a de 40 à 50.000 départs et de 35 à 45.000 retours. C'est bien là un signe du caractère de nomadisme qu'a conservé cette émigration kabyle.

Mais ce n'est pas seulement par le nomadisme et le caractère aventureux de nos coloniaux, qu'il faut expliquer leur exode. La vie qu'ils trouvent en France, pour

misérable et dure qu'elle soit parfois, offre à ces dépayés ce qu'ils ont à un degré moindre en Algérie : la liberté, ou plutôt une autre liberté que celle dont ils jouissent là-bas. En Algérie, ils sont surveillés par une administration créée spécialement pour eux. Rien de pareil en France, où ils ont autant de droits que quiconque, et échappent pratiquement à toute autorité. Tandis que dans leur pays, une autorisation leur est nécessaire pour acheter des armes, ou pour ouvrir un café maure, en France au contraire, ils peuvent librement, et ne s'en font pas faute, acquérir des révolvers, ou exploiter dans les débits ou d'affreux restaurants, leurs compatriotes moins favorisés.

A côté de cette liberté officielle, pourrait-on dire, il y en a une autre que rencontrent les Indigènes en France : c'est la liberté d'allure. En Algérie, dans une certaine mesure, la tradition, l'esprit religieux, obligent l'Indigène à éviter certaines manières de vie, certains rapports avec les « roumis », et certains excès. Rien de pareil en France, où l'absence du jugement de compatriotes plus sévères leur permet de s'habiller comme les Européens, et, malgré le Koran, de s'enivrer ou de courtiser les femmes françaises. Ceux qui ont goûté à cette liberté-là peuvent ensuite difficilement s'en passer. Et c'est pourquoi on les voit partir, revenir, et repartir encore. On peut y ajouter une impression d'égalité sociale qu'ils n'ont pas en Algérie.

L'attrait de la femme française n'est pas le moindre pour eux. Alors qu'en Algérie, sauf de très rares exceptions, les distances respectives sont conservées entre Indigènes et Européens, en France, au contraire, quelques faveurs leur sont parfois accordées. Pendant la guerre et immédiatement après, les Indigènes algériens connurent une période de popularité qui leur procura de retentissants succès. Cet engouement, il est vrai, n'a pas duré, mais l'accès des femmes françaises leur a toujours été possible, et le nombre des mariages, des unions libres

surtout, contractés par les Kabyles en France, est assez élevé.

Supériorité des salaires en France

Toutes les raisons que nous avons donné de l'exode des Kabyles vers la France, pour valables qu'elles soient, nous paraissent cependant dominées par la question des salaires. Au fond de tout le mouvement qui pousse les Indigènes algériens à venir chercher du travail dans la Métropole, comme au fond de beaucoup d'autres questions, il y a le point de vue économique. Nous dirons même plus : c'est, à notre avis, le seul qui compte véritablement.

Un fait n'est pas douteux : les salaires sont plus élevés en France qu'en Algérie. A travail et rendement équivalents, un Kabyle obtient en France un salaire supérieur, soit environ 25 ou 30 francs, au lieu de 15 à 16 en Algérie (1), et la différence est probablement plus grande. C'est ce que veulent les Indigènes, et, au fond, pas autre chose. Aucun mobile psychologique ne serait assez puissant pour les faire venir en France, s'ils n'avaient pas l'espérance de gagner plus d'argent, pour en rapporter chez eux, ou tout au moins pour obtenir des conditions de vie meilleures. On a dit quelquefois que la supériorité des salaires, en France, était réduite à rien par le prix du transport et le coût plus élevé de la vie. Il est facile de répondre à cela que les faits montrent le contraire. Que veulent les Indigènes ? Gagner de l'argent et en rapporter en Algérie. Or, cela, ils le réalisent dans une mesure appréciable. On évalue à 4.000 francs la somme économisée en France par un Indigène algérien pendant une campagne (2). A la suite de quelles privations y arrivent-ils ? Cela est une autre question. Mais le fait est qu'ils y arrivent et, chaque année, 100 millions de francs, ga-

(1) Aug. Bernard. — L'Algérie.

(2) A. Bernard. — L'Algérie.

gnés par le travail de milliers de bras rentrent en Algérie, pour servir à racheter des terres de colonisation, et à améliorer les habitations et le genre de vie des Kabyles.

C'est, à notre avis, dans les hauts salaires que se trouve la cause profonde, sans laquelle les autres ne joueraient pas, de l'immigration kabyle en France.

SECTION II

CAUSES QUI POUSSENT LES NORD-AFRICAINS HORS DE L'ALGÉRIE

Nous avons vu les motifs qui font de la France un centre d'attraction pour les Indigènes algériens. Mais ces raisons ne suffisent pas. Il y a aussi, dans les pays d'origine, des raisons à rechercher.

1° *La Kabylie et sa population*

Nous avons vu que les invasions fréquentes avaient poussé les habitants les plus anciens du pays, à se réfugier dans les montagnes. La Kabylie est un pays de montagnes arides dans lequel s'est développée une population intense. M. A. Bernard dit : « La Kabylie du Djurjura est un véritable paradoxe géographique ». En effet, cette région montagneuse et inféconde est prodigieusement surpeuplée. La commune mixte de Fort-National a 67.120 Indigènes, soit 198 au kilomètre carré, et la commune mixte du Djurjura en a 72.426, soit 218 au kilomètre carré. Cette invraisemblable densité est comparable à celle que nous trouvons dans la région parisienne, le nord de la France ou la Belgique.

Comment pouvait donc vivre une telle population ? Elle s'était consacrée à la culture des arbres fruitiers, où elle était très adroite, et qui lui permettait de descendre travailler dans les plaines pendant les périodes de travaux agricoles. Mais cela ne pouvait suffire et, en résumé, la Kabylie présentait toutes les conditions favorables

pour devenir ce que les géographes appellent « un pôle de répulsion ». Nous avons vu, en effet, que les Kabyles pratiquaient, depuis longtemps, l'émigration temporaire, allant, à travers l'Algérie, faire les colporteurs, ou aider aux récoltes et aux vendanges.

2° *L'Algérie et la question des salaires*

Le fait que la France constitue un « pôle d'attraction », et la Kabylie un « pôle de répulsion » au point de vue démographique, ne suffit pas à expliquer l'exode des Kabyles, car l'Algérie ne constitue pas, tant s'en faut, un « pôle de répulsion ». Or les Kabyles sont Algériens. Pourquoi quittent-ils donc l'Afrique du Nord ? C'est cependant une règle générale que les pays d'émigration soient des pays surpeuplés, où la main-d'œuvre est surabondante, ou tout au moins des pays dont l'économie est trop peu développée pour permettre la subsistance d'une main-d'œuvre qui serait normale dans un autre pays. Or ce n'est pas le cas de l'Algérie, qui est en plein développement agricole, commercial, et même industriel, et qui souffre, depuis déjà longtemps, d'une crise de main-d'œuvre dont elle se montre très inquiète. Il y a là un véritable paradoxe, et il est difficile d'admettre que des raisons psychologiques d'attraction vers un pays lointain, suffisent à expliquer une contradiction apparente aux lois démographiques les plus évidentes.

Il n'est pas douteux que la seule explication soit d'ordre économique : les Kabyles ne restent pas en Algérie et vont en France, parce qu'ils y gagnent plus d'argent. Il n'y a pas d'autres raisons et il ne peut pas y en avoir d'autres ; ou plutôt, si il y en a d'autres, elles sont secondaires, et cesseraient d'agir aussitôt que les Indigènes trouveraient chez eux des salaires équivalents à ceux qu'ils touchent en France. On dit couramment que la crise de main-d'œuvre dont souffre l'Algérie ne saurait empêcher l'exode des Kabyles, car elle n'en est que la

conséquence, ou, tout au moins, s'en trouve singulièrement aggravée. Nous étudierons plus loin d'une façon plus détaillée la crise de main-d'œuvre algérienne, mais constatons, dès maintenant, qu'il nous paraît difficile de l'attribuer au départ des Indigènes. Ceux-ci ne quittent l'Algérie qu'en nombre limité, alors que la population indigène de l'Algérie dépasse cinq millions. Nous verrons, d'ailleurs, que la crise de la main-d'œuvre en Algérie s'explique par beaucoup d'autres raisons assez complexes.

CHAPITRE III

Importance de l'émigration algérienne ses caractères essentiels

SECTION I

IMPORTANCE DE L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE

Au point de vue numérique, il est évident que l'émigration algérienne en France ne saurait être comparée à celle de certains autres pays européens. Il est d'ailleurs difficile de donner des chiffres indiquant d'une façon très précise, et le nombre des Indigènes algériens venus en France chaque année, et le nombre de ceux y séjournant actuellement.

Au point de vue des départs, les statistiques existantes ne tiennent pas compte des embarquements clandestins, et il serait difficile qu'il en fut autrement. Ces embarquements clandestins, bien qu'on ignore leur importance, sont très certainement assez nombreux pour qu'on ne puisse donner aux chiffres connus qu'une valeur d'approximation assez faible.

Les statistiques algériennes de l'émigration nous donnent cependant un ordre de grandeur suffisant du phénomène, et leurs variations pourront être considérées comme semblables à celles de l'émigration réelle.

Voici les chiffres annuels, depuis 1914, des départs et des retours d'Indigènes algériens :

Année	Départs	Retours
1914	7.444	6.000
1915	20.092	4.970
1916	30.755	9.044
1917	34.985	18.849
1918	23.340	20.489

Années	Départs	Retours
1919	5.568	17.497
1920	21.684	17.380
1921	17.259	17.538
1922	44.466	26.289
1923	58.586	36.990
1924	71.028	57.467
1925	24.753	36.328
1926	48.677	35.102
1927	21.472	36.073
1928	39.726	25.008
1929	42.948	42.227
1930	41.250	43.877
Totaux	574.033	448.128

Nous donnerons depuis 1923, les statistiques mensuelles plus détaillées (1) :

Départs des Indigènes Algériens

	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Janvier	3.160	4.690	858	1.398	462	1.578	2.466	2.309
Février	5.342	6.519	1.217	2.085	656	2.934	2.665	1.007
Mars	8.613	10.367	3.170	3.321	625	1.516	3.176	5.318
Avril	3.784	4.495	1.416	3.613	2.146	5.652	6.274	4.551
Mai	3.805	10.751	3.797	5.539	3.021	2.983	3.247	4.034
Juin	3.933	7.134	1.615	3.063	2.358	3.230	5.230	4.789
Juillet	6.878	9.686	2.773	5.042	2.715	3.250	3.702	4.951
Août	8.057	8.422	3.177	3.026	1.863	2.867	2.502	3.592
Septembre	3.032	7.646	1.871	5.183	1.457	3.983	3.083	3.744
Octobre	3.952	331	1.517	8.253	2.316	4.750	4.274	2.658
Novembre	4.908	384	1.793	6.004	1.965	4.316	3.231	3.218
Décembre	3.082	603	1.549	2.150	1.888	2.667	3.098	1.079
Totaux	58.586	71.028	24.753	48.677	21.472	39.726	42.948	41.250

Retours des Indigènes Algériens

	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Janvier	1.900	2.602	1.825	1.053	3.195	1.232	1.570	2.439
Février	1.698	2.976	2.140	1.145	3.295	1.498	1.979	1.890
Mars	1.412	3.844	3.174	2.668	2.381	983	1.257	1.769
Avril	1.882	3.376	2.246	1.550	1.981	1.258	2.223	3.464
Mai	1.492	3.867	2.618	2.110	2.539	2.612	3.484	2.864
Juin	2.307	4.148	4.406	3.246	2.471	1.077	2.229	3.009
Juillet	2.907	4.605	2.403	2.576	2.450	1.554	3.441	3.990
Août	2.100	6.513	3.472	3.190	4.364	3.056	4.892	5.984
Septembre	4.871	6.674	4.450	4.734	4.364	3.495	6.853	5.481
Octobre	5.972	8.636	4.215	4.854	3.926	3.479	6.435	5.005
Novembre	5.980	6.415	3.185	3.526	3.015	2.789	6.435	4.839
Décembre	4.579	3.811	2.194	4.450	2.092	1.975	3.965	3.148
Totaux	36.990	57.467	36.328	35.102	36.073	25.008	42.227	43.877

(1) Marcel Mercier. Op. cit.

Numériquement, nous voyons que le mouvement n'est pas d'une envergure comparable à d'autres mouvements analogues. Cependant, ces résultats ont déjà une certaine valeur. Il faut, en outre, y ajouter l'émigration clandestine. Nous pouvons en juger par les chiffres postérieurs à 1924. Depuis cette année, le nombre des départs paraît compensé par le nombre des retours. Ce chassé-croisé, bien que dans les mœurs des Kabyles, ne nous semble pas devoir être aussi complet dans la réalité, d'autant plus que les Colons algériens continuent à se plaindre de l'exode de la main-d'œuvre, et ne s'aperçoivent pas du tout qu'il ait diminué, bien au contraire. Il n'est pas douteux qu'une émigration, soit clandestine, soit non dénombrée, ait lieu. Le meilleur moyen de calcul serait, sans aucun doute, le dénombrement des Indigènes nord-africains résidant en France. Mais c'est un calcul encore plus difficile que le précédent : il n'existe à ce point de vue que des évaluations. Elles oscillent entre 80.000 et 150.000. Il nous semble que la vérité doit se rapprocher de ce dernier chiffre. En effet, les statistiques des départs et retours d'Algérie font ressortir un résidu de plus de 100.000 Indigènes séjournant en France. Il faut en retrancher ceux qui sont décédés en France, mais il faut y ajouter les départs et retours non dénombrés, ceux-là étant fort probablement plus nombreux que ceux-ci. Nous croyons donc à un chiffre d'Indigènes résidant en France, proche de 120 à 140.000 (1).

(1) Nous devons cependant signaler que le recensement général de 1926, dont les résultats viennent d'être publiés, donne un chiffre de 69.788 Africains des possessions françaises séjournant en France (contre 36.277 en 1921).

Ces chiffres sont très nettement inférieurs à ceux résultant des statistiques des départs et arrivées algériennes. On peut penser que les Indigènes, soit méfiance, soit ignorance, échappent en grande partie à un recensement. Nous devons néanmoins admettre comme une chose possible que le nombre des Algériens séjournant en France soit moins important que celui auquel on croit généralement.

Cela n'enlève d'ailleurs rien à l'importance du phénomène que nous étudions, car il vaut plus par ses caractères et ses conséquences, que par sa force numérique. On peut cependant conclure au

Les statistiques de l'émigration algérienne permettent déjà quelques observations :

Tout d'abord la continuité de l'émigration algérienne, depuis 1920, est un caractère remarquable, d'autant plus que la réglementation des départs a donné lieu à des solutions variées en 1924, 1926 et 1928. Nous voyons qu'elles furent suivies d'une légère période de fléchissement après laquelle, l'adaptation étant faite, le phénomène reprenait son cours normal.

Une autre remarque s'impose à la lecture de ces statistiques : le nombre des retours est presque aussi important que celui des départs. Ce courant continuuel entre la Métropole et la Colonie est un des caractères les plus intéressants de l'émigration algérienne, et c'est celui qui nous permettra de ne pas toujours considérer ce mouvement comme néfaste et regrettable.

L'émigration algérienne présente un autre caractère important : elle n'est pas une véritable émigration, en ce sens qu'elle n'aboutit pas à un changement de souveraineté. C'est un mouvement de population existant à l'intérieur d'un empire. Dès lors, il intéresse la France à un double point de vue : en premier lieu, en tant que pays de destination, et en second lieu, en tant que puissance colonisatrice. Les conséquences d'un tel phénomène migratoire devront être étudiées aussi bien pour le pays d'origine, que pour celui de destination, et les solutions légales ou administratives devront tenir compte de ce double aspect.

Alors que la France, comme tout pays d'immigration, se reconnaît le droit d'accueillir ou de refouler les immigrants, et qu'elle ne se préoccupe pas de savoir si les pays d'origine sont satisfaits ou mécontents de l'exode de leurs nationaux, elle ne peut pas agir de même envers

peu fondé de l'opinion qui attribue à l'exode kabyle vers la France la pénurie de main-d'œuvre dont souffre l'Algérie, puisque le nombre des émigrants est peut-être sensiblement moins important que celui qui est habituellement admis.

sa Colonie, et enlever des hommes à l'Algérie si celle-ci se plaint d'en manquer, pas plus, d'ailleurs, qu'elle ne peut obliger les Kabyles, qui sont sujets français et revendiquent à ce titre la liberté de circulation, à ne pas venir dans la Métropole. L'obligation de supporter cette émigration, et par conséquent la difficulté de la régulariser et de la filtrer, entraînent comme conséquence la difficulté d'une action tendant à la plier aux nécessités sociales et économiques, et à empêcher l'entrée en France d'éléments indésirables.

Enfin, l'immigration algérienne dont la France est l'objet, diffère des autres immigrations à différents points de vue. Tandis que les Italiens, les Polonais ou les Espagnols que la France accueille, appartiennent à des races très voisines de la nôtre et à une civilisation analogue, les Berbères, qui sont à peu près les seuls à venir en France, sont bien différents de nous. Race particulière, civilisation presque sans points communs avec la nôtre, religion et mœurs très éloignées, ils ne posent pas le même problème. Pour les immigrés européens, l'assimilation est une condition nécessaire, alors que, pour les Kabyles, il n'en est encore question que comme d'une espérance que beaucoup ne conçoivent même pas. A ce point de vue, l'immigré étranger est préférable. Mais par contre, les étrangers offrent un danger dont les nations modernes se préoccupent beaucoup : celui de la formation au sein du pays d'immigration, de noyaux irréductibles conservant leurs caractères nationaux et le souvenir de leur patrie d'origine. Ces éléments étrangers, qui ne veulent pas se fondre dans le milieu qui les environne, sont un danger pour l'unité de la race, et beaucoup de pays se préoccupent actuellement d'empêcher la constitution de ce qu'on a appelé des « minorités nationales ». Il est évident que, de ce côté, nos Coloniaux ne sont pas une menace.

Ce sont les caractères particuliers qui différencient l'immigration algérienne en France des autres phéno-

mènes migratoires dont celle-ci est l'objet, et qui en font une question économique et sociale revêtant pour la France une importance capitale.

SECTION II

CARACTÈRES DE L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE

1° Comparaison avec les émigrations tunisiennes et marocaines

En réalité, il nous faut signaler que la question de l'exode des Indigènes se pose aussi bien en Tunisie et au Maroc qu'en Algérie, dans les mêmes conditions, et avec les mêmes répercussions, mais non pas avec la même importance. Nous nous sommes limités aux Algériens, de beaucoup les plus nombreux. Les chiffres que nous avons donnés sont valables pour eux. Les Tunisiens ne viennent en France que dans une proportion négligeable. Quant à l'émigration des Marocains, plus récente que celle des Algériens, elle devient de plus en plus importante. On peut estimer leur nombre, en France, comme étant environ de 15.000. Par un phénomène curieux, ce sont les Marocains des régions dissidentes, si arides, qui viennent à Paris travailler parmi nous, alors que leurs frères font le coup de feu contre nos postes (1). La pacification des régions insoumises prend naissance dans notre capitale, où les dissidents viennent eux-mêmes se mettre sous notre protection. On conviendra que c'est une singulière fortune pour un pays colonisateur.

Outre l'importance moindre de leur nombre, les Indigènes tunisiens et marocains diffèrent des Algériens à trois points de vue, qui font que leur présence en France soulève des problèmes moins graves et moins insolubles (sauf cependant les problèmes de droit privé, qui restent essentiellement délicats).

(1) Cf. « Les Chleuhs dans la banlieue parisienne », par le Lieutenant-Colonel Justinard (Paul Geuthner), Paris.

1° Les Tunisiens et Marocains ne sont pas sujets français. Par conséquent, le régime de libre circulation, institué par la loi du 15 juillet 1914 en faveur des Algériens, ne leur est pas applicable. En fait, le régime législatif en vigueur tant au Maroc qu'en Tunisie depuis septembre 1925, est l'interdiction de quitter le pays sans autorisation spéciale, cette autorisation étant en outre soumise à un certain nombre de conditions (1). Peut-être aurions-nous eu, sans cela, pendant ces dernières années, un exode massif des Marocains, puisque, malgré l'interdiction, une émigration clandestine assez intense, et passant surtout par l'Algérie, a poussé vers la France de nombreux dissidents.

2° Les Tunisiens et Marocains, n'étant pas sujets français, subissent le traitement des étrangers immigrants, et peuvent être rapatriés. Leur surveillance, leur contrôle et l'éloignement définitif de ceux d'entre eux qui sont tarés ou indésirables souffrent moins de difficultés que vis-à-vis des Algériens.

3° La troisième différence concerne les qualités des divers courants d'immigration. Sans parler des Tunisiens, en nombre insignifiant et assez comparables aux Algériens, ceux-ci et les Marocains ne se ressemblent guère. Les Marocains sont plus robustes, plus sobres, plus travailleurs et plus consciencieux que les Algériens. La conséquence, c'est que les Marocains ne sont pas soumis aux mêmes dangers sanitaires que les Kabyles, c'est surtout qu'ils sont beaucoup plus estimés des employeurs, et ne souffrent guère du chômage (2). La main-d'œuvre marocaine n'entraîne donc pas des situations aussi angoissantes que la main-d'œuvre algérienne, mais il ne faut quand même pas oublier que les problèmes qui se posent

(1) Voir page ??

(2) Tous les employeurs consultés marquent une préférence très nette envers les Marocains, qu'ils déclarent plus sobres et travailleurs. Les firmes Dinin (Nanterre) et Chenard et Walker (Gennevilliers) déclarent remplacer leur main-d'œuvre kabyle par des Chleuhs (L. Massignon, op. cit.).

à propos des Kabyles, comme les solutions qu'on peut leur proposer, sont les mêmes dans les deux cas.

2° *Principaux caractères de l'émigration algérienne*

L'émigration algérienne, comme nous l'avons vu, présente ce caractère particulier d'être alimentée presque uniquement par les montagnards du Djurjura. Plus des 9/10^e des Indigènes nord-africains séjournant dans la Métropole sont des Kabyles. La Kabylie toute entière fournit d'ailleurs des travailleurs émigrants. A Paris, on estime que 60 % proviennent du département de Constantine (Guergour 25 %, Soummam 20 %, Akbou 15 %) et 40 % du département d'Alger (6 % de Fort-National, 6 % du Haut-Sebaou, 6 % de Tizi-Ouzou et 6 % de Michelet) (1).

Mais si la Kabylie continue à être le réservoir d'hommes de l'émigration algérienne, elle n'est plus la seule région qui y contribue. Le mouvement a tendance à faire tache d'huile tout autour. De plus en plus les régions de Sidi-Aïssa, de Bou-Saada, Msila, Biskra, Laghouat, y ajoutent un contingent d'Arabes.

Mais, dans l'ensemble, on peut considérer que ce sont les Kabyles qui constituent le seul élément important de l'émigration et qui lui donnent son caractère essentiel.

Cet exode des Kabyles se distingue par une autre particularité relative à la durée de leur séjour en France ; il est surtout temporaire. Emigration temporaire ne signifie pas ici émigration saisonnière, c'est-à-dire pendant le temps nécessaire à des travaux agricoles, nécessitant un supplément de main-d'œuvre pendant une période déterminée. Cela signifie que les Kabyles viennent en France, dans la majorité des cas, pour gagner davantage et économiser un certain capital. Une fois ce but atteint, beaucoup reviennent en Algérie. Mais, à côté de ceux-là, il y en a d'autres qui reviennent en Algérie au bout d'un cer-

(1) Ces appréciations sont communiquées par M. L. Massignon (op. cit.), d'après les sondages de M. Gérolami.

tain laps de temps, pour repartir ensuite, et revenir de nouveau : en effet, la nostalgie du pays, souvent accrue par les privations et l'isolement moral, les pousse à revenir de temps à autre au pays. Le moment choisi est presque toujours celui du Ramadan. Ce sont les plus nombreux. Enfin, une dernière catégorie, très rarement venue dans cette intention d'ailleurs, prend goût à la vie des grandes cités métropolitaines et, soit qu'elle n'ait pas de famille, soit souvent qu'elle abandonne délibérément femmes et enfants, y reste définitivement. M. Gérolami (1) estime que 50 % des Kabyles résidant en France y restent huit mois (jusqu'au Ramadan), 25 % un an et demi, et 25 % définitivement.

Il semble qu'on peut estimer à plus des trois quarts la proportion des Indigènes algériens venus en France qui retournent en Algérie au bout de quelques mois. La conclusion, c'est que le nombre de ceux qui sont allés chercher en France, pour la rapporter dans la Colonie, l'influence française, le nombre de ceux qui ont vécu avec nous, côte à côte, de notre vie européenne, et qui, plus ou moins, ont commencé à rapprocher des nôtres leurs mœurs et leurs conceptions, est plusieurs fois supérieur au chiffre de 120 ou 130.000 que nous accordent les statistiques. Il y a peut-être 500 ou 600.000 Indigènes qui diffusent autour d'eux, en Algérie, les mœurs qu'ils ont acquises à notre contact et les conceptions nouvelles qu'ils y ont puisées. Il y a là une valeur de propagande énorme ; elle vaudra ce que nous aurons fait pour que valent les mœurs et les conceptions de nos hôtes, c'est-à-dire ce que nous aurons fait pour que notre influence soit bienfaisante.

Quant aux 25 % venus définitivement en France, il faut reconnaître que leur assimilation est encore bien faible. La plupart vivent une vie assez misérable, au dernier échelon de la Société, et isolés. Une des caractéris-

(1) L. Massignon. Op. Cit.

tiques de la venue des Kabyles en France, est en effet l'absence de foyers : ce sont les hommes seuls qui viennent (1). Quelquefois ils se marient avec des femmes françaises, ou plutôt vivent maritalement avec elles, mais les foyers créés sont encore relativement rares. M. Gérolami estime à environ 20 le nombre de ceux qui ont amené leur femme kabyle, alors que 700 ont épousé légalement une Française, et que 5.000 vivent maritalement avec une Française (2). Il est évident que la question du foyer familial est primordiale au point de vue de l'assimilation des Nord-Africains : c'est le seul élément capable de retenir le travailleur déraciné sur la pente de l'alcoolisme, du vagabondage et de la paresse, quand ce n'est pas pire. Une politique clairvoyante devrait donc agir dans ce sens : il nous semble que la chose la plus urgente serait la création d'un statut des Indigènes nord-africains, qui apporterait des remèdes aux inextricables situations de droit privé résultant des mariages entre Indigènes et femmes françaises.

(1) On estime que les immigrations étrangères ont fait pénétrer en France depuis la guerre plus d'un million de travailleurs, correspondant, si on y ajoute leur famille, à plus de deux millions d'immigrés.

(2) L. Massignon. *Op. Cit.*

CHAPITRE IV

Les conséquences sociales

SECTION I

CONSEQUENCES SOCIALES POUR LA FRANCE

Le côté social du mouvement migratoire qui entraîne les Nord-Africains vers la France, est particulièrement important, et les problèmes posés à ce point de vue sont très particuliers. C'est le côté social qui, véritablement, a posé la question kabyle, l'a fait apparaître, et l'a, en quelques années, faite venir au premier rang des préoccupations publiques. C'est lui qui a ému l'opinion et a été à l'origine du mouvement de réglementation légale et de l'œuvre de surveillance et de protection des Indigènes algériens qui s'est imposée de plus en plus comme une nécessité, et dont nous verrons les réalisations. C'est parce que l'immigration kabyle a posé quelques lourds problèmes sociaux qu'il y a en France une « question kabyle très importante ».

Nous avons vu le nombre des Indigènes algériens en France. Il y a une douzaine d'années, ce nombre n'était pas très grand, mais il n'était pas composé, dans son ensemble, d'éléments bien désirables. Etaient restés alors en France, ceux qui n'avaient pu échapper au rapatriement massif d'après-guerre, des déserteurs de l'armée ou des usines, des irréguliers venus en France, non à la suite d'embauchages, mais clandestinement. Par la suite, le mouvement a progressé jusqu'à devenir, depuis 1925, à peu près régulier

Nous verrons que le régime consécutif à la guerre,

pour les mouvements de population entre la France et l'Algérie, a été jusqu'en 1924 la liberté complète. Venaient en France ceux des Indigènes qui le voulaient. L'opinion réclama une réglementation. Elle intervint en 1924, mais fut supprimée peu à près, et remplacée, en 1926 et 1928, par une autre réglementation, d'un caractère moins sévère. Mais les départs d'Algérie ne s'en ressentirent pas le moins du monde, et les embarquements clandestins prirent une ampleur énorme. D'ailleurs l'identification des Indigènes n'a jamais été une tâche bien facile, et on peut se demander combien de Kabyles se sont embarqués avec le contrat d'embauchage, ou le casier judiciaire d'un compatriote.

Une fois sur le sol français, les Indigènes se trouvent alors absolument livrés à eux-mêmes : liberté complète des déplacements, et surveillance nulle. Combien d'Indigènes sont-ils en France ? Combien dans chaque grande ville, combien dans Paris ? Nul ne le sait. On en est réduit à des appréciations probablement inférieures à la réalité. Que font-ils ? On le sait encore moins. La police est désorientée et débordée, par un phénomène qu'elle n'est nullement préparée à comprendre et à surveiller. L'identification des Indigènes, déjà difficile en Algérie, est pour elle une impossibilité.

En somme, l'action de la loi ou de l'administration sur la venue des Indigènes algériens et sur le sort qui leur est réservé en France est presque nulle.

Que deviennent dans la vie dévorante des cités métropolitaines ces Kabyles ignorants, quelquefois déjà un peu dégrossis par la fréquentation de colons algériens, mais bien souvent venant tout droit de leurs montagnes. Ils sont en outre bien mal préparés au rôle de travailleur qui les attend, et ne comprennent pas que, malgré leurs qualités de sobriété et leur bonne volonté, un ouvrier industriel ou minier ne se forme pas en quelques jours, ni en quelques semaines. Ils sont aussi mal préparés à la vie urbaine qu'ils vont vivre, et se brûlent vite les ailes.

Leurs tendances naturelles de paresse, insouciance, inconstance aidant, ces grands enfants sans défense sont livrés à toutes les misères sociales.

Pour des émigrants aussi mal armés, l'inévitable ne pouvait manquer de se produire.

1° *Le chômage*

Aucune catégorie de travailleurs n'a jamais, en France, souffert d'un chômage endémique, autant que les ouvriers kabyles. Chômeurs, ils le sont presque tous lorsqu'ils arrivent. L'embauchage avant leur départ d'Algérie, que la réglementation de 1924 avait imposé un moment, n'a pas duré plus longtemps que cette réglementation ; c'est une mesure qui n'a pu être reprise depuis, et ne pourra probablement pas l'être de sitôt. La liberté d'embauchage existe naturellement en Algérie, mais elle n'est pas utilisée par les employeurs français. Les Kabyles, donc, débarquent un beau jour en France, le plus souvent presque sans ressources, ou sans ressources du tout. Ils trouvent du travail plus ou moins rapidement. Mais ce n'est pas tout. Ils ont quelques qualités, mais, en tant qu'ouvriers, quelques défauts énormes. Leur instabilité et leur mauvais rendement font des Indigènes de l'Algérie du Nord des ouvriers toujours limités à des travaux de manœuvre, à des travaux auxiliaires et on peut même dire, en somme, des ouvriers peu désirables. La conséquence immédiate, c'est que les employeurs, dès que la nécessité d'une diminution du personnel employé se fait sentir, congédient d'abord les Indigènes algériens, et on ne peut leur en vouloir de préférer conserver une main-d'œuvre d'une plus grande valeur professionnelle, généralement plus ancienne, et d'une stabilité plus grande. Les travailleurs kabyles sont donc, à tout instant, à la merci des variations économiques, et ils souffrent cruellement du chômage.

Sans travail, et isolés, ils traînent sur le pavé, vêtus de

nos défroques, s'acoquinent, s'adonnent vite à la boisson et vivent dans des conditions misérables.

Même lorsque leur chômage n'est pas complet, ils veulent tant économiser, qu'ils atteignent à des degrés de privation effarants. Et la nature des Kabyles offre une contradiction qui accentue les dangers de cette conséquence. D'une part, ils possèdent une capacité inouïe de privations. Enfants d'une race sobre, habituée depuis des siècles à vivre de quelques figues ou dattes, et à n'avoir d'autres besoins que les besoins physiologiques les plus élémentaires, les Indigènes algériens continuent à vivre en France en réduisant leurs vêtements, leur logement et leur nourriture à un minimum invraisemblable. Mais d'autre part, ces races, venant de pays au ciel doux, sont d'une très grande réceptivité naturelle. Elles n'ont pas l'énergie et la résistance des Européens ; le froid et la maladie les abattent vite. Le résultat, c'est que leurs privations les conduisent à une misère physiologique qui en fait des proies faciles pour la maladie.

2° Conditions de vie

La façon dont les Indigènes algériens se logent a toujours été la hantise des hygiénistes et des humanitaires. Ils sont acceptés par des tenanciers indigènes, qui les logent dans d'infâmes taudis, à trois, quatre et jusqu'à huit dans la même chambre, où ils se couchent tout habillés, et souvent sur le sol. On ne peut manquer à cette occasion de parler du village arabe des Grésillons, à Genevilliers, où, sur un hectare, dans des masures en bois recouvertes de papier goudronné, un millier d'hommes vivent tassés comme dans un clapier, et dans les conditions d'hygiène que l'on devine.

Mal logés, mal vêtus, et sous-alimentés, plongés en outre dans un terrible isolement moral, au milieu d'une civilisation qu'ils ne comprennent pas, et qui ne les comprend pas, ils sont arrivés à rendre pénible leur situation sociale et morale.

3° *Le problème sanitaire*

De telles conditions de vie, jointes à leur réceptivité physiologique, devaient faire des Kabyles algériens des proies pour la maladie. Ils n'y ont pas manqué, et les bronchites et pneumonies ont fait des ravages dans leurs rangs.

Mais surtout deux maladies, issues du froid, de la misère et de l'alcool, les guettent et constituent même pour notre population algérienne un gros danger : ce sont la syphilis et la tuberculose. La syphilis est véritablement la lèpre des Indigènes. Ils l'ont presque tous d'ailleurs, à l'état endémique. Sous leur soleil d'Afrique, ils couvrent souvent cette maladie sans qu'elle éclore, mais dès qu'ils viennent en France, elle reprend sa virulence à la faveur de l'état de déficience physique auquel ils parviennent, et de l'absence totale de soins ou de précautions. La tuberculose offre des dangers peut-être plus grands encore. Elle était inconnue en Algérie, où le soleil chaud ne lui avait pas permis de se développer. Mais les Indigènes qui sont venus en France ont présenté une terrible réceptivité envers cette fille du froid et de la misère. Et bien souvent, de pauvres Kabyles, qui n'avaient certes pas quitté pour cela leurs montagnes natales, finissent après quelques mois de privations sur un grabat d'hôpital. Bien plus, de trop nombreux malades ont rapporté en Algérie le terrible fléau, où il a trouvé, dans la promiscuité des gourbis indigènes, un terrain favorable. On l'appelle là-bas : « la maladie de France ». Les médecins de colonisation s'en préoccupent et s'en inquiètent beaucoup, et c'est peut-être là l'inconvénient le plus grave de l'exode kabyle vers la France, car la tuberculose menace de devenir la grande faucheuse des races d'Afrique.

Si on considère en outre que des Indigènes algériens se laissent facilement aller à l'abus de l'alcool, car ces êtres peu énergiques ne savent pas garder une juste me-

sure, et ne savent rien faire sans excès, on est obligé de conclure à l'importance capitale du problème sanitaire, du problème de conservation de la race, que pose la venue de ces travailleurs en France.

Le problème sanitaire a une autre face. Ces terribles porteurs de germes que sont les Kabyles atteints de la syphilis, par la malpropreté de leur linge et leur manque d'hygiène, viennent dans la Métropole semer le terrible microbe.

C'est un grave, très grave problème social, que cette question sanitaire, et elle doit être au premier plan des préoccupations que font naître ce qu'on a appelé « la question kabyle ». Nous verrons que les réglementations légales successives l'ont timidement abordé, mais que tout reste à faire.

4° Le problème moral

Les Kabyles qui ont quitté leurs montagnes arides dans un seul but : gagner de l'argent et en économiser, sont presque toujours simples et honnêtes ; mais ils sont faibles. Le niveau social et moral inférieur des gens qu'ils peuvent fréquenter dans nos villes, le dépaysement moral créé par les conceptions et les mœurs différentes qui les entourent, font qu'ils cèdent aux moindres entraînements. Les tenanciers de toutes sortes les poussent à l'alcoolisme, et exploitent leur passion du jeu ; isolés et sans retenue, ils s'y livrent ici sans limite. Et beaucoup, venus avec des idées de travail et d'économie, perdent leur argent, prennent des habitudes d'intempérance et de laisser-aller, et n'envoient plus aucun subside à leur famille restée en Kabylie.

La conséquence devait être la multiplication des délits commis par les Indigènes. C'est par là qu'ils ont tristement commencé à attirer l'attention de l'opinion publique. En novembre 1923, l'assassinat de deux pauvres femmes dans la rue Fondary par un Kabyle fit sensation.

D'atroces faits divers, trop nombreux, ont dressé contre ceux que les Parisiens appelaient les « Sidis », une opinion excitée par des articles de presse souvent trop passionnés. Il est certain que la criminalité des Kabyles dans la Métropole s'est présentée, et se présente même encore, d'une façon assez inquiétante. Mais il semble que la presse et l'opinion publique ont exagéré le danger. Outre que les crimes de malfaiteurs ou de détraqués autres que les Kabyles fournissent chaque jour une matière encore plus abondante à nos périodiques, le déracinement des Kabyles, et leurs excès, s'expliquent par un dépaysement et un isolement moral qui réclament des mesures bienfaisantes. C'est là un phénomène social qui est, comme la criminalité adolescente, par exemple, fort regrettable, mais qui demande une action sociale énergique et réfléchie, et non la solution radicale réclamée par l'opinion : interdiction pure et simple de la venue en France des Indigènes algériens.

5° *Le problème démographique*

Le mouvement qui entraîne vers la France une partie importante de nos populations indigènes de l'Afrique du Nord présente, d'un certain point de vue, un aspect qui ne devait pas manquer de donner lieu à de magnifiques espérances.

La France, à la suite d'une terrible guerre, à la suite surtout d'une dénatalité déjà ancienne, manque de main-d'œuvre, et a été amenée à devenir le pays d'immigration le plus important de l'Europe. L'Italie, la Pologne, l'Europe Centrale nous envoient leurs nationaux. L'assimilation de tous ces émigrants donne lieu à des problèmes angoissants. Leurs pays d'origine ne consentent pas toujours de bonne grâce à perdre définitivement un élément de population particulièrement énergique et intéressant. Ils pratiquent une politique tendant à conserver l'influence du pays natal sur leurs nationaux à l'étran-

ger : l'Italie, notamment, fait preuve d'une grande persévérance dans une telle action, d'où une source de difficultés dans les rapports internationaux. En outre, si la masse des immigrants d'un pays d'origine est importante, apparaît le danger de voir se créer, à l'intérieur du pays de destination, des minorités nationales dangereuses.

Ne semble-t-il pas que c'est un bienfait miraculeux que celui de voir accourir vers nous, d'une terre française, les hommes qui nous manquent, de voir se compléter une population déficitaire sans risque de formation de minorités nationales ?

On aurait pu le croire, mais cette vision trop simpliste a trouvé dans les faits, nous ne dirons pas un démenti, car beaucoup gardent encore un espoir profond, mais des obstacles sérieux.

Les Kabyles sont quand même, et bien que leur race ait pu paraître assez proche de la nôtre, d'une civilisation par trop différente. Leur religion, leurs mœurs si particulières, rendent une assimilation bien difficile. Nous avons vu quelques pénibles conséquences d'un contact trop rapide qui faisait de ces êtres faibles, trop vite transplantés, des déracinés, et souvent de véritables épaves, physiologiques et morales. Si le contact entre ces deux civilisations paraît difficile pour les simples rapports sociaux, n'est-on pas amené à penser que la fusion de races sera une chose complètement irréalisable ? C'est une question auquel le temps seul nous répondra. Ne peut-on même se demander si l'avenir de notre Empire Colonial de l'Afrique du Nord n'en dépend pas ?

Quelque chimérique et lointaine que paraisse cette conception, elle mérite quand même d'être présente à l'esprit. N'est-ce pas en visant le but lointain, le plus lointain possible, que la direction des efforts que nous avons à faire aura le plus de chance de nous apparaître ? Voir large, le plus large possible, n'est-ce pas la con-

dition nécessaire pour percevoir un peu de lumière dans ces problèmes troubles ?

Une chose au moins est certaine, c'est que si une assimilation de nos races indigènes de l'Afrique du Nord est possible, c'est dans la Métropole qu'elle commencera, où l'Européen et l'Indigène ne sont pas, comme là-bas, bien séparés l'un de l'autre, et peu enclins à un rapprochement semblable. En France, ces enfants d'une race assez proche, qui revêtent des habits semblables aux nôtres, paraissent moins éloignés de nous.

Est-ce à dire que les unions entre Berbères et femmes françaises aient été fréquentes ? Certes non, et en l'état actuel des choses, nous devons en être heureux. Mais de telles unions se sont quand même produites, et tous ceux qui ont vu de près les Indigènes algériens séjournant en France, déclarent avoir connu plus d'un de ces ménages mixtes, menant une existence digne.

A Paris, on estime que 20 ont amené leur femme kabyle, 700 ont épousé légalement une Française, 5.000 vivent maritalement avec une Française (1).

Mais le moment n'est pas encore venu d'une telle inter-pénétration.

La masse kabyle qui vient en France est encore trop fruste pour pouvoir pénétrer auprès d'une couche de population qui ne soit pas la plus basse. Le terrain est donc mal choisi pour qu'on puisse juger une expérience sociale. En outre, les différences de mœurs, de civilisation, sont encore trop grandes, et beaucoup d'unions ont abouti à de pénibles déceptions.

En troisième lieu, les Kabyles ne viennent en France que temporairement, et il est assez exceptionnel que leur émigration soit définitive. Que faire de leurs compagnes ? Les emmener en Kabylie, pour y vivre la vie des femmes de là-bas ? On conçoit que bien peu d'entre elles se résignent à cette solution.

(1) Massignon. Op. Cit.

Mais les problèmes les plus délicats rencontrés par les unions de Kabyles et de femmes françaises, sont d'ordre juridique. Nos Indigènes algériens sont sujets français, mais ils ont un statut personnel qu'ils conservent. C'est ainsi que la polygamie leur est possible, et que leurs règles de successions sont différentes des nôtres. Mais le statut personnel ne peut exister juridiquement que sur le sol d'Algérie. Lorsque nos sujets algériens mettent le pied en France, les difficultés commencent à naître, d'autant plus qu'ils ne sont en général pas naturalisés Français. Les problèmes qui se posent à propos de l'application de leur statut personnel en France, sont du même ordre que ceux qui se posent pour l'application d'une loi étrangère ; ce sont, en réalité, des questions de droit international privé. Il est certain, par exemple, que ne peuvent être admises en France, pour des raisons d'ordre public, les règles musulmanes relatives au mariage et aux successions.

Lorsqu'un Indigène algérien et une femme française s'unissent par le mariage, et plus encore lorsque, comme c'est la grande majorité des cas, leur union est libre, des difficultés apparaissent. Et lorsque des enfants naissent de ces unions, ce sont des problèmes juridiques presque insolubles qui se posent, soit sur le caractère légitime ou naturel de l'enfant, soit sur la nationalité. Nous n'avons parlé que de nos sujets algériens. Mais ces problèmes se posent d'une façon toute aussi angoissante pour les Indigènes tunisiens et marocains, quoique d'une façon différente, puisqu'ils ne sont pas Français comme les Algériens, mais sont, au regard de la loi, des étrangers : en effet, les lois tunisiennes et marocaines interdisent à la non-Musulmane d'épouser un Musulman ; tout mariage ou toute paternité d'un Tunisien ou Marocain en France aboutit donc à un conflit de loi. Ces questions, dont nous venons de voir l'importance, sont encore à solutionner entièrement. Elles sont extrêmement délicates, il est vrai, mais il semble qu'il soit

urgent que les Pouvoirs Publics s'en intéressent, et que des directives soient données pour qu'on aboutisse à l'élaboration d'un statut de la main-d'œuvre nord-africaine en France.

Ce serait le seul remède possible aux inextricables situations de droit privé qui résultent des mariages des Indigènes en France. Si une assimilation de ces ouvriers était possible d'autre part, au sein de la Métropole, elle trouverait dans les difficultés juridiques issues de toute création de foyer stable, une barrière infranchissable.

SECTION II

CONSÉQUENCES SOCIALES POUR L'ALGÉRIE

Les conséquences que l'émigration des Kabyles a pu entraîner pour l'Algérie sont de divers ordres. Au point de vue de la main-d'œuvre, l'influence peut être importante, mais c'est là une question que nous traitons d'autre part.

La question se pose pour l'Algérie de la façon suivante : Que rapportent les Kabyles de leur séjour en France ? Que rapportent-ils au point de vue matériel, et surtout au point de vue moral ?

1° *Enrichissement de la Kabylie*

Une chose n'est pas douteuse, c'est que les Algériens qui sont venus en France pour gagner de l'argent, ont atteint leur but : on estime à plus de 100 millions la somme annuelle que les travailleurs algériens apportent dans la Colonie (1). Et cette estimation, bien qu'on ne dispose d'aucune précision, est généralement admise. Un résultat d'une importance aussi considérable est une

(1) A. Bernard. La main-d'œuvre dans l'Afrique du Nord. — En outre, M. Hacène, membre kabyle des délégations financières, précise qu'en 1928, plus de 100 millions de mandats postaux ont été envoyés en Algérie.

réponse suffisante à tous ceux qui prétendent que les Kabyles, une fois en France, oublient toutes leurs idées de travail, de famille et d'économie. Beaucoup d'entre eux se brûlent les ailes aux lumières des villes métropolitaines, mais le fait qu'il en résulte un gain assez considérable pour l'Algérie n'en existe pas moins.

Cet argent a une destination à peu près exclusive : racheter la terre en Kabylie, et faire construire des maisons. C'est encore un fait, que la Kabylie toute entière a été entièrement rachetée. Et de ce fait, on fait souvent un argument contre l'émigration des travailleurs indigènes vers la France, en disant que l'argent gagné outre-mer, et rapporté dans la Colonie, sert à des rachats de terres qui entravent l'extension de la Colonisation française. Il paraît qu'un tel argument, outre que sa portée est réduite, ne devrait pas être mis en avant. Il nous semble inadmissible qu'on puisse condamner la prospérité de la population indigène de l'Algérie sous le seul prétexte que les rachats de terre qui en résultent portent ombrage à la colonisation. De deux choses l'une : ou bien nous admettons que les Arabes et Berbères de l'Algérie, après avoir été nos égaux dans la grande guerre, le sont encore dans la paix, qu'ils sont réellement des nationaux français, et que toute prospérité pour eux est une prospérité pour la colonie et pour la France toute entière ; ou bien nous considérons que nous sommes les conquérants, et qu'une terre qu'ils achètent est une terre qu'ils nous prennent.

Il nous semble que cette dernière conception ne cadre pas avec la politique de colonisation si large que notre pays a coutume de pratiquer. Etant donné le but, faire de l'Algérie un pays français, il y a en effet deux moyens : ou bien admettre qu'on arrivera à un tel résultat en remplaçant l'élément indigène par l'élément européen, et une politique conçue dans cet esprit ne pourrait être d'accord avec les principes qui l'inspireraient qu'en aboutissant au refoulement, puis peu à peu

à la disparition des Indigènes, ou bien au contraire, reconnaître que les Indigènes algériens constituent un élément de peuplement intéressant, et viser un but lointain, mais généreux et productif : l'élévation et l'assimilation de nos populations algériennes. Il ne peut y avoir d'autre politique que celle-là. Et voilà pourquoi nous nous réjouissons de voir la Kabylie rachetée par les Kabyles : car c'est un enrichissement (tout relatif d'ailleurs, étant donné la pauvreté des terres de Kabylie), qui rend possible un progrès : l'augmentation des besoins non seulement matériels, mais aussi dans une mesure encore faible intellectuels et moraux, et la possibilité d'une certaine instruction. C'est déjà un pas vers un rapprochement que nous devons souhaiter et vouloir de toutes nos forces.

2° Danger de la déchéance des émigrés kabyles

A un autre point de vue, on peut se demander comment, dans quel état physique et moral reviennent ceux qui étaient partis chercher la fortune au loin ? Il faut reconnaître que là, les résultats ne sont pas brillants, et fournissent quelques arguments vigoureux à ceux qui voudraient limiter l'émigration algérienne.

On a beaucoup parlé de ces malheureux Kabyles, partis pour la France avec beaucoup d'espoirs, mais que les privations, le chômage, les vices, ont amoindri, et qui sont revenus en Algérie, souvent rapatriés, vaincus par la vie, aigris par la misère et les injustices sociales, trop souvent dévorés par des tares rapportées de là-bas. Ce tableau, on ne peut en douter, a été offert plusieurs fois par les tristes convois de rapatriés consécutifs aux crises de chômage, surtout en 1927. Il est bien vrai que beaucoup de ces malheureux n'ont rapporté de leur séjour dans la Métropole, que le pire, et sont revenus déçus, moralement et physiquement.

C'est le contact brutal de ces grands enfants, faibles

et mal armés pour la lutte, avec une civilisation trop dangereuse pour eux, qui en est cause. Il leur a manqué l'énergie qui, seule, leur aurait permis de résister. Mais surtout, c'est parce que leur émigration n'est faite dans des conditions trop précaires, trop anarchiques, que de bons résultats n'ont pu en résulter. Sont venus en France tous les indésirables qui l'ont voulu. Et beaucoup de ceux qui ne l'étaient pas le sont devenus, car ils n'étaient en France, ni surveillés ni protégés. L'immigration algérienne était, et est plus que jamais, un mouvement important pour la France, plus important peut-être que toute autre immigration, malgré son infériorité numérique. De tels phénomènes démographiques ne peuvent pas être ignorés des pays qui en sont l'objet, mais exigent d'être compris et organisés.

D'ailleurs, l'importance des sommes envoyées annuellement en Algérie nous démontre que le mal n'est peut-être pas aussi important qu'on le dit parfois, et qu'à côté de ceux qui reviennent en Algérie en vaincus, il y en a d'autres qui ont vécu dignement, travaillé et économisé.

3° *La question sanitaire*

Malheureusement, il y a une conséquence néfaste du séjour en France de nos Indigènes algériens dont les effets apparaissent plus menaçants et plus difficiles à combattre : c'est la tuberculose. Nous avons déjà dit que la terrible maladie, presque inconnue auparavant sous le ciel bleu d'Algérie, faisait des ravages parmi les travailleurs berbères en France, que la misère et le froid, le manque d'hygiène et peut-être un organisme moins résistant entraînant un état physiologique déficitaire, conduisaient à une grande réceptivité. Mais le véritable danger, c'est le retour de ces malades parmi les leurs, où ils survivent assez longtemps pour contaminer leurs proches, à la faveur des habitations sans air et sans lumière où ils s'entassent. On s'inquiète de cette situation, et à bon droit.

Dès 1923, un vœu-type adopté par nombre de municipalités algériennes *« constatait que, depuis le départ régulier des Kabyles notamment, la tuberculose, autrefois inconnue en Kabylie, a envahi maintenant toute cette région et fait d'effroyables ravages dans cette population laborieuse. (Il a été officiellement constaté en Haute-Kabylie que des familles entières, comptant 16 à 18 individus, ont été anéanties par le fléau.) »* A la réunion de novembre 1928 des délégations financières, les délégués kabyles ont beaucoup insisté sur cette propagation de la tuberculose dans les douars. Le Docteur Reynaud, directeur du Service de l'Hygiène, le Docteur Lemaire et le Docteur Aubry, médecins des services de tuberculose de l'hôpital de Mustapha, ont signalé à plusieurs reprises la gravité de cette situation (1).

Les médecins de Colonisation ont pu observer que la tuberculose, autrefois très rare dans les campagnes algériennes, y prenait depuis quelques années un caractère alarmant, et ils déplorent leur impuissance devant les progrès d'une maladie qu'ils n'ont pas les moyens de combattre. Ils attribuent ces progrès aux travailleurs indigènes revenus des usines françaises du Nord, de l'Est et des environs de Paris.

La situation n'est donc pas douteuse, et il semble que la perspective de voir la tuberculose décimer nos populations africaines doit être assez redoutable pour donner naissance à une politique tendant à enrayer les progrès de la terrible maladie. Mais nous constaterons que rien n'a été fait dans ce sens, et que les seules mesures sanitaires contenues dans les réglementations en vigueur jusqu'ici n'ont eu aucune utilité.

En somme, on ne peut dire que l'exode kabyle vers la France ait été un bienfait pour l'Algérie.

En effet, les résultats qu'a donnés jusqu'ici cette sorte d'expérience sociale ne paraissent guère brillants. Tous

(1) A. Bernard. La main-d'œuvre de l'Afrique du Nord.

ces travailleurs qui ont quitté l'Algérie pleins d'espoirs, s'ils ont ramené dans leur pays de grosses sommes d'argent, péniblement gagnées à force de travail et d'économie, sont trop souvent revenus diminués physiquement et moralement. Ce ne sont pas des hommes énergiques, formés professionnellement, plus instruits et plus civilisés que l'Algérie voit revenir, mais souvent des êtres affaiblis par les privations, l'alcoolisme, ayant perdu toute dignité, et fréquemment porteurs de terribles germes. Que ce fait ne soit pas aussi général qu'on le dit quelquefois, c'est certain. Mais il n'en reste pas moins qu'il existe. Devrons-nous donc en conclure que l'émigration des Indigènes algériens vers la France est un phénomène condamnable, et qu'on doit s'efforcer de la faire disparaître. C'est la conclusion qui est généralement admise, et il faut reconnaître qu'elle s'appuie sur de bonnes raisons.

Mais nous ne pouvons nous empêcher de penser que ce serait dommage. Il semble que l'Algérie ne pourrait vraiment devenir une terre définitivement et profondément française, qu'avec l'assimilation des races indigènes qui s'y trouvent. Nous avons cette fortune unique pour un pays colonial, de posséder une Colonie dont les Indigènes ne forment pas une masse inassimilable et presque ingouvernable, comme c'est le cas pour l'Inde, et même pour l'Indo-Chine. Nos Indigènes de l'Afrique du Nord sont d'une race peu éloignée de la nôtre, et, seule, l'ombre de civilisation que l'Islam a laissé sur eux, les empêche d'être prêts à accepter une influence civilisatrice différente.

Evidemment, les adversaires de l'exode algérien ont beau jeu de montrer les tristes résultats de ce phénomène, par rapport aux belles espérances de la francisation des Indigènes.

Il ne faut cependant pas oublier que l'assimilation civilisatrice d'une masse semblable ne peut se faire du jour au lendemain. C'est, au point de vue sociologique,

une grosse chose. Ce n'est pas sur une expérience de dix années qu'on peut se baser pour conclure définitivement. Il faut le temps, à de pareilles transformations ; mais ce n'est pas parce qu'elles sont lointaines, qu'il faut les négliger : leur importance contrebalance leur éloignement, et c'est du plus loin possible qu'on doit les prévoir et les préparer. Il nous semble que le mouvement irrésistible qui a poussé les Kabyles vers la France est providentiel. Ce contact intime, entre eux et nous, qui paraît difficile à établir, un phénomène démographique le réalise. Les caractères mêmes de l'émigration kabyle sont favorables à une pénétration rapide de l'influence européenne. Nous avons vu que 75 % de ceux qui viennent en France n'y restent pas plus de 18 mois, c'est-à-dire que le renouvellement des individus est constant. Dans certains douars du Guergour, 70 % des hommes de 20 à 60 ans sont venus travailler en France (1). Il est hors de doute que, dans de tels centres, une européanisation de la masse est commencée, sinon dans les apparences, car les Kabyles revenus de France reprennent vite leur chéchia et leurs habitudes, au moins dans le fond. Bien mieux, il y a des cas où l'assimilation paraît plus avancée encore : à Tazmalt (commune mixte de la Soummam), MM. Milliot et Maunier ont repéré 15 familles kabyles monogames donnant le ton aux autres, où la femme est une Française ramenée par l'ouvrier kabyle qui l'avait épousée légalement (1). De tels exemples sont encore rares. Cependant, ils signifient au moins qu'un avenir se dessine, lointain encore, mais que son importance doit maintenir au premier plan de nos préoccupations, où on ne pourra plus parler de masse hostile à notre civilisation, et inaccessible à toute assimilation.

C'est pourquoi il nous semble que l'émigration temporaire des Indigènes algériens en France présente cer-

(1) L. Massignon. *Op. Cit.*

tains côtés prometteurs qui doivent nous empêcher de la condamner, mais au contraire nous pousser à la réglementer et à corriger ses défauts, pour en faire un mouvement bienfaisant, susceptible d'une heureuse influence sur l'avenir de l'Afrique du Nord Française.

CHAPITRE V

Les conséquences économiques

Au point de vue économique, l'émigration algérienne, qui constitue un important exode de main-d'œuvre, intéresse la France, pays de destination de milliers d'ouvriers, et aussi l'Algérie, où le départ des travailleurs kabyles est vu avec regret par une partie de la population, qui considère que notre Colonie aurait besoin précisément d'une main-d'œuvre abondante pour sa mise en valeur.

Section I. — Conséquences économiques pour la France.

Section II. — Conséquences économiques pour l'Algérie.

SECTION I

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES POUR LA FRANCE

La France, à la suite des pertes de la guerre, à la suite surtout d'une dénatalité constante depuis de longues années, souffrit, après 1918, d'une pénurie de main-d'œuvre d'autant plus aigüe que l'activité économique devint pour diverses raisons de reconstruction et d'outillage, considérable. La France, qui l'était déjà un peu, devint un pays de grande immigration, à tel point qu'on pouvait bientôt la considérer comme le premier pays immigrateur de l'Europe, ne le cédant dans le monde qu'aux Etats-Unis. Les étrangers affluèrent : Italiens, Polonais, Tchéco-Slovaques, Belges et Espagnols. L'immigration des Indigènes algériens se développa à la même époque.

Une main-d'œuvre coloniale venant combler le déficit de la main-d'œuvre nationale, n'était-ce pas une belle fortune, alors surtout que cette Colonie était peu éloignée et contenait une race peu différente de la nôtre ?

On conçoit qu'une telle idée ait pu faire naître des espérances. Pendant la guerre, on avait déjà dû faire appel à la main-d'œuvre coloniale et, en somme, les résultats avaient été plutôt satisfaisants. Ne pourrait-on recommencer la même expérience, mais pendant la paix, et avec un autre but : combler un déficit de population ? Chaque fois qu'un ouvrier nord-africain pénètre dans la Métropole, n'est-ce pas un étranger de moins dans notre population ? Ne possédons-nous pas, dans cette main-d'œuvre coloniale, le moyen d'éviter les dangers des immigrations massives, c'est-à-dire la diminution de l'unité de la race et la création de minorités nationales souvent hostiles, et dans tous les cas difficilement réductibles ?

Les forces vives qu'une dénatalité persistante ne permet pas à la France de récupérer, ne va-t-elle pas les retrouver dans les jeunes Africains venus par milliers apporter leur travail à la Métropole ?

Il y avait là un beau rêve. Mais la réalité n'a pas été celle qu'on espérait. La main-d'œuvre algérienne a prouvé qu'elle n'avait ni la valeur morale, ni la valeur physique, ni la valeur professionnelle qui auraient pu la rendre précieuse.

Au point de vue moral, nous avons vu que de trop nombreux indésirables sont venus en France, soit qu'ils aient déjà été condamnés, soit qu'ils aient voulu échapper aux obligations du service militaire. En outre, les travailleurs kabyles sont frondeurs et inconstants ; ils ne laissent échapper aucune occasion d'abandonner leur travail, et nécessitent une surveillance constante. Leur valeur physique n'est pas très considérable ; leur réceptivité envers certaines maladies comme la tuberculose, les bronchites et les maladies vénériennes, augmentée en-

core par le manque d'hygiène et les privations de toutes sortes, fait parmi eux de nombreuses victimes (1).

Enfin, la main-d'œuvre kabyle s'est révélée d'une faible valeur professionnelle.

1° *Valeur de la main-d'œuvre algérienne*

Il n'est pas douteux que les travailleurs indigènes venus d'Algérie constituent une main-d'œuvre peu désirable. Tout d'abord, leur caractère fait, et a toujours fait d'eux, des ouvriers médiocres. Ils sont tous paresseux, d'une paresse ancestrale qu'ils ne perdent jamais. Les ouvriers kabyles nécessitent donc une surveillance constante et attentive. Ils se caractérisent aussi par un défaut d'esprit de méthode presque total, étant très capricieux et fantaisistes, capables de gros efforts pour des résultats insignifiants, comme d'impardonnables négligences pour des choses importantes. Comme ils arrivent tous en France dans un état d'instruction rudimentaire, et sans aucune spécialisation professionnelle, ils se trouvent dans des conditions très défavorables. En fait, les ouvriers berbères sont, dans une très grosse majorité, restés ce qu'ils étaient en arrivant : des ouvriers non spécialisés, des manœuvres, employés presque uniquement à des travaux de force ou à des travaux auxiliaires (2). Il y a sans doute des exceptions, qui, heureusement, deviennent de plus en plus nombreuses, et un certain nombre d'entre eux acquièrent des connaissances professionnelles suffisantes pour devenir des ouvriers qualifiés. En effet, à côté de leurs défauts, les Berbères ont de grandes qualités d'intelligence et de souplesse. Lorsqu'ils y joignent de la volonté et du travail, leurs résultats sont

(1) Actuellement, le service des affaires indigènes considère que le chômage dû à la crise industrielle entraîne une mortalité considérable parmi les Nord-Africains.

(2) A Paris, 60 % sont manœuvres dans les usines à gaz, chantiers de charbon, résidus urbains, garages, usines diverses ; 35 % sont dockers ou ouvriers de métro ; 15 % seulement sont relativement spécialisés (magasiniers). L. Massignon. Op. Cit.

satisfaisants. Mais à ce point de vue, il faut reconnaître que, si les Marocains, plus énergiques et travailleurs que les Kabyles, commencent à devenir une main-d'œuvre appréciée par les employeurs, et recherchée (1), le nombre des Indigènes algériens dans ce cas, bien qu'en progression, est encore assez faible pour qu'on puisse admettre qu'ils constituent, en somme, une main-d'œuvre que les employeurs ne recherchent pas spécialement pour ses capacités professionnelles, comme c'est le cas, par exemple, des Italiens dans le bâtiment, ou des Suisses dans l'industrie hôtelière.

Une enquête, menée en 1924 dans 258 établissements métallurgiques éparpillés dans toute la France, est très significative à cet égard. On demandait aux usines questionnées de classer pour chaque nationalité les spécialistes et les manœuvres en trois catégories : les bons (B), les moyens (M) et les insuffisants (I). Le tableau suivant donne en pourcentage le résultat du dépouillement des réponses, et montrent que, dans l'esprit des employeurs, la main-d'œuvre nord-africaine est la moins appréciée :

	Spécialistes			Manœuvres		
	B	M	I	B	M	I
Britanniques	90	10	0	0	0	0
Belges	85	15	0	85	15	0
Italiens	65	30	5	75	20	5
Polonais	70	30	0	65	30	5
Espagnols	50	50	0	65	30	5
Portugais	50	50	0	60	35	5
Russes	50	50	0	50	50	0
Tchèques	40	60	0	50	50	0
Nord-Africains	15	85	0	30	45	25

Il y a un autre caractère de la main-d'œuvre kabyle qui la fait peu rechercher : c'est son instabilité. On peut considérer que c'est là son principal défaut. Les ouvriers

(1) Lorsque des ouvriers sont demandés au service des affaires indigènes, presque toujours les employeurs marquent leur préférence pour la main-d'œuvre marocaine.

kabyles n'hésitent pas à quitter leur travail pour aller gagner 25 centimes de plus ailleurs, ou pour aller dans un autre quartier retrouver des amis, ou même sans autre raison que leur caprice : ils sont en France comme des oiseaux migrateurs qui ne peuvent s'attacher nulle part. C'est curieux, lorsqu'on considère qu'en Algérie, les Kabyles, par opposition aux Arabes nomades, sont des montagnards sédentaires, revenant toujours au pays natal. Cette instabilité des travailleurs indigènes est une chose très grave, qui fait que les employeurs ne peuvent pas compter sur la main-d'œuvre algérienne et n'ont pas confiance en elle, qui fait aussi qu'il est très difficile dans ces conditions d'arriver à former des ouvriers spécialisés de valeur.

Il en résulte que lorsque du chômage se produit, lorsque les employeurs se voient réduits à restreindre leur personnel, les Indigènes algériens sont les premiers congédiés. En effet, la main-d'œuvre algérienne s'est signalée par sa très grande sensibilité au chômage. En 1926-1927, notamment, plusieurs milliers de Kabyles durent être rapatriés aux frais du Gouvernement. Etant donné que le chômage entraîne pour les Indigènes la misère avec son triste cortège de conséquences, on voit que la mauvaise qualité de la main-d'œuvre kabyle a d'assez profondes répercussions. L'augmentation de la valeur professionnelle des Indigènes algériens, et la lutte contre le chômage par l'organisation du placement, semblent, dès maintenant, être des buts qu'on ne doit rien négliger pour atteindre.

2° *La concurrence ouvrière*

La naissance d'un courant régulier amenant en France de nombreux ouvriers algériens, pouvait sembler inquiétante au point de vue de la main-d'œuvre française. Celle-ci n'allait-elle pas souffrir d'une concurrence dangereuse, qui se contentait d'un niveau de vie inférieur et

de salaires plus réduits ? En réalité, de telles craintes n'auraient pas trouvé de justifications dans les faits, jusqu'ici tout au moins, et les ouvriers français se sont très rarement plaints des Kabyles.

Cela s'explique par l'insuffisance de la main-d'œuvre nationale, à laquelle des contingents nombreux doivent être ajoutés. Dans ces conditions, il est préférable, pour la main-d'œuvre locale, de subir la concurrence des Algériens plutôt que celle des étrangers. Ceux-ci ont souvent des exigences moindres, unies à des capacités professionnelles égales, tout au moins dans certaines professions. La main-d'œuvre algérienne, au contraire, complète la main-d'œuvre française plutôt qu'elle ne la concurrence. S'il est vrai que son niveau de vie inférieur lui permet d'accepter des salaires très bas, ses capacités professionnelles médiocres l'empêchent de supplanter la main-d'œuvre française. Celle-ci, de plus en plus, se spécialise, devenant une main-d'œuvre de qualité, une sorte d'aristocratie ouvrière, tandis que les besognes inférieures sont abandonnées à des couches de travailleurs moins évolués, dont les ouvriers kabyles sont le type même. Si on ajoute à ces considérations que, dans les moments de chômage, les Indigènes algériens sont presque toujours les premiers congédiés, il apparaît clairement qu'ils ne font aucune concurrence aux ouvriers français, et qu'ils constituent un élément très utile de la main-d'œuvre métropolitaine. Il serait seulement désirable que leur valeur professionnelle devienne plus grande, et qu'ils ne forment plus une part trop misérable de la population. C'est à cette seule condition qu'ils cesseront d'être pour la Métropole une plèbe redoutable, et qu'ils deviendront un élément utile tant pour la France qui les emploiera, que pour la Colonie, où reviendront des ouvriers de valeur, susceptibles de lui apporter un appui efficace au moment où son développement économique en a besoin.

3° *Les Kabyles et la main-d'œuvre agricole en France*

La France souffre d'une dépopulation des campagnes et d'une crise de main-d'œuvre agricole très aigüe. En 1851, la population de nos campagnes atteignait 74,5 % de la population totale. En 1891, elle n'arrivait plus qu'à 62,6 % pour atteindre, en 1921, à 53,6 %.

Il peut paraître étonnant, dans ces conditions, que les Indigènes algériens n'aient pas été dirigés vers l'agriculture. Pourtant, ces fils d'une race de cultivateurs, que l'on aurait pu supposer moins attirés par le tourbillon des grandes villes que par la vie frugale et laborieuse des champs, paraissent devoir être pour la France une main-d'œuvre agricole de premier ordre. En fait, le nombre de ceux d'entre eux qui travaillent dans l'agriculture est à peu près nul, sauf un peu dans le Midi. On peut trouver plusieurs raisons à cela :

1° Les Indigènes algériens, contrairement à ce qu'on pourrait croire, veulent la ville. Ils la veulent, pour la liberté qu'ils y trouvent, pour ses distractions, sa débaucherie même.

2° La main-d'œuvre agricole en France reste souvent attachée à la même exploitation pendant de longs mois. Les Algériens sont trop instables pour cela. Ils ont, en outre, gardé de trop mauvais souvenirs du caractère saisonnier des travaux agricoles en Algérie.

3° Le travail agricole des Algériens n'est pas très apprécié en France, où les paysans cultivent avec tant d'acharnement leur terre. On trouve qu'ils sont trop paresseux, et la surveillance des travaux agricoles est difficilement réalisable.

4° Enfin, les Kabyles n'inspirent pas confiance. Les « Sidis » sont considérés dans nos campagnes comme capables de tous les méfaits et de tous les crimes, et rares seraient les exploitations qui consentiraient à abriter dans leurs dortoirs de pareils hôtes. Sans logement, il est évident qu'une main-d'œuvre agricole ne peut exister.

SECTION II

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES POUR L'ALGÉRIE

L'émigration vers des pays étrangers d'une partie de sa population est souvent, pour un pays, un phénomène inquiétant. En effet, ce sont souvent les éléments les plus énergiques qui n'hésitent pas à s'expatrier pour chercher fortune, et, dans tous les cas, le pays d'origine perd toujours, après avoir assumé leur éducation et leur instruction, des hommes en pleine force, arrivés à l'âge de produire. Les jeunes énergies qu'il a créées vont souvent servir d'autres causes nationales.

Aucun de ces reproches ne peut être fait à l'émigration des Indigènes algériens vers la France, car il y a là plutôt un mouvement de population entre des territoires ressortissant à une même souveraineté. Si l'Algérie considère cette émigration comme néfaste, c'est parce qu'elle lui fait perdre des travailleurs, et qu'elle lui attribue la crise de main-d'œuvre dont elle souffre. De tous les reproches qui ont été faits à l'exode des Algériens vers la France, c'est peut-être celui qui a été le plus spontanément adressé, un de ceux qu'on a considéré comme les plus évidents. Nous verrons cependant que c'est peut-être le moins fondé.

Il est un fait, c'est qu'il y a, en Algérie, une crise de main-d'œuvre. Or, ce fait paraît contradictoire avec la tendance des Kabyles à quitter l'Algérie. On concevrait une émigration d'un pays surpeuplé, où le travail manque, mais non pas d'un pays où les travailleurs font défaut. Cela s'explique par la complexité de la crise de main-d'œuvre en Algérie, comme dans toute l'Afrique du Nord, dûe non seulement à une population insuffisante, mais à bien d'autres causes encore. Un examen de la crise de main-d'œuvre nous permettra de conclure à différents points de vue : une action de l'Etat sur l'exode, dans le sens de la limitation, aurait-elle d'heureuses

conséquences relativement à la main-d'œuvre en Algérie ?

§ I. — *Causes de la crise de main-d'œuvre en Algérie*

A. *La population algérienne.* — Peut-on attribuer cette crise à l'insuffisance de la population algérienne ?

Cette population est en progression constante depuis de nombreuses années :

	Populat. totale Musulmans	
	—	
1906	5.158.051	4.477.788
1911	5.563.828	4.477.626
1921	5.806.090	4.924.938
1926	6.063.496	5.147.872

Si on considère que 120 ou 130.000 Indigènes se trouvent en France, ce nombre paraît peu important par rapport aux 5 millions d'Indigènes et aux 6 millions d'habitants de l'Algérie. Il n'y a aucun doute : ce n'est pas l'insuffisance de population qui fait que l'Algérie manque de main-d'œuvre (1). Il y a là un phénomène social beaucoup plus complexe et dont les causes sont multiples.

B. *Diminution des sources de main-d'œuvre.* — Nous avons vu que ce n'est pas dans une diminution de la population qu'on peut chercher la cause de la raréfaction de la main-d'œuvre. Ce n'est pas non plus dans le rachat des terres par les Indigènes. Ceux-ci, par suite d'une hausse des revenus agricoles de près de 20 %, ont racheté quelques terres, mais le mouvement est trop peu important pour qu'on en tienne compte.

En réalité, les sources de main-d'œuvre étaient, avant-guerre, assez diverses ; il y avait, au point de vue indi-

(1) M. Hacène, représentant kabyle à la Commission interdépartementale de la main-d'œuvre, pense que le nombre des Musulmans est assez grand pour qu'on ne puisse parler de main-d'œuvre indigène insuffisante. M. Lévy, délégué financier de Sétif, est du même avis.

gène, le Maroc et la Kabylie. Au point de vue européen, l'Espagne et l'Italie.

a) En premier lieu, la venue des ouvriers marocains a beaucoup diminué pour diverses raisons. Tout d'abord, le développement économique du Maroc a été si considérable, sa mise en valeur si rapide, qu'il en est résulté une grosse demande de main-d'œuvre, soit pour l'agriculture, soit pour les mines de phosphate, soit pour les constructions et les travaux publics. En 1928, les transports utilisaient 9.500 employés et ouvriers, dont 6.500 Indigènes, les phosphates 3.600 ouvriers dont 3.200 Indigènes ; les autres mines 4.000 ouvriers, dont 3.500 Indigènes (1). Les Soussi, habitants du Sud-Marocain, qui venaient autrefois en Oranie, trouvent maintenant du travail au Maroc. Le même phénomène s'est produit dans le Rif, où de grands travaux publics offrent un débouché aux travailleurs, où la culture n'est plus uniquement celle des arbres fruitiers (2) et où la monnaie française ne fait plus prime. La Chambre de Commerce d'Oudjda estime que la main-d'œuvre rifaine, qui venait autrefois en Oranie et dans le Maroc Oriental, n'y vient plus que pour un tiers, les deux autres tiers restant au Rif, ou se dirigeant vers le Gharb et Fez. A cela est venue s'ajouter, dès septembre 1925, l'interdiction de la sortie des travailleurs marocains à destination de la Métropole ou de l'Algérie, interdiction qui ne fut même pas rapportée lors des famines du Sous. Il est vrai qu'une telle interdiction n'empêche pas les émigrations clandestines, et les Marocains passent la frontière quand ils le veulent ; c'est même le chemin emprunté par la plupart de ceux qui viennent en France. Mais il reste, au total, que la venue des travailleurs marocains en Algérie a notablement diminué.

(1) *Bulletin du Travail*, 1929.

(2) Un dicton arabe dit : « Il n'y a pas besoin de s'asseoir sous l'arbre », signifiant que la culture des arbres fruitiers n'exige pas une présence constante et permet de longues absences.

b) La principale source de main-d'œuvre pour l'Algérie est la Kabylie. Il faut reconnaître que l'émigration vers la France, où sont allés plus de 100.000 Kabyles, a privé la Colonie de nombreux ouvriers et en a retenu d'autres sur les terres de Kabylie que l'argent gagné en France avait souvent permis de racheter. Mais les montagnes du Djurjura et les régions voisines sont assez surpeuplées pour fournir encore à l'agriculture de nombreux travailleurs. De toutes les sources de main-d'œuvre, c'est encore celle qui a diminué dans les proportions les plus faibles.

c) La main-d'œuvre européenne a aussi considérablement diminué. Elle constituait cependant, avant-guerre, l'élément, sinon le plus important, du moins le plus précieux. Les Italiens dans le département de Constantine (mais surtout en Tunisie), et les Espagnols dans le département d'Oran, étaient des ouvriers de premier ordre et venaient assez nombreux. Les Espagnols, originaires des régions de Valence, d'Alicante et d'Andalousie, furent de beaucoup l'élément de colonisation le plus utile. Ces cultivateurs héréditaires, venant d'une région qui doit sa prospérité à une organisation séculaire de l'irrigation, qui ont un grand amour de la terre et la conscience du travail qu'elle demande, furent, pour le département d'Oran, une grosse source de richesse agricole. Sobres et travailleurs, s'adaptant bien au climat, ils constituaient une main-d'œuvre inappréciable, servant surtout à l'encadrement des Indigènes. Mais depuis la guerre, cette immigration européenne a cessé. L'Italie et l'Espagne se sont efforcées de retenir leurs nationaux (1), ou de les envoyer dans leurs Colonies (les Italiens en Lybie et les Espagnols au Maroc). En outre, l'immigration latine en Algérie n'est plus excitée par la prime au change qui existait avant 1914 et qui, maintenant, joue au contraire à notre désavantage. Le résultat, c'est que l'immigration

(1) L'Italie, de 1903 à 1913, envoyait au dehors plus de 650.000 émigrants chaque année. Elle n'en exporte plus que 200.000.

européenne a à peu près complètement cessé en Algérie, et que l'encadrement européen manque davantage que les travailleurs indigènes.

C. Augmentation des besoins de main-d'œuvre. — Correspondant à une diminution des ressources en main-d'œuvre, la demande s'en accroissait rapidement. L'essor économique de l'Algérie en est la cause. Depuis le début du siècle, l'économie européenne a progressé, et depuis 10 ans, cette progression s'est accélérée. L'afflux des hommes et des capitaux a abouti à une grosse augmentation des terres cultivées :

1901 : 1.621.000 hectares ;

1926 : 4.460.000 hectares (1).

En outre, l'économie européenne a amélioré son rendement : l'exportation des produits agricoles est passée, de 1901 à 1926, de 100 à 144 en poids, et de 100 à 250 en valeur or (1).

Parallèlement, l'Algérie a vu un développement intense des mines, des industries, des constructions, des transports automobiles. On conçoit que la demande de main-d'œuvre se soit brusquement élevée. Deux caractères particuliers de l'agriculture en Algérie, augmentaient encore le besoin de main-d'œuvre. Le développement de la viticulture, qui exige une main-d'œuvre plus importante que la culture des céréales, et le peu de variété de cultures, qui fait que 70 % des travaux agricoles sont échelonnés sur 5 mois. Les besoins de main-d'œuvre qui découlent du développement économique entraînent de la part de certains employeurs, notamment les entreprises de travaux publics et de transports, des surenchères qui ne font qu'augmenter la pénurie de travailleurs agricoles.

D. Attraction des villes. — Il est certain que c'est un phénomène que l'Algérie n'a pas ignoré : les villes of-

(1) Stotz. Op. Cit.

frent de nombreux avantages : salaires plus élevés quelquefois, travaux moins saisonniers, vie plus agréable. Le service militaire, qui fait vivre les Indigènes, pendant quelques mois, dans les villes françaises, tend à accentuer ce mouvement, qui reste cependant assez faible.

	1921		1926	
Alger	47.086	Indigènes	55.271	Indigènes
Oran	20.059	—	24.615	—
Bône	13.339	—	17.505	— (1)

E. *Mauvais rendement de la main-d'œuvre.* — On ne peut dire que l'économie rurale, dans son développement depuis 1920, ait manqué de main-d'œuvre. On pourrait même dire plutôt que son abondance a caché son faible rendement et son inconstance. En réalité, c'est une crise de main-d'œuvre, non en quantité, mais en qualité, dont souffre l'Algérie. Là où un ouvrier devrait suffire, il en faut plusieurs.

F. *Mauvaise répartition de la main-d'œuvre.* — Ce serait, d'après de nombreux avis, une des causes essentielles du manque de main-d'œuvre : l'Algérie aurait une population suffisante, mais sa répartition sur le territoire serait défectueuse.

Cela ne paraît pas douteux et, au total, il nous semble que la crise de main-d'œuvre algérienne est dûe surtout, devant la diminution des immigrations marocaines et européennes, au mauvais rendement des Indigènes, et à leur mauvaise répartition sur le territoire.

§ II. — *Moyens de remédier à la crise de main-d'œuvre en Algérie*

Nous avons vu que les causes de cette crise sont multiples. Un point nous paraît acquis, c'est qu'il n'y a pas insuffisance de la population.

Il faut agir sur les autres causes de la crise.

(1) A. Bernard. L'Algérie.

A. — Un remède qui paraissait évidemment simple pour faire revivre une des sources de main-d'œuvre en diminution fut vite aperçu en Algérie : la limitation de l'exode des Kabyles (1). Mais le fait même que la crise de main-d'œuvre est dûe à des causes multiples montre que ce remède serait loin d'être une panacée universelle pour les difficultés qu'on voudrait supprimer. Nous verrons d'ailleurs quels obstacles insurmontables rencontrent cette solution.

Peut-on, d'autre part, agir sur l'immigration marocaine ? L'interdiction de sortir du Maroc, existant depuis septembre 1925, peut subir certaines atténuations, et les habitants du Maroc Oriental être autorisés, sous certaines conditions, à aller travailler en Algérie. Mais comme la diminution de l'immigration marocaine est dûe surtout à des causes économiques, les moyens d'agir sur elle seront peu efficaces.

On peut espérer des résultats plus importants du développement de l'immigration européenne. Les Européens, tant comme encadrement des Indigènes que comme main-d'œuvre qualifiée, seront longtemps encore nécessaires en Algérie. Le développement du machinisme y a fait naître le besoin de mécaniciens qualifiés : ne serait-ce pas un débouché intéressant pour beaucoup de jeunes Français ? Ne pourrait-on pas conserver quelques-uns de ceux qui viennent faire en Algérie leur service militaire ? L'immigration des Italiens et des Espagnols a diminué, mais les causes qui les poussent à s'expatrier existent toujours dans une certaine mesure. Etant donné la qualité de ces travailleurs, surtout les Espagnols, il faut tout faire pour les attirer en Algérie. Les Portugais sont peu nombreux en Algérie, mais ils constituent un élément intéressant, de même pour les Maltais. Quelques cen-

(1) La Chambre de Commerce d'Oudjda, après avoir constaté que les Marocains venaient moins en Algérie, et que les Kabyles parlaient en France, émet sans hésiter le vœu catégorique de « la suppression radicale de l'émigration des Indigènes en France, et le rapatriement d'autorité de tous ceux qui s'y trouvent ».

taines de Polonais et de Tchéco-Slovaques ont été aussi introduits en Algérie. On peut retenir qu'ils ont donné quelques résultats satisfaisants dans les mines et les travaux publics, mais non dans l'agriculture.

B. *La conservation de la main-d'œuvre existante par l'amélioration des conditions sanitaires.* — Nous avons vu que les Kabyles ont ramené de France la tuberculose. C'est évidemment un triste résultat, contre lequel il faut lutter. Les Indigènes eux-mêmes ne protesteraient pas contre une sévérité inspirée uniquement par des préoccupations sanitaires : exigence sévère des certificats médicaux nécessaires aux Indigènes qui veulent se rendre en France. Mais ce n'est pas le seul moyen d'action : il faut que les Kabyles séjournant en France reçoivent les soins dont ils ont besoin. (A ce point de vue, la création de l'hôpital franco-musulman a fait un grand pas.) Il faut aussi, et de cela rien n'a été fait, que l'Algérie se préoccupe des Kabyles qui reviennent de France. Une liaison sanitaire établie avec les services de France devrait permettre d'accueillir à leur retour en Algérie les malades, et de les soigner au lieu de les abandonner sans soin au milieu de leurs douars qu'ils contaminent. Les sanatoria français sont encombrés : c'est en Algérie qu'il faut en créer, pour épurer la masse des travailleurs qui reviennent de France.

L'Algérie a d'ailleurs devant elle un vaste programme sanitaire : lutte contre une mortalité infantile considérable qu'on évalue à 50 %, lutte contre le paludisme, lutte en somme contre le manque d'hygiène.

C. — Un autre remède pourrait être le perfectionnement de la main-d'œuvre indigène et l'amélioration de son rendement. Il est certain qu'un effort doit être fait en Algérie pour la rationalisation du travail. Malgré l'épanouissement économique, les procédés de travail sont restés partout rudimentaires. L'industrie du bâtiment,

par exemple, ignore souvent les appareils de levage les plus simples.

De même, l'emploi du machinisme, en agriculture, a, toutes proportions gardées, un avenir plus brillant en Algérie qu'en France, car les espaces y sont plus grands et la monoculture plus répandue. Il ne faut évidemment pas s'exagérer cet avenir, et il ne faut pas oublier que l'emploi du machinisme dans l'agriculture prête à bien des réserves. Malgré les résultats fournis par les faucheuses, moissonneuses et batteuses, il faut admettre également qu'un certain nombre de travaux resteront longtemps encore réfractaires à la machine, par exemple la cueillette des olives, le taillage de la vigne ou les vendanges.

Il nous semble cependant que l'Algérie ne s'est pas engagée assez énergiquement dans la conception rationnelle de la production qui paraît s'imposer. Les facilités de main-d'œuvre ont pu jusqu'ici faire oublier le rendement qu'on peut tirer d'une rationalisation de travail et d'un emploi judicieux du machinisme, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, mais il commence à ne plus en être de même : la pénurie de main-œuvre qui, si elle continue, devra aboutir malgré toutes les protestations à une hausse des salaires, doit être un avertissement. Si on ajoute à cela que des périodes économiques moins abondantes peut-être que celles qui durent depuis 1921, sont à prévoir, nous devons conclure qu'il est temps, pour l'économie algérienne, de se préoccuper d'une notion qu'elle a toujours ignorée : le resserrement des prix de revient. Elle n'a connu jusqu'ici qu'un moyen d'y arriver : la diminution des salaires. Il y en a d'autres auxquels elle devra se résoudre : une conception plus rationnelle du travail, et le développement du machinisme.

Pour cela, il faudrait une main-d'œuvre dont la quantité serait remplacée par la qualité. Par conséquent, un programme s'impose : le perfectionnement de la main-

d'œuvre indigène par un contact continu avec des travaux conçus plus rationnellement, et par le développement de l'instruction technique.

D. — La mauvaise répartition sur le territoire de la population musulmane, étant considérée comme une cause importante de la crise de main-d'œuvre, ne pourrait-on agir sur elle ? Le but est intéressant, mais il est de haute portée et difficile à atteindre. On a pensé à la fixation des Nomades. Une telle solution ne serait admissible que si les Nomades venaient se fixer dans les plaines du Nord ; ils en sont encore loin et, pour le moment, ne penseraient guère à se fixer que là où ils sont, c'est-à-dire loin des lieux où on a besoin de travailleurs. Ce n'est évidemment pas le résultat cherché, d'autant plus que le nomadisme est favorable au caractère irrégulier et échelonné des travaux agricoles.

Une commission des délégations financières, créée en 1929 pour étudier la crise de main-d'œuvre, se fixe comme but une meilleure répartition des travailleurs sur le territoire, et émet le vœu qu'une enquête soit faite pour obtenir des indications précises sur les ressources des communes en main-d'œuvre et sur leurs besoins. Cette enquête a été réalisée. Mais cela ne nous dit pas par quels moyens on peut arriver à une meilleure répartition. Pour que les Indigènes quittent la commune, le territoire où ils ont toujours vécu, il faut que quelque chose d'autre qu'un recensement administratif les y contraigne : une seule force peut attirer la main-d'œuvre : une amélioration des conditions de vie. Cette amélioration est possible, nous semble-t-il, par deux moyens : meilleur traitement des Indigènes consistant surtout dans l'amélioration des conditions matérielles, et augmentation des salaires.

E. *Amélioration des conditions matérielles.* — Pour attacher le travailleur à la terre, il faut avant tout lui donner un logement et le bien traiter. Cette préoccupation

n'est pas nouvelle et a reçu quelques réalisations, soit officielles (village de Bel-Air, créé par la municipalité de Sétif), soit privées (maisons données aux Indigènes par des propriétaires). Mais à vrai dire, c'est une façon de faire qui n'est encore que très exceptionnelle. Trop souvent, les Colons emploient les Indigènes pendant le jour et, le soir venu, même si le village est loin, les envoient passer la nuit n'importe où. Coûterait-il beaucoup d'avoir, dans un coin de la propriété, quelques locaux où la main-d'œuvre pourrait loger ? Même cela est exceptionnel. Quant à améliorer la vie des ouvriers indigènes, en leur facilitant les approvisionnements, les soins médicaux, les distractions, etc., c'est presque encore du domaine de l'utopie. Et cependant, c'est le seul moyen de créer des besoins aux Indigènes. Ceux-ci, qui constituent les quatre-cinquièmes de la population algérienne, vivent pour la plupart presque sans besoins. S'ils en avaient, ils travailleraient pour les satisfaire, et ils deviendraient de plus grands consommateurs. Un pays ne peut vraiment songer à se développer si ces conditions ne sont pas réalisées.

F. Hausse des salaires. — Pour que les Indigènes arrivent à une capacité de consommation plus grande, il faut que leurs salaires deviennent plus élevés. L'argument est épineux, car l'augmentation des salaires est une chose dont les Algériens ne veulent jamais entendre parler. Il existe un raisonnement qui est accepté en Algérie comme une parole d'évangile : on admet que les besoins des Indigènes sont inextensibles et, par conséquent, qu'une augmentation des salaires correspond à une diminution de travail des Indigènes. On peut admettre, en effet, qu'à un moment donné, un ouvrier indigène, bénéficiant d'une hausse subite de salaire, ne travaille pas le lendemain. Mais là s'arrête la vérité du raisonnement ; il ne serait vérifié que pendant le temps nécessaire à une adaptation des besoins. Les lois économi-

ques sont universelles : le jour où les Indigènes auraient des besoins plus grands, ils voudraient gagner davantage, ils consentiraient alors, si le « Standard of life » qu'ils auraient appris à désirer était menacé, à tout, même à devenir de meilleurs ouvriers et à augmenter leur rendement. Un tel processus, qui s'est produit pour bien d'autres populations, doit se produire aussi pour l'Algérie, mais il faut le regarder dans l'avenir, et non pas dans le spectacle que nous offre actuellement la production et la main-d'œuvre algérienne. Il faut pour cela que la production devienne plus rationnelle, et que la main-d'œuvre se perfectionne. Ce résultat pourra être atteint par l'augmentation des besoins des Indigènes. Ceux-ci augmentent d'ailleurs d'une façon lente encore, mais continue : la consommation est plus grande, les spectacles et cafés maures plus nombreux, les importations de produits sans cesse croissantes (le thé notamment, consommé surtout par les indigènes). On peut citer comme un exemple curieux et significatif l'extraordinaire faveur dont jouissent auprès des Indigènes les phonographes et disques, qui ont trouvé dans les pays musulmans un énorme débouché. N'est-ce pas une preuve que les besoins de nos sujets sont loin d'être inextensibles ? Evidemment, les besoins augmentent moins rapidement que les salaires et, en attendant le réajustage, il y a une période de déséquilibre qui fait que l'Indigène, ayant plus d'argent et des besoins presque identiques, travaille moins. Mais cela ne dure pas, ne peut pas durer. Dans une étude (1), nous relevons ce passage :

« Il ne faudrait pas se laisser prendre au sophisme de
« la politique des hauts salaires, qui n'a pu prospérer
« aux Etats-Unis qu'à la faveur des ressources naturelles
« de cet immense pays incomplètement peuplé, non
« d'ailleurs sans quelque gaspillage de ces ressources, et
« moyennant d'énormes inflations de crédit dont les in-

(1) F. Laborde. La crise de main-d'œuvre nord-africaine. *Bulletin de l'Afrique Française*, novembre 1929.

*« convénients commencent à se faire sentir. De telles
« conceptions sont insoutenables dans de vieux pays à
« ressources modestes. »*

Ce raisonnement nous paraît assez étroit. Quel rapport existe-t-il entre la hausse des salaires et le gaspillage des ressources ? Et enfin, c'est tout de même une réalité que la politique des hauts salaires ait été à la source de l'augmentation du rendement, et non l'inverse ; et aussi que les hauts salaires aient augmenté la capacité de consommation des travailleurs et favorisé par là même la production. Ce n'est pas parce que les ouvriers sont bons qu'on leur accorde un niveau de vie élevé, mais c'est parce que leur niveau de vie est élevé que les ouvriers deviennent meilleurs.

Nous ne voulons pas dire que l'application systématique d'une politique des hauts salaires est souhaitable en Algérie. Ce serait une grave erreur. Nous voudrions simplement que les Algériens se rendent compte que l'avenir est celui-là, qu'ils le veuillent ou non. Des années passeront, et c'est une réalisation de longue haleine, mais elle est souhaitable. Il faut prévoir ces circonstances pour ne pas les contrecarrer, ni même les subir, mais les favoriser. Alors seulement, on pourra parler peut-être d'assimilation des Indigènes, qu'une civilisation plus profonde aura pénétré.

*
**

En résumé, nous avons vu que la crise de main-d'œuvre dont souffre l'Afrique du Nord est due à des causes multiples, et que les remèdes en sont bien délicats et complexes.

Une chose s'imposait : la création d'un organisme pour étudier cette importante question. Au Maroc et en Tunisie, existaient des offices de main-d'œuvre. En Algérie, la Chambre d'agriculture, les Syndicats commerciaux et agricoles, le Syndicat des mines métalliques

d'Algérie, enfin les Délégations financières ont réclamé la création d'un office de la main-d'œuvre. Un arrêté du Gouverneur général du 12 décembre 1929 le réalisa. Cet office a devant lui une tâche très difficile, et il appartiendra aux groupements d'intérêts privés de le seconder. L'office doit avoir pour but de coordonner les efforts en vue d'apporter à la crise de main-d'œuvre quelques-uns des remèdes que nous avons dégagés.

Il devra essayer de faire revivre l'immigration en Algérie, et s'attacher surtout, nous semble-t-il, aux sources de main-d'œuvre voisines, plutôt que de s'adresser aux Assyro-Chaldéens ou aux Chinois, comme cela a été quelquefois proposé. Les plus grands efforts doivent porter sur l'immigration espagnole, la meilleure de toutes, tant au point de vue du travail et de l'adaptation au climat, qu'à celui de l'assimilation.

L'office de la main-d'œuvre devra se préoccuper de l'émigration kabyle, non pour la faire interdire, mais pour obtenir, des Pouvoirs publics métropolitains, une organisation qui permettrait à l'Algérie de voir revenir de France, non plus des malades, des vaincus de la vie, mais une main-d'œuvre instruite, et des hommes plus civilisés. L'office devra se préoccuper des malades qui apportent la tuberculose en Algérie et établir une liaison sanitaire avec la Métropole, pour recevoir ces malades et les soigner avant qu'ils ne contaminent leur entourage.

L'office de la main-d'œuvre devra se fixer comme tâche le perfectionnement de la main-d'œuvre locale, en créant et développant l'instruction technique. Une vue plus lointaine devrait même conduire à une éducation du patronat, dans le sens d'une conception rationnelle du travail. L'office devra se préoccuper des conditions de vie des Indigènes : question du logement, question d'une politique sanitaire (hôpitaux, sanatoria et lutte contre les maladies infantiles et le paludisme), etc., etc...

Cette œuvre de grande envergure dépasse singulièrement les intérêts privés. C'est à la Colonie, c'est à l'Offi-

ce de la main-d'œuvre d'Algérie d'avoir la hauteur de vue nécessaire pour l'entreprendre et la mener à bien.

Quelle conclusion cette crise nous permet-elle de donner relativement à l'exode des Kabyles vers la France ?

Tout d'abord, une limitation de cet exode, que nous verrons d'ailleurs bien difficile à réaliser, ne saurait être un remède efficace contre la crise de main-d'œuvre. Ce n'est pas seulement de 100.000 Kabyles qu'a besoin l'Algérie, mais de bien d'autres choses, nous l'avons vu. En outre, le séjour de milliers d'Indigènes en France nous permet de nourrir le double espoir qu'une main-d'œuvre instruite en reviendra, et qu'un contact de ces Musulmans avec notre civilisation sera un pas en avant vers l'assimilation de nos sujets, quelque lointaine que puisse nous paraître une telle réalisation.

Enfin, la possibilité d'aller travailler en France est, pour nos Indigènes algériens, une force qui leur permet d'espérer que la hausse des salaires se fera suivant le jeu des lois économiques, et non par un maintien arbitraire de la main-d'œuvre en Algérie. Il y a là une garantie qu'on ne peut pas leur refuser. Il faudra que l'Algérie comprenne que, seule, une plus grande rationalisation de sa production et une augmentation de ses débouchés grâce à une population plus évoluée, peut la conduire à prospérer ; cela seul, et non une diminution des prix de revient obtenue par l'exploitation d'une main-d'œuvre. L'interdiction pour les Indigènes d'aller travailler en France donnerait droit à de tels reproches.

CHAPITRE VI

La réglementation de l'émigration algérienne

Le mouvement d'émigration qui pousse les Kabyles vers la France, commencé dès avant la guerre, s'est surtout développé dans les dix dernières années. L'importance qu'il a acquise et les problèmes qu'il a posés, font de lui un phénomène social méritant d'être étudié et réglementé.

Nous avons insisté, à plusieurs reprises, sur la véritable anarchie dans laquelle s'est effectué ce grand mouvement démographique. Cela ne veut pas dire que les Pouvoirs publics ne s'en soient pas préoccupés et qu'ils n'aient pas agi. Mais les récriminations des colons algériens, voyant partir à regret une main-d'œuvre dont ils avaient besoin, et celles de l'opinion publique de la Métropole, ne tenant pas à voir affluer une population qu'elle considérait comme dangereuse et peu désirable, ont orienté cette action uniquement vers la limitation de l'émigration algérienne, sans qu'il semble qu'on ait senti la nécessité d'une organisation et d'une réglementation du séjour des Kabyles en France.

Telle qu'elle existe, la réglementation de la venue des travailleurs algériens est intéressante à deux points de vue :

1° Son histoire a été à certains moments un peu mouvementée, et a été l'occasion d'une prise de position de la part des partisans et adversaires de l'émigration kabyle ;

2° La réglementation atténuée à laquelle on a dû arriver est d'une inefficacité presque totale.

Nous étudierons dans cette partie la formation et les modifications successives des prescriptions administratives relatives à la venue en France des ouvriers kabyles.

Depuis le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865, les Indigènes algériens sont sujets français. Leurs droits sont intermédiaires entre la sujétion pure et simple, et la citoyenneté avec toutes ses prérogatives. Le code de l'indigénat assujétissait les Musulmans de l'Algérie à des restrictions qui se sont trouvées adoucies par le régime créé en 1865.

C'est plus tard, pendant la guerre, que fut réalisée la modification la plus importante au régime de la sujétion, et elle concerne la liberté des déplacements. Auparavant, tout Indigène algérien désirant se déplacer devait obtenir un permis de voyage (1). Cette obligation fut supprimée par l'arrêté du 18 juin 1913, confirmé par la loi du 15 juillet 1914 sur le régime de l'indigénat en Algérie.

Cette mesure favorable fut prise en considération du loyalisme de nos sujets algériens, et leur fidélité pendant la grande guerre les en a montrés dignes.

Après l'armistice, le régime était donc celui de la liberté des déplacements.

Les Algériens qui, nous l'avons vu, avaient appris pendant la guerre à connaître la France et à en apprécier l'hospitalité, où beaucoup d'entre eux avaient travaillé dans les usines de munitions, sont revenus pour y travailler de nouveau. Ils y sont même si bien revenus que, dès 1922-1923, leur immigration dans la Métropole a pris assez d'extension pour émouvoir l'opinion, surtout dans la région parisienne.

Les conséquences commencent déjà à s'en dessiner,

(1) Circulaire du 28 janvier 1905.

mais naturellement, ce sont les inconvénients, qui seuls ont des effets visibles et immédiats, qui apparaissent. Les Berbères sont une race bien différente de la nôtre. Une religion telle que l'Islamisme garde ses adeptes bien loin de nos civilisations européennes. Les Kabyles ne sont cependant pas des Musulmans aussi convaincus que les Arabes, mais leurs mœurs et leurs conceptions particulières devaient rendre brutal leur contact avec la vie de nos cités métropolitaines.

En outre il est naturel que ceux qui viennent chercher fortune en France, s'ils sont souvent les plus énergiques, sont souvent aussi les éléments les plus troubles. C'est le danger de toutes les migrations, et celle-ci n'échappe pas à la règle. L'absence de réglementation laissait la porte ouverte à tous les indésirables.

Si on ajoute à ces considérations la réceptivité physiologique des Berbères, leurs aptitudes professionnelles médiocres et les excès délictuels auxquels arrivaient les plus déracinés, on conçoit que l'opinion publique et la presse, surtout à Paris, aient réclamé une réglementation. Les « Sidis », comme ils furent vite baptisés par les Parisiens, n'eurent pas la faveur d'une foule qui avait déjà oublié les magnifiques défilés des tirailleurs partant vers la Marne.

Enfin, il paraît choquant de voir des travailleurs quitter l'Algérie, alors que celle-ci souffre d'une crise de main-d'œuvre et fait tous ses efforts pour attirer l'attention sur les conséquences néfastes de l'exode des Kabyles. Nous citerons à ce propos un vœu-type adopté par nombre de municipalités algériennes en 1923, et accepté par la Fédération des maires de France :

*Vœu ayant pour objet la réglementation
du départ des travailleurs indigènes*

*La municipalité de croit devoir
appeler l'attention de la haute administration algérienne,
des parlementaires de la Colonie, de la Fédération des*

maires et de M. le Gouverneur général, sur la situation rendue de plus en plus difficile du fait de l'exode de la population indigène de la Colonie.

.....
Tenant compte de la situation précaire des Indigènes qui partent en France à l'aventure et n'y trouvant pas l'emploi qu'ils espéraient, viennent quotidiennement grossir le lot des chômeurs et rester à la charge de l'assistance publique ou se font hospitaliser et, à défaut, mettre en prison pour se faire héberger et nourrir, en attendant de se faire rapatrier aux frais du Gouvernement. Que de trop nombreux repris de justice suivent le flot des travailleurs pour aller exercer leur industrie en France, où ils sont inconnus et moins surveillés que dans leurs douars ou leur commune d'origine. Que des malheureux en trop grand nombre se laissent entraîner à mener une vie déréglée et deviennent par la suite des sujets dangereux pour la tranquillité des régions qu'ils habitent ; que la vie menée par les Indigènes en France, sous un climat qu'ils supportent mal, produit des effets désastreux sur leur santé.

Emet le vœu :

.....
De limiter les départs aux seuls ouvriers préalablement embauchés capables de fournir des pièces d'identité régulières, en même temps qu'un certificat d'embauchage en bonne forme ; de refuser l'autorisation d'embarquer aux sujets malingres physiquement incapables de supporter le climat de la France et de remplir les conditions de leur contrat de travail avec les employeurs métropolitains.

De refuser vigoureusement cette même autorisation d'embarquer aux repris de justice qui constitueraient un danger pour les régions qui leur donneraient asile et continueraient à jeter le discrédit sur les Indigènes algériens et sur la Colonie.

Compte sur la réalisation de ce vœu pour protéger ef-

ficacement les Indigènes contre des entraînements dangereux, pour maintenir ou rétablir en France le bon renom de la Colonie et de ses habitants, pour garantir la Métropole contre la venue des malfaiteurs dangereux et réserver en même temps à l'agriculture algérienne, dont la production est si nécessaire à l'alimentation de la Métropole, une main-d'œuvre utilisable seulement en Algérie.

SECTION I

LES CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES DE 1924

On voit que dans le vœu précédent des municipalités algériennes, il est fait appel à tous les arguments possibles pour aboutir à une action des Pouvoirs publics dans le sens de la limitation.

Les vicissitudes des ouvriers kabyles en France vinrent donner plus de force à ces appels.

Dès 1920, le Ministre de l'Intérieur dût autoriser le rapatriement d'un nombre très élevé d'Indigènes, et il fit remarquer dans un rapport que cette mesure...

très onéreuse pour le budget de l'Algérie et les budgets des départements français traversés par les voies ferrées, ne pouvait être envisagée qu'à titre tout à fait exceptionnel et pour répondre à des besoins particulièrement pressants.

M. Chaumets, Ministre de l'Intérieur, désireux de voir diminuer l'immigration algérienne, pria le Gouverneur général de l'Algérie...

d'inviter les préfets et les maires, les administrateurs de commune mixte, les chefs indigènes, à appeler l'attention de leurs administrés sur le sort qui attendait ceux venant dans la Métropole, sans s'être assurés au préalable de moyens d'existence certains (1).

(1) Rapport à M. le Président de la République précédant le décret du 4 août 1926.

Ce fut en vain. Les départs pour la France ne cessèrent d'augmenter.

Les Pouvoirs publics furent alors convaincus de la nécessité de mesures impératives. De telles mesures, ainsi que les événements devaient le révéler, présentaient des points délicats, notamment la suppression de la liberté des déplacements, qui avait été accordée comme un geste d'union et de rapprochement envers de fidèles sujets, devait paraître aux Musulmans d'Algérie une mesure vexatoire et tyrannique.

Le Ministre de l'Intérieur, de concert avec la présidence du Conseil et les Ministères de l'hygiène du travail et de l'agriculture également préoccupés de la question, constitua une commission où, avec les représentants des départements ministériels intéressés, figuraient des personnalités connues pour l'intérêt qu'elles portaient aux Indigènes algériens, dans le but de rechercher les moyens susceptibles de concilier :

l'obligation de sauvegarder la sécurité et l'hygiène publiques, l'intérêt des Indigènes eux-mêmes en leur épargnant une vie de misère loin de leur pays d'origine, et le droit de libre déplacement (1).

Conformément à l'avis de cette commission, qui se réunit à Paris les 10 juin et 10 avril 1924, le Ministre prit les mesures importantes qui firent l'objet des circulaires du 8 août, 11 août et 12 septembre 1924, mises en application en Algérie les 15 septembre, 29 septembre et 28 novembre de la même année.

Par ces circulaires, l'embarquement des travailleurs algériens à destination de la France fut subordonné à un certain nombre de conditions :

1° *Tout Indigène, désireux de venir en France occuper un emploi salarié, devra produire au moment de son embarquement :*

a) *Un certificat d'engagement visé par le Ministère du*

(1) Rapport à M. le Président de la République du 4 août 1926.

Travail (office du placement du département où se trouve le lieu du travail), certificat assurant du travail à l'intéressé dès son arrivée à destination ;

b) Un certificat médical délivré par l'un des médecins désignés spécialement à cet effet par le Gouvernement Général de l'Algérie, et attestant que l'Indigène est physiquement apte à travailler en France et qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse, ni tuberculose ;

c) Une carte d'identité avec photographie, délivrée par le maire ou l'administrateur de la commune où l'Indigène est domicilié et mentionnant avec les noms, prénoms, âge de l'intéressé, sa profession habituelle.

2° Lorsqu'un employeur établi en France sera désireux de faire venir des ouvriers algériens qu'il ne connaîtra pas nominativement, il pourra les obtenir par l'intermédiaire de l'office de placement de son département. Pour cela, il devra présenter au visa de cet office des contrats individuels en nombre correspondant à celui des ouvriers qu'il désire introduire sans préciser le nom des titulaires. Après visa, l'office de placement transmettra ces contrats à l'office départemental d'Alger, qui se chargera, soit directement par l'intermédiaire des offices de placement de l'Algérie, de faire connaître ces offres d'emploi aux travailleurs intéressés et de leur remettre les contrats d'engagement ;

3° Lorsqu'un Indigène algérien établi en France sera désireux de faire venir auprès de lui sa famille (femme, ascendants à sa charge ou enfants), il devra adresser aux intéressés un certificat établi par son employeur attestant qu'il gagne un salaire suffisant pour subvenir aux besoins de sa famille et qu'il dispose d'un logement pour l'héberger. Ce certificat, qui devra porter l'avis motivé du maire de la commune de sa résidence, remplacera le certificat d'engagement prévu au paragraphe 1 a).

Le Ministre de l'Intérieur. "

Signé : CAMILLE CHAUTEMPS.

Conséquences de la réglementation de 1924

Les résultats de la réglementation instituée par les circulaires du Ministre de l'Intérieur furent immédiats. Un simple regard sur les chiffres des départs de Kabyles, communiqués par le Gouvernement Général de l'Algérie, démontre que l'émigration algérienne fut brusquement arrêtée :

	Departs	Arrivées		Departs	Arrivées
Septembre 1923 .	5.052	6.871	Septembre 1924 .	7.648	6.674
Octobre 1923 ...	5.982	7.972	Octobre 1924	531	8.636
Novembre 1923 .	5.903	7.980	Novembre 1924 ..	384	6.415
Décembre 1923 ..	3.082	4.579	Décembre 1924 ..	603	3.811

La nouvelle réglementation ayant été mise en vigueur à partir d'octobre 1924, ses résultats purent sembler magnifiques. Mais les chiffres que nous venons d'indiquer ne se maintinrent pas longtemps.

En effet, une question pouvait se poser : les offices de placement devaient-ils se borner à s'assurer que les Indigènes sont bien demandés par un employeur, ou bien pouvaient-ils examiner si la situation générale du marché dans la profession ne s'opposait pas à l'introduction de ces travailleurs ? Le Ministre de l'Intérieur y répondit par une circulaire de fin 1925 qui imposait la première interprétation, la plus restrictive. C'était d'ailleurs la seule admissible, car le droit de contrôle général reconnu aux offices de placement par une interprétation large de leurs pouvoirs eût été d'un arbitraire intolérable, et peu compatible avec les libertés reconnues aux Indigènes algériens.

Mais la principale raison de l'augmentation du nombre des départs fut l'inefficacité croissante de la réglementation imposée, par le développement des fraudes.

Les Indigènes quittaient l'Algérie en se dérochant aux conditions qui étaient exigées, et cela de différentes manières. Ou bien ils obtenaient les pièces nécessaires grâce à des complaisances plus ou moins intéressées, ou bien

ils réussissaient à embarquer par fraude sur des navires en partance. Ils avaient pour cela différents moyens. Ceux qui le pouvaient se faisaient transporter sur toutes sortes de navires de commerce, presque sur les côtes françaises, pour quelques centaines de francs. D'autres s'engageaient sur des bateaux moutonniers heureux de l'aubaine, ne coûtaient rien, et ne demandaient qu'à être abandonnés à Marseille. Mais c'est surtout sous une troisième forme que se développa la fraude ; un grand nombre d'officines clandestines se constituèrent, qui fabriquaient et vendaient ensuite à gros bénéfices, de faux contrats d'embauchage. Leur développement fut très grand, et la lutte contre eux difficile.

En somme, quelques mois après les circulaires du Ministre de l'Intérieur, on pouvait affirmer qu'elles n'avaient pas beaucoup plus d'effet que si elles n'avaient pas existé, et ceci montre bien que des mesures artificielles ne pourront jamais empêcher un phénomène social commandé par des forces plus puissantes. Le fait que l'émigration a résisté à une opposition administrative montre bien que ses véritables causes sont profondément économiques. Il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir, de mouvement démographique semblable qui puisse être attribué à une autre impulsion.

Il y aurait un seul ordre de mesures susceptibles d'arrêter l'exode kabyle, ce serait celui aboutissant à une interdiction radicale et rigoureusement appliquée de la sortie des Indigènes algériens. Mais une mesure d'une telle brutalité ne serait pas compatible avec l'attitude que nous devons avoir vis-à-vis de notre population coloniale.

Bien plus, les circulaires édictées en 1924 et dont nous venons de voir l'inefficacité, suffirent à émouvoir profondément nos populations musulmanes.

Lors des réunions de la commission interministérielle qui avaient précédé les circulaires de 1924, le Ministre de l'Intérieur avait senti le danger :

nous devons leur donner l'impression que nous ne voulons pas, par notre réglementation, nous protéger contre eux, mais les protéger, eux (1).

Mais les Indigènes algériens ne s'y trompèrent pas. Conscients d'avoir servi la France pendant la guerre et mérité ainsi notre reconnaissance, ils considéraient l'élargissement du code de l'indigénat, qui les éloignait de plus en plus de la condition de « sujets » au sens strict pour les rapprocher de celle de « citoyens » avec toutes ses prérogatives, comme leur ayant donné de vrais droits acquis, au point de vue politique. Les Indigènes algériens se sont vivement émus de mesures auxquelles ils reconnaissaient un caractère dictatorial, et, dans une réglementation que ceux qui l'avaient édictée considéraient comme des prescriptions ayant un caractère de réglementation sociale ressortissant des préoccupations de protection et d'hygiène qui sont du devoir de tout Gouvernement envers ses sujets, eux voyaient des mesures impératives inspirées par un état d'esprit impérialiste et édictées dans le but de protéger la Métropole, sans souci des droits de nos sujets d'outre-mer et des sentiments qui étaient heurtés chez eux. Comme le dit M. Oualid (2), nos Musulmans d'Algérie ont considéré la réglementation administrative des départs vers la France comme une véritable « capitis deminutio » qui leur était arbitrairement infligée.

Les conseils généraux d'Oran (21 octobre 1924) et d'Alger (23 octobre 1924) ont été saisis de vœux émis par leurs membres indigènes, demandant que la décision ministérielle du 8 août 1924 soit rapportée.

Plus significatif encore est l'appel suivant fait par voie de presse à la population indigène pour protester contre la réglementation de 1924 :

Les élus musulmans délégués financiers conseiller gé-

(1) Op. cit.

(2) Procès-verbal de la réunion tenue au Ministère de l'Intérieur le 21 octobre 1924.

néral et conseillers municipaux de la ville d'Alger, ont l'honneur d'exposer ce qui suit à la population algérienne :

Par une circulaire en date du 12 septembre dernier, M. le Ministre de l'Intérieur a réglementé le départ des Indigènes algériens vers la Métropole. Tout passager algérien doit produire, au moment de son embarquement, une carte d'identité d'un format spécial. Les passagers de 3^e ou 4^e classe doivent en outre être pourvus d'un certificat d'embauchage émanant du Ministre du Travail, et d'un autre de la commune où ils vont louer leurs bras.

Cette mesure, générale au début, n'est actuellement appliquée qu'aux Indigènes, et aboutit pratiquement à leur défendre l'embarquement.

Quels que soient les mobiles qui ont inspiré la circulaire, quels que soient les considérants économiques qui l'ont fait valoir, il n'en reste pas moins vrai que le ministre de l'Intérieur semble avoir excédé ses pouvoirs. La loi du 15 juillet 1914 a supprimé le permis de voyage pour les Indigènes ; le ministre, par une simple circulaire, rétablit une mesure plus grave encore que celle supprimée par une loi.

Cette circulaire a eu des conséquences désastreuses, et risque de ruiner le prestige français en Algérie. Tous, ouvriers, commerçants, agriculteurs, ou simples notables, souffrent du caractère à la fois vexatoire et nuisible des nouvelles dispositions.

Aussi un pouvoir a été interjecté auprès du Conseil d'Etat, et nous espérons que la haute juridiction mettra un terme à cette situation.

.....

La population musulmane veut continuer à faire son devoir pendant la paix, comme elle l'a fait pendant la guerre. Elle ne réclame aucune faveur, mais elle proteste énergiquement contre les mesures dont elle est l'objet. C'est dans la légalité, dans le cadre des lois existantes, et

en réprochant les méthodes de violence et d'agitation, que les élus musulmans se proposent de réclamer l'abrogation de la circulaire illégale du Ministre de l'Intérieur prise le 12 septembre dernier.

Ils sont persuadés que leur appel sera entendu par toute la population désireuse de maintenir la bonne harmonie existant dans les rapports entre ses divers éléments.

Enfin, un groupe d'Indigènes interjette un pourvoi auprès du Conseil d'Etat, en vue de l'annulation pour excès de pouvoir de la circulaire des 8 août et 12 septembre 1924.

Le haut tribunal administratif rendit, le 18 juin 1926, une décision annulant les circulaires du Gouverneur général et les arrêtés préfectoraux intervenus en conformité des instructions ministérielles. La haute assemblée a ainsi motivé sa décision :

Les dispositions attaquées, bien que prises dans un intérêt d'hygiène et de sécurité publiques, et quelle qu'en puisse être l'utilité, ne pouvaient, en raison de l'importance des atteintes qu'elles portent à la liberté individuelle des Indigènes algériens, être édictées valablement que par le chef de l'Etat dans l'exercice du pouvoir législatif qui lui appartient pour l'Algérie.

Cet arrêt du Conseil d'Etat a souvent été critiqué. Les controverses pourraient être longues, en effet, sur cette idée que la circulaire du 8 août 1924 ne portait aucune atteinte à la liberté individuelle, mais édictait de simples mesures administratives de police et d'hygiène, ayant pour but d'éviter certains désordres provenant de mouvements démographiques jugés socialement condamnables, et ne considérait que l'intérêt même des Indigènes algériens.

Mais il nous semble que la décision du haut tribunal administratif fut très sage. Tout d'abord, il n'est pas douteux que les Indigènes algériens se soient montrés

d'autant plus sensibles à la restriction de droits dont ils avaient été l'objet, que cette mesure, à laquelle ils attachaient une si grande importance, avait pu être prise par une simple décision du Gouvernement général de l'Algérie. Il y avait donc là une importante satisfaction à leur accorder. D'autant plus que cela ne changeait rien. En effet, le Conseil d'Etat exigeait une mesure législative. Une telle mesure était particulièrement facile à prendre pour l'Algérie, car il n'était pas nécessaire d'un vote du Parlement, et il suffisait d'un décret rendu par le Chef de l'Etat conformément à son pouvoir législatif pour l'Algérie. Si des formalités semblables à celles qui avaient été imposées en 1924 pour quitter l'Algérie apparaissaient nécessaires, il suffisait de prendre les mesures utiles, en respectant les conditions de forme, et au moyen des décrets-lois que le Chef de l'Etat peut prendre pour notre colonie.

SECTION II

LE DÉCRET DU 4 AOUT 1926

C'est effectivement un décret qui institua une nouvelle réglementation. Celle qui avait été instituée par les circulaires ministérielles de 1924 aurait pu être reprise intégralement. Mais, d'une part, on a cédé au désir de ne pas reprendre absolument des mesures qui avaient ému les Indigènes algériens et on a voulu que la nouvelle réglementation ne put pas être considérée par eux comme vexatoire et, d'autre part, il était nécessaire, en considération des faits qui avaient rendu de plus en plus inefficaces les circulaires de 1924, de modifier certains principes de la réglementation :

Pour bien marquer qu'il n'est aucunement question de faire obstacle au départ pour la Métropole des Indigènes désireux d'y venir travailler, il est apparu qu'il convenait de ne plus exiger l'obtention préalable d'un con-

trat, étant donné, d'une part, la difficulté d'obtenir à distance cette pièce, et d'autre part le trafic auquel se sont livrées à cette occasion des agences clandestines.

Le but poursuivi est uniquement de permettre aux travailleurs indigènes de se rendre dans la Métropole sans difficulté, mais aussi après l'accomplissement de quelques formalités faciles à remplir, répondant au double souci d'éviter aux intéressés de cruelles déceptions, et de garantir l'hygiène et la sécurité publiques (1).

Dans ce rapport apparaît clairement le désir de ménager les susceptibilités algériennes, en faisant comprendre aux Indigènes que leur seul intérêt est recherché. On sent aussi le désir d'instituer une nouvelle réglementation s'inspirant des leçons données par les faits ; il semble en effet que les nouveaux textes soient supérieurs à ceux qui les avaient précédés.

Le décret du 4 août 1926 apporte de nouvelles solutions :

*Le Président de la République Française,
Décrète :*

ARTICLE PREMIER. — *Les Indigènes algériens désireux de venir travailler en France devront, au moment de leur embarquement, produire :*

1° *Une carte d'identité avec photographie établissant que le titulaire a satisfait aux exigences du service militaire ;*

2° *Un extrait de casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas été frappé de condamnations graves ;*

3° *Un certificat médical, attestant que l'Indigène n'est atteint d'aucune maladie contagieuse, et a été vacciné depuis moins de cinq ans ;*

4° *La justification d'un certain pécule permettant de subsister en attendant d'avoir trouvé du travail.*

Fait à Paris, le 4 août 1926.

Signé : GASTON DOUMERGUE.

(1) Rapport du Ministère de l'Intérieur du 4 août 1926. J. O., 7 août 1926.

Ce qui caractérise ce décret, c'est la suppression du contrat d'embauchage préalable obligatoire. Il semble bien que la disparition de cette exigence s'imposait.

Il est certain, tout d'abord, qu'elle correspond à un amoindrissement des conditions imposées aux Indigènes, et dont ceux-ci s'émouvaient. En outre, les contrats d'embauchage avaient donné lieu à de nombreuses fraudes et la multiplication de faux contrats de travail vendus par de louches officines était devenue un véritable scandale. On aurait pu concevoir des sanctions sévères contre ces abus, mais elles auraient nécessité une surveillance de police très étroite, alors qu'on recherchait au contraire une grande légèreté dans l'application des mesures restrictives jugées nécessaires. D'ailleurs, on n'aurait jamais été sûr que des individus n'arriveraient pas en France sans contrat réel d'embauchage, et en outre le caractère nomade et capricieux de la main-d'œuvre algérienne enlevait toute sécurité relativement à son respect des engagements de travail et à sa stabilité.

Le décret du 4 août contenait quelques autres particularités :

1° On exigeait que le candidat émigrant n'ait pas subi de condamnation grave. On n'a pas précisé. Peut-être a-t-on voulu ainsi laisser subsister une certaine appréciation sur la valeur morale de l'individu résultant de ces condamnations, valeur morale qui n'est pas toujours proportionnelle à l'importance de la condamnation ;

2° Par contre le délai de cinq ans imposé pour la vaccination apparaît nettement trop long. Une mesure impérative ne peut avoir une efficacité quelconque, en cette matière, que si le délai est sensiblement plus court ;

3° Enfin, on exigeait « *un certain pécule* ». On ne pouvait véritablement choisir définition plus vague. Il semble qu'une précision s'imposait ici.

Conséquences du décret du 4 août 1926

Ce décret qui, nous le verrons, n'a finalement joué qu'un rôle assez effacé et peu durable, n'est guère intéressant que par l'esprit politique dont il a été la manifestation.

1° D'une part, on y voit un désir évident de ménager l'opinion des indigènes, que les circulaires de 1924 avaient vivement heurtée. Nous avons déjà vu un passage du rapport ministériel précédant le décret du 4 août 1926 très significatif à cet égard. Ce rapport contient aussi un autre passage dont les termes mesurés et pleins de sollicitude marquent la volonté très nette de ne pas froisser des susceptibilités qu'on avait senti éveillées lors du premier essai de réglementation :

Le principe de la liberté de voyage est laissé intact par les quelques conditions imposées ; elles n'affectent qu'un caractère de mesures de protection, d'hygiène et de sécurité. Il y a dès lors lieu de présumer que les Indigènes, du moins ceux bien intentionnés, ne pourront se méprendre sur le sentiment de sollicitude à leur égard qui les a inspirées.

Quant au décret lui-même, on a pensé que les Indigènes seraient satisfaits de voir qu'on ne parlait plus de la nécessité d'un contrat d'embauchage. C'était l'obligation contre laquelle les critiques les plus vives s'étaient élevées, et on estimait que sa suppression contenterait tout le monde. Quant aux autres obligations imposées, on insistait sur ce fait qu'elles n'étaient que des mesures « d'hygiène et de sécurité ».

2° Mais, d'autre part, le décret du 4 août 1926, s'il contenait une grande modération apparente dans ses termes et même dans les obligations qu'il imposait, péchait par la trop grande imprécision des conditions nécessaires aux Algériens pour se rendre en France.

Notamment, le fait que sont exigés l'absence de « *condamnation grave* » et « *un certain pécule* », sans aucune indication permettant de trancher par des définitions précises les difficultés possibles, ne leur laissait qu'une issue : la décision arbitraire des fonctionnaires ou agents, chargés d'appliquer la réglementation.

Mais nous allons voir qu'il se fit bien vite remarquer par un caractère encore plus distinctif : son inefficacité.

3° En effet, ce décret s'avéra impuissant à limiter un exode qu'il était destiné à empêcher.

Rien ne changea. Le nombre des Algériens venant en France, loin de faiblir, se maintint parfaitement, et à un moment cependant où le chômage sévissait cruellement en France. En outre, la crise de main-d'œuvre en Algérie devenait de plus en plus inquiétante.

Si on ajoute à cela les soucis que faisaient naître les tristes conditions d'hygiène des Algériens en France, et le danger sanitaire qu'ils constituaient pour la Métropole comme pour la Colonie, on s'explique que le décret de 1926 fut jugé insuffisant.

SECTION III

LE DÉCRET DU 4 AVRIL 1928

Le Conseil national de la main-d'œuvre fut saisi de l'affaire et chargea sa commission de l'étudier et de préconiser des mesures nouvelles relativement à l'émigration algérienne.

Ces travaux aboutirent à un vœu de Conseil national de la main-d'œuvre, dans lequel il souhaitait :

Que, d'une part, le contrôle des Indigènes à la sortie, au point de vue médical, soit renforcé ; que le certificat médical soit uniquement délivré à la commune d'origine et par les médecins de l'Administration, et qu'un contre-contrôle médical soit organisé à Marseille et Port-Vendres, ports de débarquement.

Que, d'autre part, le montant du pécule soit relevé et que des mesures soient prises pour s'assurer qu'il est bien la propriété de l'Indigène désirant s'embarquer ; qu'une partie de ce pécule représente son rapatriement éventuel, une autre les frais de son entretien en attendant qu'il trouve du travail.

Enfin que soient dispensés de la deuxième partie de ce pécule les Indigènes qui justifieront d'un engagement de travail dûment visé par l'office public de placement du département de l'employeur.

A la suite de ce vœu, le décret du 4 avril 1928, qui a institué la réglementation actuellement en vigueur, fut promulgué :

Le Président de la République Française,
Décète :

ARTICLE PREMIER. — *L'article premier du décret du 4 août 1926, fixant les pièces à produire par les Indigènes algériens désireux de venir travailler en France, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :*

Au moment même de leur embarquement, les intéressés devront présenter :

1° Une carte d'identité avec photographie ;

2° Un extrait du casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas encouru de condamnations graves ;

3° Un certificat médical attestant que l'Indigène n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et a été vacciné depuis moins de cinq ans. Ce certificat devra être établi par le médecin communal ou le médecin de colonisation du lieu de résidence de l'intéressé, et porter le visa (après contrôle et nouvelle visite) d'un médecin du port d'embarquement ;

4° Un reçu du receveur municipal de la commune d'origine de l'Indigène, constatant que ce dernier a versé à la caisse du receveur la somme représentant le prix d'un passage sur mer en 4^e classe, soit environ 125 francs.

Cette somme sera conservée par le receveur municipal aussi longtemps que l'Indigène ne sera pas revenu en Algérie. En cas de retour, elle ne sera restituée au déposant que si celui-ci justifie qu'il est revenu par ses propres moyens. Si, au contraire, l'Indigène s'est fait rapatrier par voie de réquisition administrative, la somme déposée sera versée aux recettes générales du budget de la Colonie. En cas de décès, dans la Métropole, de l'intéressé, le dépôt effectué par lui sera versé à ses héritiers ;

5° Un billet de passage sur le paquebot en partance pour la France, billet que l'Indigène aura retiré à ses frais ;

6° Un pécule de 150 francs au minimum, dont l'Indigène devra être porteur à son arrivée sur le paquebot et qu'il devra représenter de nouveau lors de son débarquement, pécule qui lui permettra de subsister en attendant d'avoir trouvé du travail.

Fait à Paris, le 4 Avril 1928.

Signé : GASTON DOUMERGUE.

Conséquences du décret du 4 avril 1928

Ce décret a voulu, sans modifier les principes de la réglementation générale de l'émigration algérienne, compléter le décret du 4 août 1926 sur les points qui paraissaient insuffisants.

Au point de vue sanitaire, bien qu'on ait laissé subsister le délai de vaccination de cinq ans, que nous avons déjà critiqué, il semble que le renforcement du contrôle conformément au vœu exprimé par le Conseil national de la main-d'œuvre soit assez important et heureux. Remarquons cependant que quelques lacunes subsistent.

Il paraîtrait désirable, en premier lieu, que les Indigènes déclarés inaptes au service militaire pour raisons de santé ne puissent aller travailler en France. Or, le

service des affaires indigènes, à Paris, a décelé de nombreux ouvriers dans ce cas.

En second lieu, le Conseil national de la main-d'œuvre avait exprimé le vœu d'une contre-visite médicale dans les ports de débarquement. Le décret du 4 avril organise cette contre-visite, mais dans les ports d'embarquement. Il est probable qu'on a estimé que la première solution aurait l'apparence d'une défense de la Métropole contre un élément jugé indésirable, beaucoup plus que celle d'une protection, des Indigènes par des mesures de police.

Au point de vue du pécule exigé, le décret de 1928 a donné des solutions sérieusement étudiées. L'ensemble des conditions nécessaires ne peut être réalisé qu'avec une somme de près de 500 francs et c'est déjà une difficulté sérieuse.

Cependant, malgré les apparences de renforcement dans le sens de la sévérité et d'un filtrage plus sévère de l'exode kabyle, nous pensons que la réglementation instituée en 1928 est plus douce que toutes celles qui avaient été en vigueur avant elle.

Ce qui, en réalité, a été supprimé dans la réglementation de 1928. C'est une chose qu'il serait désirable de ne plus revoir en cette matière : c'est la possibilité de l'arbitraire. Et cette possibilité existait auparavant, chaque fois qu'un fonctionnaire ou agent de l'administration avait le droit « d'apprécier ». Dans les circulaires de 1924, nous trouvons la possibilité pour les offices départementaux de placement de ne pas viser les contrats d'embauchage destinés aux Indigènes algériens ; l'appréciation libre et sans appel par le médecin, de l'aptitude physique des candidats émigrants à aller travailler en France ; la possibilité pour le maire de la commune où travaille en France un ouvrier indigène qui veut faire venir sa famille d'Algérie, d'estimer, en motivant il est vrai son avis, si le salaire de l'Indigène est suffisant pour qu'il puisse appeler sa famille auprès de lui.

Chaque fois qu'il y a appréciation d'une situation, il y a, par la force même des choses, possibilité d'une solution arbitraire. C'est ce qui a pu faire dire aux Musulmans que les circulaires de 1924 « aboutissaient pratiquement à défendre l'embarquement aux Indigènes ». Ils se rendaient parfaitement compte qu'avec de tels textes, la volonté de l'administration pouvait suffire à rendre la sortie d'Algérie à peu près impossible.

Le décret du 4 août 1926 fut conçu avec plus de prudence. Il subsiste cependant deux causes d'appréciation : l'estimation de la « condamnation grave » et celle du « certain pécule » exigé.

Enfin, le décret du 4 avril 1928 n'exige que des conditions très précises, sauf l'incertitude sur la condamnation grave, mais ce n'est pas très important.

Le candidat émigrant doit fournir une somme d'argent déterminée, un certificat médical constatant s'il est ou non atteint d'une maladie contagieuse, une carte d'identité avec photographie, un billet de passage sur le paquebot. Un Indigène, lorsqu'il aura fourni ces pièces, pourra avoir la certitude que son départ pour la France ne peut lui être refusé. La suppression de l'arbitraire, nous semble-t-il, a ramené la législation de l'émigration algérienne à un point tel qu'on ne peut plus nier qu'il s'agisse de mesures de police et d'hygiène.

Cela veut-il dire que les Indigènes ont compris la nécessité de ces réglementations, et accepté la dernière d'entre elles, actuellement en vigueur ?

Non. Les Indigènes ont toujours gardé le même esprit de défiance envers tous les efforts de l'administration française pour les conserver en Algérie. Ils ne veulent pas de limitation à leur liberté des déplacements.

Le 24 avril 1929, les Conseillers généraux indigènes du département d'Alger adressèrent une pétition au Gouverneur général de l'Algérie, pour lui demander d'intervenir auprès du Pouvoir central, afin de faire rapporter à la veille du centenaire, le décret restreignant la liberté

de voyager en France des Indigènes. Cette pétition disait notamment que, si les Colons tenaient à garder les travailleurs indigènes en Algérie, ils n'avaient qu'à leur accorder des salaires suffisants.

L'émigration kabyle rencontrait à ce moment trop d'ennemis de chaque côté de la mer pour qu'une telle pétition put avoir quelque chance de succès.

La réponse du Gouverneur général de l'Algérie au Président du Conseil général du département d'Alger contient toutes les raisons invoquées en faveur d'une réglementation restrictive des départs. La voici intégralement :

Alger, le 24 Mai 1929.

Monsieur le Président,

Par une lettre du 24 avril dernier, MM. les Conseillers généraux indigènes du département d'Alger m'ont demandé d'intervenir, à la veille de la commémoration du Centenaire, auprès du Pouvoir central, pour faire rapporter les dispositions du décret du 4 avril 1928, réglementant le départ des travailleurs indigènes vers la Métropole.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour des raisons d'ordre social et de santé publique, il ne me paraît pas opportun de supprimer une mesure qui a été prise dans l'intérêt même des travailleurs indigènes désirant se rendre en France. Il est en effet nécessaire que ces derniers restent soumis aux règles prévues par le décret susvisé du 4 avril 1928, règles qui ont pour but de contrôler l'entrée sur le territoire métropolitain des travailleurs indigènes sans emploi assuré, et dont les ressources sont insuffisantes, ou ceux dont la constitution physique ne permet pas de supporter les rigueurs du climat européen.

.....

A la cession des délégations financières de novembre

1928, les délégués de la Kabylie ont fortement insisté sur la progression de la tuberculose, surtout dans les villages d'où sont originaires la plupart des travailleurs indigènes qui se rendent en France.

Après une enquête approfondie de la question, le service central de l'hygiène a conclu qu'il serait opportun de ne pas exposer les travailleurs indigènes aux rigueurs des climats froids et humides, et aux dangers des grandes villes, où certains d'entre eux ne sont pas toujours à l'abri de l'inanition, du refroidissement et des mauvaises conditions d'hygiène qui, avec l'alcool, sont les facteurs principaux de la contagion tuberculeuse.

Ces raisons sont particulièrement sérieuses et suffisent, à elles seules, à ne pas dispenser des formalités prévues par les décrets du 4 avril 1928, les travailleurs indigènes qui vont s'employer dans la Métropole. Mais ces formalités ne paraissent pas entraver la circulation des travailleurs indigènes. Les services du contrôle à l'embarquement ont pu enregistrer 39.726 départs au cours de l'année 1928 et 8.307 départs au cours du premier trimestre de l'année 1929.

Je ne puis que regretter, dans ces conditions, de ne pouvoir accueillir la requête que MM. les Conseillers généraux indigènes m'ont adressée et je vous serai obligé de vouloir bien porter à leur connaissance les termes de la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

Le Gouverneur Général.

Signé : P. BORDES.

Nous devons remarquer que le Gouverneur général n'accepte pas que la question des salaires soit posée, qu'il n'en fait pas mention dans sa réponse, et qu'il ne parle guère que de la tuberculose et du danger qu'elle constitue pour l'Algérie.

Voilà où en est la question (1).

En résumé, nous avons d'un côté une réglementation

(1) Pour le Maroc, la situation n'est pas la même, et une réglementation basée sur le principe de l'interdiction des départs existe depuis 1925. (Circulaire n° 15 du 7 mars 1925. Circulaire n° 48 du 19 septembre 1925 et circulaire n° 50 du 28 septembre 1925.)

L'interdiction peut être levée par des autorisations individuelles :

Pour être autorisé à s'embarquer pour la France, tout travailleur marocain doit présenter au service de la police des ports ou des villes frontières marocaines, une autorisation délivrée par les autorités de contrôle de son lieu d'origine ou de la ville où il a résidé depuis plus de six mois. Cette autorisation n'est remise par l'autorité qualifiée que sur présentation :

1° D'un certificat médical attestant que l'intéressé est physiquement en état de travailler en France ;

2° D'un carnet de travail avec photo ;

3° D'un contrat d'embauchage visé par le Ministère du Travail ou le Ministère de l'Agriculture. Ce contrat doit contenir des clauses sur la nature et la durée journalière du travail, durée du contrat, salaire journalier, indemnité en cas de renvoi sans motif légitime. Ce contrat ne doit contenir aucune réserve telle que refus consécutif à une visite médicale au lieu d'emploi. Le service de la main-d'œuvre étrangère du Ministère du Travail a établi un modèle de contrat de travail, seul accepté par les autorités du port de départ. La circulaire n° 15 du 7 mars 1925 indique que le contrat doit contenir en outre des renseignements sur l'identité de l'Indigène : photo, numéro du carnet d'identité, empreinte des deux index, noms du père et de la mère, noms de la tribu et de son Caïd. Il doit être visé par l'autorité régionale, puis visé à nouveau par les autorités de police au port d'embarquement.

Aucun travailleur indigène ne peut sortir du Maroc s'il n'est muni d'un contrat de travail conforme au modèle. Les titres de congé temporaire, les contrats d'embauchage et toutes autres pièces visées par les entrepreneurs de France ne sauraient être valables pour la sortie des travailleurs.

Le contrat de travail visé par le service de la main-d'œuvre est envoyé directement au Secrétariat général du protectorat marocain. S'il est nominatif, il est remis aux travailleurs par les soins des autorités de contrôle régionales, après visa. Les contrats visés en blanc par le service de la main-d'œuvre de Paris sont envoyés à l'office économique de Casablanca, dont le bureau de placement assure le recrutement de la main-d'œuvre indigène. Des mesures sont prévues pour éviter l'ouverture d'officines servant d'intermédiaires entre les industriels français et les travailleurs marocains.

Toute cette réglementation marocaine, où ont été cependant utilisés les systèmes du carnet d'ouvrier et surtout du contrat d'embauchage, n'a pas eu non plus une fortune très heureuse.

L'émigration marocaine se fait beaucoup clandestinement, soit par les côtes, sur des navires quelconques, soit surtout par l'Algérie, d'où les embarquements clandestins sont ensuite plus faciles.

administrative de l'émigration algérienne édictée avec des ménagements de forme et d'un caractère impératif peu excessif. Son but avoué est, par l'application des règles ayant un caractère d'hygiène et de police, de canaliser un mouvement dont les conséquences funestes se sont montrées évidentes, en empêchant les éléments les moins désirables de pénétrer en France, et de limiter son importance.

Mais nous avons d'un autre côté l'élément musulman, qui continue à considérer cette réglementation avec défiance, quelque bénigne qu'elle soit dans ses effets et qui y voit une manifestation d'autorité de l'élément européen. Les Musulmans admettent difficilement qu'ayant le titre de Français, ils n'en aient pas toutes les prérogatives, et le juste sentiment de leur dévouement pendant la grande guerre donne à toutes les mesures prises contre eux, l'apparence de l'ingratitude.

Mais surtout, et nous ne saurions trop insister sur ce point, l'incompatibilité des deux conceptions provient de la considération par les Indigènes d'un élément dont on ne parle pas, et qui est virtuellement à la base de toute la réglementation : c'est la question de la main-d'œuvre en Algérie, et des salaires.

Si les Indigènes partent travailler en France, c'est que les salaires qu'il y gagnent sont bien supérieurs à ceux qu'ils obtiennent en Algérie. Les obliger à ne pas quitter l'Afrique du Nord, c'est les contraindre par la force administrative à rester dans des conditions de vie inférieures. Tous les autres arguments s'effacent devant ceux-là, car les mouvements de population ne sont jamais guidés par autre chose que par le désir d'améliorer les conditions de vie. On s'explique, dès lors, très facilement, que les Indigènes demandent pour rester en Algérie des salaires plus élevés, et qu'ils considèrent comme tyrannique tout autre moyen de les y contraindre.

C'est parce que la question se pose ainsi, que nous arrivons à la conclusion suivante :

La réglementation actuelle de l'exode algérien vers la France, à laquelle on est arrivé si péniblement, doit être considérée comme ne pouvant plus être aggravée dans le sens restrictif.

Ceux qui réclament encore une limitation rigoureuse des départs ne considèrent pas l'ensemble du problème, et sont engagés dans une voie fausse.

Citons :

La dépêche coloniale du 2 août 1929 trouve paradoxal de voir émigrer d'un pays qui a besoin lui-même de main-d'œuvre, mais ne trouve pas d'autre remède que de « *fermer les vannes de sortie* », voulant donner à un problème d'ordre économique une solution basée sur l'autorité.

Le « Petit Bleu » du 13 janvier 1931 dit :

« Pour conserver à nos Colons leur main-d'œuvre, le remède est simpliste... Il est indispensable de limiter, et très sérieusement, cette émigration. »

Et plus loin :

Il est grand temps de barrer la route à cette invasion trop précitée.

Nous répétons que, quelque louables que soient les sentiments qui poussent à ces conclusions, elles nous paraissent désormais impossibles.

La preuve est faite : une réglementation limitant l'exode kabyle, ou bien elle est très rigoureuse, et alors elle soulève justement l'opinion des Indigènes algériens, ou bien elle devient faible, et alors son efficacité est pratiquement nulle : c'est le cas de la réglementation actuelle.

D'autre part, nous avons vu que la venue des Algériens en France entraînait, tant au point de vue social qu'au point de vue économique, un certain nombre de dangers et de conséquences funestes.

Par conséquent, si on veut lutter contre eux, ce n'est pas à l'immigration elle-même qu'il faut s'attaquer,

mais à ce qui en découle : le chômage, le danger sanitaire, etc. La réglementation qui s'impose, c'est celle qui, ne pouvant l'empêcher, contrôlerait l'émigration des Indigènes, suivrait ces émigrants en France, et s'appliquerait à perfectionner l'hygiène, l'assistance, la surveillance et la protection d'une masse intéressante, mais mal préparée au sort que lui ont réservé les circonstances.

Rien n'a été réalisé à cet égard par les Pouvoirs publics. Si l'initiative privée, surtout celle de la municipalité de Paris, n'avait réalisé un effort en ce sens, il ne nous resterait qu'à formuler des vœux et à regretter que, tandis qu'on se préoccupait autant d'empêcher les Algériens de venir en France, on n'ait pas hésité d'autre part à laisser le contingent qui s'y trouvait, et tous ceux qui malgré tout y arrivaient sans cesse, dans un regrettable abandon.

CHAPITRE VII

Le traitement des Algériens en France L'œuvre de la Ville de Paris en faveur des Nords-Africains

SECTION I

URGENCE D'UNE RÉGLEMENTATION ET D'UNE ORGANISATION DU SÉJOUR DES ALGÉRIENS EN FRANCE

Nous avons vu que l'émigration des Indigènes algériens est réglementée d'une manière préventive, et qu'on a essayé en quelque sorte d'instituer un régime analogue à celui créé par les lois des Etats-Unis sur l'immigration. Mais nous avons vu aussi qu'une telle réglementation, appliquée à la France vis-à-vis de l'Algérie, ne donnait pas, ne pouvait pas donner des résultats satisfaisants, et on est arrivé au décret du 4 août 1928, d'une portée déjà assez faible, et rendu plus inefficace encore par les fraudes et les passages clandestins.

Devant la difficulté d'une réglementation efficace avant le départ, devant l'impossibilité d'empêcher les travailleurs kabyles d'arriver en France avec une régularité qu'aucun texte administratif n'avait pu entamer, une chose s'imposait : la réglementation du séjour en France des Indigènes algériens, et la recherche de solutions à tous les problèmes posés par leur présence.

Pour combattre le chômage, une organisation du recrutement et du placement de la main-d'œuvre. Pour éliminer les indésirables et faire régner l'ordre, une or-

ganisation de la police et de la surveillance des masses berbères de nos grandes cités ; pour augmenter la valeur morale et professionnelle d'une foule de malheureux déracinés, l'organisation de la lutte contre les taudis et le manque d'hygiène, et de l'éducation professionnelle ; pour atténuer la gravité du problème sanitaire, la création de dispensaires, d'hôpitaux et de sanatoria spécialisés.

On voit la somme d'organisation qui aurait été nécessaire pour protéger cette population faible, dont les membres ne sont encore que de grands enfants, pris dans l'engrenage d'une civilisation qui les dépasse.

Il est vrai que l'immigration kabyle est relativement faible par rapport à celle d'autres peuples européens, comme les Italiens ou les Polonais. Mais nous avons déjà vu que ce n'est pas tant par son nombre que cet élément est intéressant, que par d'autres caractères.

L'espoir d'un commencement de francisation, difficile dans nos montagnes, devenu soudain un espoir plus vivant en France même, où ils viennent se tremper parmi nous ; la lueur d'avenir d'une assimilation qui ferait alors, réellement, de l'Algérie une plus grande France, ce sont là des prévisions qu'un Gouvernement clairvoyant ne peut négliger.

En outre, le mouvement d'émigration algérien n'est pas seulement intéressant pour la France, il l'est aussi pour l'Algérie. Une réglementation doit satisfaire à la fois le pays destinataire et le pays d'origine et, si elle ne le fait pas, elle se heurte à des difficultés ; nous l'avons vu.

Le séjour des Algériens en France demandait donc d'être soigneusement réglementé.

Mais ici nous trouvons d'autres difficultés issues de la différence entre les immigrants étrangers et les immigrants algériens :

1° Contre les immigrants étrangers, nous pouvons

nous défendre comme nous l'entendons par des mesures préventives.

2° Il en est de même, en principe, à l'intérieur de notre pays. Mais, en fait, les étrangers sont toujours protégés par leur pays d'origine, qui les suit à l'étranger et qui, par des conventions internationales, leur fait obtenir des garanties d'égalité de salaire et le bénéfice des lois d'assistance et de protection ouvrière (1). Rien de pareil pour les Algériens. Nous sommes, en quelque sorte, juges et parties à leur égard, et nous pouvons les réglementer à notre guise. Nous n'en avons pas abusé, et ils bénéficient de nos lois sociales, mais le principe de l'égalité des salaires n'existe pas pour eux. On dit que leurs salaires sont au-dessous de la moyenne, parce qu'ils sont des ouvriers peu capables accomplissant surtout des besognes accessoires ne nécessitant aucune spécialisation. C'est vrai ; mais pour une certaine part, il n'est pas douteux que leur travail ne soit dans l'ensemble resté moins payé que celui des ouvriers français.

3° La surveillance des ouvriers étrangers séjournant dans la Métropole est facilitée par la carte d'identité des étrangers, excellent moyen de contrôle et de police. Rien n'existe de semblable pour les Indigènes algériens (2). Leur surveillance dans les grandes villes comme Paris ou Marseille, est par suite très difficile. On a bien souvent proposé d'instituer pour eux une sorte de carnet d'ouvrier, où seraient inscrits les renseignements néces-

(1) De 1919 à 1924, la France a passé des traités de travail réglementant ces diverses questions avec la Pologne, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Belgique. D'autres viennent d'être signés avec la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche.

(2) « Les étrangers visés par la loi sont les personnes autres que celles de nationalité française, quelle que soit cette nationalité. Il va sans dire que le terme ne s'applique pas aux sujets français de nos Colonies. C'est ainsi que parmi les Nord-Africains, les Algériens ne sauraient être considérés comme des étrangers, tandis que les Marocains et les Tunisiens le sont. » (Circulaire du Ministre du Travail en date du 5 février 1927, relative à l'application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du marché du travail national.)

saires à leur identification, et les différentes étapes de leur vie ouvrière. Il est certain qu'on aurait là un document administratif très utile, mais les Indigènes considéreraient cette mesure d'exception comme un acte de défiance inacceptable.

4° C'est un droit qu'on ne peut refuser à aucune nation que celui de filtrer les immigrants étrangers et de n'en accueillir que les meilleurs éléments. Lorsque malgré toutes les mesures préventives, des individus indésirables se sont introduits à l'intérieur du pays, il n'y a pas de souveraineté qui ne se reconnaisse le droit de les expulser, et de les renvoyer dans le pays qu'ils n'auraient jamais dû quitter. En ce qui concerne les Algériens, au contraire, le rapatriement n'est pas possible. La question avait été posée au début de 1929 par la commission réunie à la direction de l'Assistance Publique en vue de la récupération éventuelle des frais d'hospitalisation des Indigènes nord-africains, de savoir s'il ne serait pas possible d'obtenir le rapatriement d'office de ces Indigènes. La commission voyait là un moyen pratique pour éviter la charge de plus en plus onéreuse des frais d'hospitalisation de ceux-ci. Mais il n'y a pas de doute que la réponse à cette question soit négative, tout au moins en ce qui concerne les Indigènes algériens (1).

(1) En ce qui concerne les Indigènes marocains ou tunisiens, la question est différente. En effet, bien que protégés français, ces Indigènes sont considérés comme des étrangers, et même bénéficient d'un traitement moins favorisé que celui de certains étrangers originaires de pays avec lesquels le Gouvernement de la République a passé des traités d'assistance réciproque. L'entrée en France de ces Indigènes marocains ou tunisiens est réglementée d'une façon assez stricte, mais néanmoins il y a en France un nombre assez grand de ces Indigènes, surtout marocains. Etant assimilés aux étrangers, leur séjour en France est soumis à certaines règles administratives (carte d'identité). Leur rapatriement est théoriquement possible. Mais d'une façon générale, il ne peut être autorisé que d'accord avec les services de la résidence de France à Rabat ou à Tunis. Mais, bien qu'étrangers, il y a lieu de tenir compte de leur qualité de protégés français, et le service des affaires indigènes nord-africaines ne les a jamais rapatriés pour cause de maladie que lorsqu'ils y consentaient. Cependant le rapatriement des Tunisiens et Marocains indésirables reste possible.

Ceux-ci, en effet, sont Français. S'ils ne jouissent de leurs droits politiques qu'après leur accession à la qualité de citoyens français, il n'en reste pas moins vrai qu'ils sont sujets français et, comme tels, à l'abri des mesures rigoureuses prises d'ordinaire à l'encontre des étranger jugés indésirables. Telle est la règle, et elle a souvent rendu la tâche très délicate à ceux qui se sont occupés des Nord-Africains. Nous verrons que le service des affaires indigènes en a souffert, car ç'eût été une sanction très énergique, et son autorité en eût été renforcée. Il a essayé de substituer au rapatriement administratif le système de rapatriement par « persuasion ». Il semble qu'il soit arrivé à des résultats satisfaisants, mais c'est évidemment délicat et moins effectif que la contrainte.

En somme :

La réglementation et l'organisation du séjour des Indigènes algériens en France se heurtent à de réelles difficultés. Mais, d'autre part, il y a une nécessité absolue pour ceux-ci d'être contrôlés, surveillés, aidés, protégés, assistés.

Quelle est l'œuvre des Pouvoirs publics en ce sens ?

Les Indigènes algériens sont-ils contrôlés et surveillés ? Non. Aucune mesure spéciale n'existe. Les Kabyles, débarqués un beau jour en France, se perdent dans la foule anonyme. D'une identification toujours très difficile, ils logent huit ou dix ans dans une seule chambre et leur surveillance par une police ne possédant pas de moyens spéciaux est une tâche quasi-impossible.

Avant 1923, à Paris, où ils étaient environ 50.000, comme d'ailleurs dans les autres grandes villes où ils se rendaient, la police ne savait ni combien ils étaient, ni ce qu'ils faisaient. Ils formaient un noyau impénétrable, où se développaient librement les maux qui ont fait d'eux un danger social : manque d'hygiène et propagation de la tuberculose, dégradation morale, et jusqu'à une criminalité qui a inquiété l'opinion publique.

Ignorés et non surveillés, ils se manifestaient souvent

par de sanglants faits divers. Nous verrons que sous l'impulsion de la municipalité parisienne, la surveillance des Indigènes séjournant à Paris a été créée. Mais sans cette action, que nous retrouverons dans tout ce qui a été réalisé en France à propos des Nord-Africains et que nous décrirons plus loin en détail, il est probable que beaucoup d'années se seraient encore passées sans l'intervention pourtant urgente des Pouvoirs publics.

Mêmes solutions et mêmes conclusions pour la protection de la main-d'œuvre algérienne : pas d'organisation du placement (si ce n'est celle contenue dans les circulaires ministérielles de 1924 au moyen des contrats d'embauchage préalables). Pas d'organisation non plus de l'éducation professionnelle.

Enfin, au point de vue de l'assistance, dont avaient si grand besoin beaucoup de Kabyles sans travail ni santé, s'ils bénéficiaient en principe de l'assistance publique, rien n'avait été fait spécialement pour eux.

Retenons que, si la réglementation préventive, toujours soutenue par la volonté de limiter l'émigration algérienne, a été très fournie, celle de la masse des Berbères existant à l'intérieur du pays a été nulle.

On pourrait l'expliquer par la qualité de Français, que les Indigènes algériens revendiquent précisément pour prétendre faire rapporter toutes les mesures d'exception prises à leur égard. Etant sujets français, ils sont soumis à toutes les lois du pays et, hors le droits politiques, bénéficiaires des mêmes droits et astreints aux mêmes devoirs que les citoyens français.

C'est évident. Mais ce n'est pas tant de règles impératives qu'ont besoin les Kabyles séjournant en France, que d'une surveillance attentive, et surtout des mesures de protection et d'assistance. Les règles générales ne suffisaient pas, et leur jeu avait montré évidemment que le régime de liberté aboutissait à des excès, à des désordres, et finalement à de tristes résultats pour une population

dépaysée. De toute nécessité, il fallait faire quelque chose.

Il y avait, au moment où le problème se posait avec acuité, c'est-à-dire vers 1922-23, deux politiques qui pouvaient être choisies.

L'une consistait à arrêter l'émigration algérienne, ou tout au moins à la limiter. L'autre, considérant ce mouvement démographique comme un fait, tendait à l'entourer d'un réseau de surveillance et de protection, pour l'endiguer, le canaliser et le rendre bienfaisant.

La première politique est celle dans laquelle se sont engagés les Pouvoirs publics. Nous avons vu quelles préoccupations elle a créées, et aussi le véritable échec où elle a abouti.

La deuxième a été conçue par la municipalité de la ville de Paris qui s'est efforcée, dans la mesure de ses moyens, de la réaliser.

Son œuvre mérite d'être exposée en détail, car elle est unique, où tout au moins la seule importante, dans ce domaine. Peut-être aussi aidera-t-elle à chercher une issue à une situation que tout le monde déclare ne pouvoir durer, sans qu'on soit d'accord sur les moyens à employer.

SECTION II

ORIGINE DE L'INTERVENTION DE LA VILLE DE PARIS

Devant la carence des Pouvoirs publics qui, après avoir édicté une réglementation préventive de l'émigration algérienne vers la France, s'en sont tenus là, n'ont pas su comprendre que le problème restait entier dans la Métropolé, et ont laissé l'émigration algérienne se développer anarchiquement, une initiative importante est venue apporter sa généreuse contribution à la question kabyle.

Cette initiative, c'est la Municipalité de la Ville de Paris qui l'a prise, sous l'impulsion d'un de ses mem-

bres, M. Pierre Godin, Algérien notoire. Elle a compris que, s'il est difficile de limiter la venue des travailleurs algériens dans la Métropole, il faut alors en canaliser le mouvement, le régulariser, le contrôler sans cesse, le protéger et, en somme, le rendre inoffensif. Il ne faut, en effet, pas oublier que la Municipalité parisienne, qui défend les intérêts de notre capitale, doit logiquement suivre une politique égoïste, plaçant avant tout l'intérêt de la Ville de Paris. Cependant, il faut reconnaître qu'elle a été à la hauteur de sa tâche, qu'elle n'a jamais oublié la portée de ses décisions au point de vue de l'influence française tant en Afrique du Nord que dans le monde islamique tout entier. C'est une largeur de vue à laquelle nous devons rendre justice.

L'action de la Ville de Paris a été provoquée par le nombre des Indigènes de l'Afrique du Nord séjournant à Paris, et par l'émotion manifestée dans la presse et l'opinion publique de la Capitale au sujet des excès dont on les accusait de se rendre coupables.

1° C'est à partir de 1920 que l'exode des indigènes se précipita rapidement. Le nombre en devint important dans la Métropole. Il n'existe à ce sujet aucune donnée bien précise et les chiffres cités sont dûs à des estimations :

L'Afrique du Nord a fourni au cours de ces dix dernières années plus de 250.000 émigrants indigènes (exactement 258.464). Il est vrai qu'elle en a récupéré au retour plus de 160.000 (exactement 162.487). C'est donc, en chiffres ronds, près de 100.000 Indigènes qui sont actuellement chez nous, auxquels il faut ajouter les Tunisiens et Marocains qui entrent de plus en plus dans ce mouvement.

De statistiques absolument sincères et rigoureusement exactes établissent que, depuis 1922, l'immigration algérienne s'est considérablement accrue. En 1921, elle

nous avait fournie 17.259 ouvriers. En 1922, ce chiffre est passé à 44.466, et il dépasse 60.000 en 1923 (1).

Bien que « les statistiques absolument sincères et rigoureusement exactes » nous laissent sceptiques, nous pouvons admettre cependant qu'elles indiquent un ordre de grandeur d'une approximation suffisante, d'autant plus que d'autres estimations concordent avec celle-là : « On estime que leur nombre a passé de 52.000 en 1921, à 92.000 en 1923 » (2).

Sur ce nombre, on ne savait pas, à ce moment, combien se trouvaient à Paris. Il était évidemment impossible d'avoir aucun renseignement sur ce point, puisque leur séjour dans la Métropole n'était pas contrôlée. 20, 30.000 Kabyles peut-être 40.000, sont à Paris, disait M. Pierre Godin. Mais il est certain que le nombre en était assez important pour devenir inquiétant, et pour que la police ait été désorientée et débordée par une masse qu'elle n'était pas préparée à surveiller.

2° C'est en outre à Paris que la présence d'une véritable population berbère se manifesta de la façon la plus vive. Elle fournissait une grosse masse de chômeurs et de vagabonds, elle encombrait les hôpitaux de ses misérables malades, et donna lieu à quelques sanglants faits divers. Le plus retentissant fut l'assassinat de deux pauvres femmes par un Kabyle, dans la rue Fondary, en Novembre 1923. Ce dernier crime provoqua une réaction de la presse et de l'opinion, et décida vraisemblablement le Conseil Municipal à agir.

Le 20 Décembre 1923, MM. Pierre Godin, Besombes et Emile Massard, conseillers municipaux de Paris, après une proposition qui dévoilait l'importance du nombre des Nord-Africains en France, et le désordre, la misère, les lamentables conditions d'hygiène dans lesquels vivait

(1) Proposition déposée au Conseil Municipal par MM. Pierre Godin, Besombes et Emile Massard (20 décembre 1923).

(2) M. A. Bernard. La main-d'œuvre dans l'Afrique du Nord.

cette population flottante, présentaient un projet demandant la création à la Préfecture de Police, d'une section d'affaires nord-africaines, destinée à s'occuper de la situation matérielle et morale, et de la police, des Indigènes nord-africains résidant ou de passage à Paris (1). Ils voulaient créer une organisation spécialisée affectée à la surveillance des Kabyles.

Le 31 Juillet 1924, M. Pierre Godin présentait une nouvelle proposition dans laquelle il insistait sur l'importance de ce qu'il appelait « la question Kabyle », et obtenait du Conseil Municipal qu'il insiste auprès de l'administration pour la création d'une section d'affaires indigènes nord-africaines.

Le projet fût alors réalisé et la section, devenue service des affaires indigènes, fonctionna dès 1925.

Les résultats encourageants poussèrent à des réalisations plus complètes, et successivement M. Pierre Godin présenta plusieurs propositions :

Le 26 Novembre 1925, pour compléter l'organisation existante par un dispensaire, une section de placement spéciale, et un cours d'adulte ;

Le 23 Novembre 1927, pour la création d'un nouveau dispensaire à la Mosquée ;

Le 7 Juillet 1930, pour la création d'un hôpital franco-musulman.

Entre temps, le service des affaires indigènes créait des foyers. Tous ces projets furent réalisés, et nous verrons leurs résultats.

La conception heureuse qui a dirigé toute cette action, nous semble être la centralisation, dans un même organisme, de tout ce qui touche les Nord-Africains : ils forment une masse si particulière et si différente du reste

(1) Le Conseil municipal de Paris, dans toutes ses décisions, a visé les Nord-Africains dans leur ensemble en y comprenant les Marocains et les Tunisiens. D'ailleurs, le problème au point de vue de la Ville de Paris, était le même, et cette solution s'imposait.

de la population, que l'unité des sujets a paru plus importante en ce qui les concerne que l'unité d'objet. Nous verrons la fortune de cet organisme en examinant successivement ses réalisations.

SECTION III

LA SURVEILLANCE ET LE CONTROLE DES INDIGÈNES NORD-AFRICAINS

Surveiller et contrôler les Indigènes algériens, tel a été le but visé lors de la création du service des affaires indigènes. Ce service était né sous l'effet d'une sorte de réaction contre les désordres d'une population coloniale qui augmentait sans cesse. On avait senti la nécessité d'une organisation spécialisée dans la surveillance et le contrôle de la masse kabyle du département de la Seine, et on a eu en somme un geste de défense contre elle. Le fait que le nouveau service était prévu comme devant être rattaché à la Préfecture de Police le prouve bien.

Mais aussitôt, on a compris que ce rôle de police n'était pas le seul nécessaire, et on comprendra de plus en plus qu'il n'est même pas le plus important.

La première proposition au Conseil municipal le dit déjà :

Mais cette fonction de surveillance n'épuise pas toutes nos obligations. Il nous faut penser que la population nord-africaine n'est pas seulement pour nous un très utile auxiliaire dans l'ordre économique, elle peut le devenir dans l'ordre politique et national... Il faut donc réaliser un double programme à l'égard des Indigènes algériens : surveiller, aider (1).

D'ailleurs, le Gouvernement lui-même sentit que le caractère de surveillance, de police, était trop vif, et M. Chautemps, Ministre de l'Intérieur, réunit à ce su-

(1) Proposition du 20 décembre 1923.

jet une commission et lui exposa la difficulté aperçue :

Elle consiste dans la nécessité de ménager l'opinion et l'âme des Indigènes. Les surveiller comme des gens dangereux et suspects me paraît bien délicat. Les Indigènes sont des nationaux.

Il serait désirable d'agir sous une forme qui, à aucun degré, ne puisse être pour eux outrageante et de nature à les écarter de l'amour qu'ils doivent à notre pays (1).

L'intervention ministérielle amena la commission, réunie à cet effet le 21 octobre 1924, à ne pas rattacher directement le nouveau service à la Préfecture de Police. Finalement, il fut créé comme étant une centralisation, dans un même organisme, de détachements de différentes unités administratives. Le nouveau service ressortissait ainsi du Ministère de l'Intérieur, du Ministère du Travail, de la Préfecture de Police et de la Préfecture de la Seine.

Le 31 mars 1925, le service des affaires indigènes, placé sous la direction d'un administrateur connu pour sa compétence et son énergie, M. Gérolami, commença son œuvre, ayant devant lui un vaste programme (2).

La surveillance des Nord-Africains séjournant dans le département de la Seine se ramène aux principes suivants : centralisation de toutes les affaires les concernant, et contrôle minutieux et permanent de la main-d'œuvre nord-africaine cantonnée dans Paris et le département de la Seine. Tout cela dominé par le désir de toujours donner aux Indigènes l'impression que le nouvel organisme a été institué, non pour les surveiller, mais pour les assister et les protéger.

Conformément à ce principe, le service des affaires indigènes a poursuivi plusieurs buts :

1° Son système de surveillance est basé sur le con-

(1) Procès-verbal de la réunion du 21 octobre 1924 au Ministère de l'Intérieur.

(2) Son siège est : 6, rue Lecomte, à Paris.

trôle constant de la main-d'œuvre nord-africaine de Paris. Pour cela, il faut individualiser ceux qui en font partie. C'est une tâche délicate, car dévoiler l'identité des Indigènes est souvent difficile. Ils ne s'y prêtent pas toujours de bonne grâce, ou bien n'ont pas de papiers d'identité. Souvent même on arrive tout juste à les replacer dans leurs groupes ethniques respectifs : Algériens, Tunisiens ou Marocains. Mais dans toutes les affaires relatives aux Indigènes, l'expérience des hommes qui s'en occupent est une chose capitale. Grâce à celle des chefs qui dirigent l'organisme de la rue Lecomte, on peut avoir confiance dans les résultats.

Le but est d'avoir à la place d'une foule anonyme de 60.000 êtres, inconnus, interchangeables, des individus repérés et matriculés.

2° Une fois ce résultat obtenu, une telle population ne sera plus insaisissable. ni ingouvernable. La possibilité existera, après les crimes et délits, d'une répression rapide. En outre, la police et la justice, qui éprouvent des difficultés pour l'instruction et les poursuites dont elles sont saisies, pourront se décharger de ce soin sur la section de police du service des affaires indigènes, composée d'une trentaine d'agents parlant l'arabe ou le kabyle et très au courant des mœurs et coutumes indigènes.

Les résultats obtenus sont déjà assez importants :

	1927	1928	1929	1930	Total
Fiches d'Indigènes algériens	16.266	4.890	3.002	4.739	28.897
Fiches d'Indigènes maroc.	4.216	3.822	1.358	1.839	11.235
Fiches d'Indigènes tunisiens	72	258	128	170	628
Arrestations	685	742	1.253	1.144	3.824
Enquêtes judiciaires	902	728	1.211	1.239	4.080
Enquêtes administratives	979	1.453	2.104	1.636	6.172
Enquêtes de chômage	2.351	630	40	115	3.136

3° Cette surveillance est complétée par une protection et un appui très large donné aux Nord-Africains pour tout ce dont ils peuvent avoir besoin.

Tout d'abord, le service des affaires indigènes s'est toujours efforcé de mettre obstacle à l'odieuse exploitation dont souffraient les Kabyles, de la part de tenanciers peu scrupuleux. Pour cela, il a effectué des descentes de police fréquentes et soudaines dans les débits de boisson fréquentés par eux, pour réprimer les jeux interdits et les désordres. En outre, les taudis souvent infernaux, où vivaient les Indigènes, ont été recensés et visités par le service. Les infractions aux mesures d'hygiène furent poursuivies, et des sanctions allant jusqu'à la fermeture des établissements contrevenants furent infligées.

Les chiffres des affaires de surveillance des garnis instruites par le service n'est pas très élevé, mais il progresse régulièrement :

1925	1926	1927	1928	1929	1930	Total
<u>15</u>	<u>46</u>	<u>60</u>	<u>79</u>	<u>182</u>	<u>200</u>	<u>582</u>

A la surveillance se rattache la recherche des conscrits indigènes, des inscrits d'office, des insoumis, de tous ceux qui veulent échapper à la loi en se mêlant à l'anonyme foule de Paris.

Enfin, le service s'occupe de toutes les affaires que viennent lui soumettre les Indigènes. Ceux-ci apprennent vite à utiliser un organisme, qu'ils sentent fait pour eux, et une autorité qui sanctionne, mais aussi aide et protège. Le service instruit leurs demandes de naturalisation (1). Il s'occupe de toutes les plaintes et contestations qui lui sont soumises, car les Kabyles sont chicaneurs, et les juges métropolitains seraient souvent embarrassés pour leurs inextricables histoires. A tout instant des lettres arrivent de Kabylie, se plaignant de l'époux qui a quitté son douar en y abandon-

(1) Les Algériens peuvent accéder à la naturalisation d'après la loi du 4 février 1919. Les Tunisiens et Marocains peuvent revendiquer la nationalité française s'ils ont contracté un engagement pendant la guerre, s'ils ont épousé une Française, ou s'ils ont des enfants français.

nant ses femmes et enfants, et ne leur envoie plus d'argent. Le service arrange toutes ces affaires comme il peut, et réussit souvent, par l'intimidation, à obtenir des envois d'argent ou à faire reprendre à un sans-travail le chemin de ses montagnes.

En outre, beaucoup d'Indigènes illettrés viennent au service de la rue Lecomte demander qu'on leur fasse obtenir des pièces d'état-civil, des procurations, leurs multiples demandes administratives, et même leurs lettres. Le cheminement administratif de toutes les pièces officielles est assuré.

Enfin, beaucoup de Nord-Africains viennent même sans raison, pour prendre l'air d'une maison où ils se sentent chez eux, pour débiter leur interminables bavardages, pour voir le chef.

Ces résultats montrent, comme d'ailleurs ceux de toute l'Administration algérienne, ce qu'une autorité bienveillante peut faire des Indigènes.

Le service des affaires indigènes de Paris n'a évidemment qu'une action très limitée, mais les résultats qu'il a atteint sont suffisants pour permettre une appréciation.

Son activité, sur les différents points que nous venons de voir, sont déjà encourageants.

Affaires administratives diverses :

	1925	1926	1927	1927	1929	1930	Total
	—	—	—	—	—	—	—
Procurations-Traductions et actes divers établis par le service	14	27	133	393	402	443	1.712
Interventions administrati- ves, affaires diverses	38	80	170	295	344	608	1.535
Interventions administrati- ves litiges entre indigènes	19	76	93	800	792	779	2.559
Interventions administrati- ves litiges entre Euro- péens et Indigènes	20	65	83	620	325	340	1.453
Pétitions et réclamations di- verses	15	65	142	481	554	703	1.960
Recherches dans l'intérêt des familles					328	331	659
Demandes d'emploi	14	19	176	184	150	121	664

Affaires administratives diverses :

	1925	1926	1927	1927	1929	1930	Total
Armes et munitions	4	38	110	62	52	98	364
<i>Affaires militaires :</i>							
Conscription - Pièces militaires		58	412	263	270	673	1.676
Insoumis		17	215	238	165	216	851
Emplois réservés — Cafés maures	3	16	26	18	25	26	114
Dossiers de pensions — Divers				20	16	443	479

Etat civil :

Constitution de dossiers pour demandes de différentes pièces d'identité, certificats de vie, actes de notoriété, etc. :

Marocains et Tunisiens .	185	570	622	780	744	180	3.081
Algériens	300	1.500	3.100	3.525	4.900	5.496	18.821

Affaires civiles : mariages, divorces, successions	29	96	253	240	144	223	985
---	----	----	-----	-----	-----	-----	-----

Cartes d'identité :

Algériens	762	1.726	3.728	7.870	3.780	17.866
Marocains et Tunisiens ..	706	2.310	2.593	4.551	1.915	11.375

Naturalisations :

Dossiers constitués par le service :

1° en faveur des indigènes algériens						74	204
2° en faveur des indigènes marocains et tunisiens		7	16	35	58	38	154

Circulation des indigènes :

Rapatriements algériens ..			400	100	240	740
Rapatriements tunisiens et marocains	282	2.925	200	56	125	3.588
Exode — Circulation — Correspondance	120	184	75	183	198	760

Au point de vue du rapatriement, nous avons déjà signalé que les Algériens étant sujets français, il n'est pas possible d'user à leur égard de ce moyen de contrainte. Nous voyons, dans les tableaux ci-dessus, qu'au cours de l'année 1927, qui fut marquée par un chômage accentué, les Marocains et Tunisiens seuls ont

été largement rapatriés. Mais par la suite, quelques rapatriements d'Algériens sont notés. La cause en est dans une politique adoptée par le service des affaires indigènes qui, agissant par persuasion, ou par intimidation si c'est nécessaire, réussit à obtenir des rapatriements volontaires.

SECTION IV

L'ASSISTANCE DES INDIGÈNES NORD-AFRICAINS A PARIS

L'œuvre de surveillance et de protection du service des affaires indigènes, que nous venons d'esquisser, parut rapidement insuffisante, et la conception d'une protection sociale plus large se fit jour.

Les Indigènes, habitués, et c'est devenu chez eux presque une tradition, à une sollicitude constante et totale de l'Administration algérienne, venaient, dès 1925, chercher au service de la rue Lecomte ce que celui-ci ne pouvait pas encore lui donner : du travail lorsqu'il chômait, des soins lorsqu'il était malade, et même un abri lorsqu'il n'avait plus d'argent.

En outre, l'augmentation de leur nombre, et les abus de tous ceux qui les exploitaient, rendaient de plus en plus nécessaire la lutte contre la vie misérable qu'un trop grand nombre de Berbères menaient dans des taudis sans air et sans lumière, et contre les maladies qui les décimaient.

La ville de Paris continua donc son œuvre par l'organisation de l'assistance en faveur des Indigènes nord-africains. Quels que soient les résultats atteints, elle aura eu au moins le mérite de montrer la voie.

Cette œuvre d'assistance comprend plusieurs branches :

§ 1. — Le placement ;

§ 2. — Les foyers ;

- § 3. — Les dispensaires ;
 § 4. — L'hôpital franco-musulman.

§ I. — *Le placement*

Nous savons combien le chômage sévit cruellement chez les Indigènes. Malgré le certificat d'embauchage préalable exigé après les circulaires ministérielles de 1924, et qui ne l'est plus d'ailleurs depuis le décret du 4 août 1926, beaucoup d'entre eux venaient en France sans travail, ou bien, s'ils en avaient, le perdaient rapidement, soit qu'ils fussent congédiés, soit même que leur prodigieuse inconstance les poussât à aller en chercher ailleurs. L'indigence et les privations ne tardaient pas à suivre, avec leur cortège de maladies.

Si la question du chômage était résolue, il n'y aurait pas de « question kabyle ». D'autant plus que, devant la difficulté de réglementer d'une façon satisfaisante la question du contrat de travail des Algériens émigrants, une organisation de placement était vraiment nécessaire.

Le bureau de placement de la rue Lecomte fut créé le 1^{er} mars 1926, dépendant de la Préfecture de la Seine. Son rôle consistait à enregistrer les chômeurs et à recevoir les demandes des employeurs.

Le bureau eut aussitôt à classer les demandes et offres d'emplois, et enquêta sur la position et les besoins de la main-d'œuvre africaine.

Ses résultats, au point de vue du placement, sont les suivants :

	1926	1927	1928	1929	1931
	—	—	—	—	—
Nombre de demandes d'emplois reçus	721	2.935	2.253	2.216	
Placements effectués	763	433	629	901	
Nombre de fiches établies jusqu'au 31 décembre 1929 :					
emplois					6.809
chômage					339

Le placement a contribué, en attirant vers lui les Indigènes qui cherchaient à se procurer du travail, à la diminution du trafic des faux certificats, et des embauchages accordés contre des rémunérations extorquées aux malheureux chômeurs. Ces abus se pratiquaient dans beaucoup d'usines de la région parisienne, à l'insu de la direction, et étaient facilités par la mentalité des Indigènes, qui trouvent la corruption naturelle. On cite la conduite de nouveaux embauchés, dont le premier soin est d'aller trouver l'ingénieur en chef pour lui proposer d'acheter ses faveurs. Avons-nous donc tant habitué nos sujets à une telle corruption, qu'ils n'hésitent pas à la croire presque officielle ?

Quoi qu'il en soit, une organisation réellement efficace du placement mettrait fin à de tels abus. Ce qu'a fait le service des affaires indigènes suffit au moins à montrer les bienfaits qu'on pourrait en attendre.

A côté du placement proprement dit, le bureau de la rue Lecomte s'occupe d'une façon générale de toutes les questions de main-d'œuvre et de travail :

1° Il régularise la situation des chômeurs en visant les cartes de chômage des Indigènes, en attendant d'en délivrer lui-même, pour éviter les difficultés provenant de la nécessité pour les ouvriers chômeurs de justifier d'un délai de six mois de résidence, et leur permettre d'être assisté par les bureaux de bienfaisance des mairies du département de la Seine.

2° Il apporte son aide aux travailleurs industriels pour toutes les difficultés relatives à des accidents du travail. Il s'efforce de faire toucher aux Indigènes les sommes auxquelles ils ont droit, entre en rapport avec les employeurs, les assureurs, le président du tribunal, les experts. Le service délègue même des inspecteurs qui, en cas de contestation, assistent aux conciliations.

3° Il s'occupe des allocations aux familles nombreuses, question toujours délicate, car les Indigènes ont souvent leur famille en Afrique du Nord, et alors, ou

bien ils ont beaucoup de peine à obtenir des allocations auxquelles ils ont droit, ou bien ils les touchent sans y avoir droit, ou bien, les ayant régulièrement touchées, ils ne les envoient pas à leur famille et gardent tout. Le service intervient entre les caisses de compensation et les familles destinataires, pour régulariser ces situations.

L'activité du bureau de placement, dans l'ensemble de son action, est traduite par les chiffres du tableau suivant :

Travail, main-d'œuvre, placement :

	1925	1926	1927	1928	1929	1930	Total
Mouvement de la main-d'œuvre : indigènes adressés par le service aux différentes usines		5.164	3.216	2.124	2.486	2.140	15.130
Chômage-enquête sur délivrance carte individuelle.			2.356	630		115	3.101
Correspondances diverses .		58	36		117	90	301
Enquêtes sur les certificats de travail pour cartes d'identité de Marocains et Tunisiens adressées au Ministère du Travail			1.975				1.975
Enquêtes sur les contrats d'embauche		380					380
Enquêtes sur les faux-contrats	75	85	25				185
Situation d'ouvriers indigènes travaillant à la Cie du gaz		345	235	1.580	1.348	1.018	4.526
Caisse de compensation-indemnités pour charges de famille		313	1.120	3.200	2.542	2.521	9.696
Accidents de travail, assurances, assistance judiciaire	10	58	105	455	496	420	1.534

§ II. — Les foyers

La création de foyers est une politique d'assistance très caractéristique envers les Indigènes algériens. La question du logement revêt en effet, pour eux, une importance capitale. Leurs gains extrêmement bas, coupés

de fréquents chômages, leur faisait rechercher un abri aux plus bas prix. Ils logeaient par dizaines dans d'infâmes taudis. L'idée de créer pour eux des foyers, c'est-à-dire des locaux destinés à les loger, dans lesquels ils trouveraient de l'air, du soleil et de la propreté, devait naître une des premières dans l'esprit de ceux que la question des Kabyles en France préoccupait.

En effet, sur l'initiative de M. Billiard, président de la Chambre de Commerce d'Alger, deux foyers furent créés à Paris, qui obtinrent des subventions. L'idée était généreuse, mais ces foyers, fondés par l'initiative privée, et n'ayant pas d'autorité officielle, connurent de ce fait quelques déboires.

Lorsque le service des affaires indigènes entreprit lui-même la création de foyers, la dualité d'organismes identiques parut inutile, et les subventions accordées aux foyers créés sur l'initiative de M. Billiard étant supprimées, ceux-ci disparurent.

Le service de la rue Lecomte comprit que la question du logement était prépondérante, pour les immigrants nord-africains. Confiant dans les bons résultats d'une action en ce sens, au point de vue de la cessation des mœurs misérables des Kabyles, et pensant peut-être aussi faciliter d'autant le contrôle et la surveillance d'une partie de cette main-d'œuvre spéciale, le service des affaires indigènes entreprit d'attirer dans des logements sains et à prix raisonnables ceux qui ne connaissaient d'autre abri que d'affreux meublés.

Après quelques essais satisfaisants à Colombes et à Nanterre, un premier foyer de 80 lits, créé à l'angle des rues Clairaut et Lecomte, fut ouvert en automne 1927. A la même époque, l'Union des femmes de France, qui avait créé un foyer à Colombes, 73, rue d'Argenteuil, le céda à la Ville de Paris, qui en assura le fonctionnement dès le mois d'avril 1927.

Ces foyers contenaient des logements sains, où les Indigènes pourraient prendre des habitudes d'hygiène.

On leur annexa un café maure, et une cuisine confectionnant des plats orientaux. Les logements n'étaient pas gratuits, mais loués un prix raisonnable, 60 francs par mois, 30 francs par quinzaine.

Les résultats furent satisfaisants, en ce sens que les deux foyers n'ont pas souvent chômé :

Foyer de la rue Lecomte

Années	Entrées	montant des locations perçues
—	—	—
1927	30	Fr. 1.380
1928	479	— 27.030
1929	640	— 36.690

Foyer de Colombes

1927	228	— 7.217
1928	527	— 23.130
1929	571	— 28.685
1930	560	

Peu après la naissance de ces deux foyers, un autre fut préparé. La Ville de Paris fut autorisée à contracter un emprunt de deux millions, en vue de la création de foyers pour les Indigènes nord-africains. Le lieu choisi pour l'emplacement du nouveau fut Gennevilliers. L'émotion causée par quelques visites au fameux terrain des Grésillons, où une véritable cour des miracles rassemblait un millier de Kabyles misérables, poussa à ce choix. Un terrain de 1.300 mètres carrés, acquis à proximité, a permis, dès 1928, d'entreprendre la construction de ce foyer de Gennevilliers, le plus important puisqu'il peut recevoir 110 pensionnaires. Il fonctionne depuis l'été de 1930, et sera évidemment comme les autres, toujours plein.

Cependant, il faut bien se rendre compte que le rendement de ces foyers, correspondant actuellement pour les deux foyers de la rue Lecomte et de Colombes, à 150 Indigènes logés par an, est peu de chose comparativement aux 60.000 Nord-Africains qui se trouvent

dans le département de la Seine, aux 150.000 qui vivent en France. En somme, le résultat matériel est maigre, et il faudrait d'immenses casernes pour qu'il fut appréciable. Mais il nous semble que ce qui est estimable, c'est l'exemple donné, d'une part aux Indigènes, d'une vie saine dans des logements hygiéniques, d'autre part aux industriels qui emploient les Nord-Africains, des résultats que pourraient donner un effort pour améliorer les conditions de logement de cette main-d'œuvre.

§ III. — *Les dispensaires*

Le meilleur moyen de porter une aide efficace à la main-d'œuvre nord-africaine, de diminuer les inquiétudes qu'elle fait naître, le meilleur moyen aussi de se l'attacher et d'avoir l'espérance qu'elle devienne un jour une population intéressante, consiste à poursuivre la lutte contre les maux dont elle souffre, par l'assistance.

A ce point de vue, l'œuvre de la Ville de Paris est intéressante. Elle a débuté par la création de dispensaires.

La maladie s'était vite révélée comme le danger le plus terrible couru par la population kabyle séjournant en France. Nous avons déjà parlé de la réceptivité des Berbères, aggravée par les privations et les tristes conditions d'hygiène dans lesquelles ils végétaient, et nous savons quelles inquiétudes créaient la virulence des maladies vénériennes et la tuberculose, qui les décimaient. Il était donc nécessaire de combattre ces maux. Les Nord-Africains, bien entendu, bénéficiaient de l'assistance publique, mais les établissements de celle-ci étaient encombrés, et ne pouvaient les garder longtemps. En outre, les maladies n'agissent peut-être pas sur les Orientaux de la même façon que sur nous, et elles sont souvent à évolutions très spéciales. Dès lors, seuls des médecins et infirmiers spécialisés, connaissant

le tempérament de ces malades, parlant leur langue, et sachant se faire écouter et obéir par eux, pouvaient se prêter à une œuvre d'assistance efficace.

Dès novembre 1925, M. Pierre Godin attira l'attention du Conseil Municipal de Paris sur cette question et fit adopter le projet de création d'un dispensaire annexe à la section de surveillance et de protection des Indigènes nord-africains. Dès ce moment furent conçus les principes qui gouverneront le fonctionnement des dispensaires :

1° Ils comprendront trois services :

a) Médecine générale et petite chirurgie (accidents du travail) ;

b) Service antituberculeux ;

c) Service antivénérien.

2° L'installation et la gestion en seront confiés à l'office public d'hygiène antivénérien, l'office s'entendra avec l'institut prophylactique.

Le 15 septembre 1926, le premier dispensaire, situé rue Lecomte, fut ouvert.

Le service de Médecine générale ne servait qu'aux petits soins urgents, surtout pour accidents du travail, et aux dépistages de maladies plus sérieuses. Lorsque celles-ci ne sont ni la tuberculose, ni une maladie vénérienne, les malades sont dirigés sur les formations de l'assistance publique.

Dès son ouverture, le dispensaire fut très actif. Mais il était surtout utile pour les Nord-Africains habitant la partie nord de la capitale. Ceux qui habitaient la partie sud étaient trop loin. Un autre dispensaire devenait nécessaire. Il en existait un à la Mosquée : la Société des Habous des lieux saints, à laquelle appartient la Mosquée, ayant demandé aux services d'assistance de la rue Lecomte, mieux placés qu'elle-même pour en assurer le succès, de prendre en main l'institution, le Conseil gé-

néral accepta et, dès les premiers mois de 1928, le dispensaire de la Mosquée passait au service des affaires indigènes.

Enfin, en troisième lieu, dès 1928, une petite infirmerie de 10 lits a été annexée au foyer de la rue Lecomte, destinée à recevoir les malades trop légèrement atteints pour aller dans un hôpital. Cette infirmerie, en 1930, a reçu plus de 2.000 journées de malades.

L'activité des dispensaires ressort des chiffres suivants :

	1926	1927	1928	1929	1930	Total
	—	—	—	—	—	—
Dispensaire de la rue Lecomte	290	2.763	4.071	5.800		
Dispensaire de la Mosquée			1.969	3.003		

§ IV. — *L'hôpital franco-musulman*

La création de cet hôpital est la dernière tâche à laquelle s'est voué le Conseil municipal de Paris, et le succès, maintenant assuré, est le couronnement de la série de belles réalisations dues à son intelligente initiative.

Nous savons toute l'importance du problème sanitaire que l'exode des Kabyles a posé en France et en Algérie. La lutte contre un danger aussi précis et important nécessitait une organisation spéciale. Nous avons déjà dit qu'un personnel rompu aux rapports avec les Berbères paraissait nécessaire aussi. La valeur sociale d'un hôpital fait exprès pour les Indigènes est évidente. C'est un puissant moyen de lutte contre le danger sanitaire, le plus grand, et nous pensons même le seul grand danger présenté par l'émigration algérienne. C'est aussi un instrument de propagande parmi la masse musulmane de la France, et un moyen d'action sur elle. Une telle œuvre restera d'ailleurs toujours en accord avec les traditions de notre politique indi-

gène : les médecins de colonisation ont toujours été des apôtres de notre influence et ont beaucoup aidé à rapprocher les Indigènes de notre civilisation.

Il semble à première vue qu'une réalisation aussi importante qu'un hôpital pouvait être considérée comme devant lourdement obérer le budget de la personne morale qui l'entreprendrait. Mais l'importance de la question sanitaire pesée par les Berbèdes, et les problèmes nés de leur hospitalisation vont nous montrer qu'en réalité un hôpital destiné aux Musulmans s'imposait réellement.

L'afflux croissant, vers la Métropole, des Indigènes nord-africains, a entraîné une augmentation des hospitalisations, d'autant plus qu'ils constituent une population facilement atteinte par des maladies assez graves (bronchites, pneumonies, tuberculose). Dans le département de la Seine, il y a en permanence dans les hôpitaux environ 200 à 240 malades nord-africains, atteignant un total de 60 à 65.000 journées par an.

La question se posait de savoir à qui incomberaient les frais d'hospitalisation.

L'assistance médicale gratuite est réglée par la loi du 15 juillet 1893. Cette loi n'est pas applicable à l'Algérie, et le décret du 16 décembre 1902 n'a pas eu effet de l'étendre à l'Algérie, mais exclusivement de régler le domicile de secours sur le territoire de celle-ci. Dans ces conditions, on peut se demander quel est le régime auquel sont soumis les sujets algériens indigents résidant dans la Métropole. Peuvent-ils acquérir le domicile de secours en France, conformément à la loi du 13 juillet 1883, de même que les Français résidant en Algérie l'acquièrent sur le territoire algérien par application des dispositions du décret du 16 décembre 1902 ?

A cette question, le Ministre du Travail a fait la réponse suivante :

Par un régime de réciprocité admis par le Conseil Supérieur de l'Assistance publique, les frais d'hospitalisation des Algériens en France sont supportés par le budget de la Métropole, tandis que le budget de la colonie prend en charge les frais de traitement des Métropolitains, sans que soit soulevée la question du domicile de secours, et quel que soit le temps écoulé depuis que les intéressés ont quitté l'un de ces territoires. Il en résulte que les frais de traitement des indigents domiciliés en Algérie et admis pendant leur séjour en France dans un établissement de la Métropole, ne peuvent légalement incomber, ni à la commune du domicile de secours, ni à défaut à la Colonie, puisque la loi de 1893, exclusivement applicable en France, ne permet pas la recherche de ce domicile hors du territoire, en conséquence les frais de leur assistance incombent à l'Etat.

Le Conseil Municipal de Paris s'est ému de cette pratique administrative qui, si elle était soutenable avant la guerre, ne convient plus à une époque où 150.000 Indigènes résident dans la Métropole. Dans sa séance du 23 février 1927, il émet le vœu :

Que le Gouvernement réglemente au plus vite la condition des Indigènes de l'Afrique du Nord résidant en France, au regard de l'assistance médicale gratuite ; que la réglementation de cette même forme d'assistance en Algérie soit modifiée de telle sorte qu'une plus juste répartition des dépenses soit assurée entre la Colonie et la Métropole (1).

Le vœu de la Ville de Paris, demandant que les dé-

(1) En ce qui concerne les Tunisiens et Marocains, ils sont étrangers et assimilés aux nationaux des pays qui n'ont pas passé de conventions avec nous. Quant à leur hospitalisation, les établissements départementaux ou communaux peuvent recevoir au prorata du nombre de journées d'étrangers hospitalisés au cours de l'année, une quote-part d'un crédit spécial inscrit au budget du Ministère du Travail. Il paraît urgent de passer des traités d'assistance réciproque avec la Tunisie et le Maroc.

penses d'assistance publique en faveur des Algériens soient supportées par la colonie, semble logique.

Mais il nous semble logique aussi qu'une partie de cette charge soit supportée par ceux-là même qui profitent de la main-d'œuvre algérienne, c'est-à-dire par les industriels.

La création d'un hôpital réservé aux Musulmans, par le Conseil Municipal de Paris, consacre cette solution. Les dépenses de cet hôpital, comprenant 210 lits, seront couvertes par 70 centièmes de centime additionnel à la contribution des patentes. Comme le service des affaires indigènes absorbe déjà 30 centièmes de centime additionnel à la patente, il en résulte qu'un centime additionnel tout entier est consacré aux Nord-Africains. D'ailleurs si, comme on le demande, une nouvelle solution légale intervenait et reportait une partie des charges de l'assistance des Algériens sur la colonie, il semblerait que les conséquences pécuniaires seraient plus faibles qu'on ne l'imagine. En effet, on peut considérer que la main-d'œuvre algérienne, bien que très mobile, commence à avoir, au moins dans le département de la Seine, une certaine stabilité, et que la majorité y a acquis un domicile de secours.

Il est vrai que le caractère temporaire de l'émigration algérienne empêcherait souvent l'acquisition du domicile de secours à Paris. Mais il faut reconnaître que, dans ce cas, des individus sont remplacés par d'autres individus, et on pourrait presque dire que c'est une masse de 60,000 Nord-Africains qui a acquis le domicile de secours à Paris. Les solutions découlant des règles actuelles nous paraissent donc plus équitables qu'une attribution légale des dépenses d'assistance des Algériens séjournant en France au budget de la colonie.

Si on ajoute que les Gouvernements coloniaux à population musulmane accorderont certainement des subventions à l'hôpital franco-musulman de Paris dès

qu'il fonctionnera, on peut même admettre que cet hôpital sera moins onéreux pour le département de la Seine qu'il ne pouvait le paraître tout d'abord. En effet, les hôpitaux parisiens ne suffisent plus à recevoir tous les malades qui voudraient y être admis, et une augmentation du nombre des lits est urgente. L'hôpital franco-musulman rendra disponible dans les autres hôpitaux autant de lits qu'il en contiendra lui-même, et ces lits seront, en moyenne, à cause des subventions, moins coûteux que les autres.

L'hôpital musulman, qui pouvait tout d'abord paraître une conception un peu exagérée, se révèle donc parfaitement possible.

Il est, en outre, le complément naturel des réalisations entreprises dès 1925 par le Conseil Municipal de Paris pour la surveillance et la protection des Indigènes nord-africains. Les dispensaires dépistent de nombreux malades, mais les établissements de l'assistance publique ne peuvent les accueillir que dans de mauvaises conditions. Les médecins et infirmiers ne connaissent pas, et ne comprennent pas, ces malades difficiles, qui, eux, se sentent d'autre part dépayés. Comme ils n'ont pas de domicile de secours, leur pays d'origine refusant de rembourser les frais dont ils peuvent faire l'objet, les directeurs d'hôpitaux s'en débarrassent le plus vite possible. Trop souvent des Indigènes encore faibles, et contagieux, sont rejetés hâtivement dans la circulation.

L'hôpital franco-musulman aura des médecins parlant l'arabe et connaissant les Indigènes. Les infirmiers seront presque tous Algériens. Les Musulmans verront respectées leur religion et leurs coutumes.

C'est en somme une très belle œuvre, de beaucoup ce qui a été fait de plus important en faveur des Nord-Africains de France. La première pierre en sera prochainement posée, mais déjà toutes les autorités se sont inclinées devant son utilité et son importance.

SECTION IV

CONCLUSION SUR L'ŒUVRE DE LA VILLE DE PARIS
EN FAVEUR DES NORD-AFRICAINS

Devant la constance d'un phénomène d'immigration qu'aucun essai de réglementation préventive n'a pu limiter, la nécessité d'une réglementation intérieure s'imposait. Les Pouvoirs publics n'agissant pas, la Ville de Paris et le département de la Seine, où résidaient la plus grande partie des Indigènes, ont eu l'initiative de concevoir et la volonté de réaliser le bel ensemble d'œuvres sociales que nous venons d'analyser.

Est-ce à dire que cette œuvre est complète? Au point de vue de la surveillance et de l'assistance, la Ville de Paris a fait ce qui était en son pouvoir. Il semble cependant que des efforts devront être faits, dans le but de perfectionner les Indigènes algériens. M. Pierre Godin avait compris que la connaissance de la langue française serait, pour cette population vivant à nos côtés, un grand pas vers un rapprochement mutuel. Il disait : « *Tant que nos Kabyles ne nous comprendront pas, leur conscience nous demeurera fermée. C'est par la connaissance de la langue que se pénètrent les cerveaux, que se rapprochent les hommes* (1) ». Et il demanda au Conseil Municipal la création de cours du soir, dont les résultats sont restés, semble-t-il, assez maigres.

Il nous semble que si le perfectionnement des Indigènes algériens est le gage de leur rapprochement, il commencera par une élévation professionnelle de cette population. La Métropole aura alors à sa disposition une main-d'œuvre recherchée, et l'Algérie verra revenir des ouvriers de valeur. A ce moment, un rapprochement social ne paraîtra peut-être plus aussi chimérique. Mais en attendant, le problème de l'éducation

(1) Proposition au Conseil Municipal de Paris du 26 novembre 1925.

professionnelle des Kabyles, pas encore entamé, est bien difficile. En réalité, c'est à l'usine que se fait la véritable éducation professionnelle, l'apprentissage. Et, pour le moment, les industriels ne se sentent pas disposés à entreprendre une pareille tâche. Seuls, les Pouvoirs publics peuvent regarder aussi loin. C'est leur action qui décidera de cet avenir.

Signalons encore une initiative généreuse du service des affaires nord-africaines, qui, d'accord avec la Société des Habous des Lieux Saints de l'Islam, va créer un cimetière, déclaré Terre d'Islam, et destiné aux Musulmans (1).

*
* *

En résumé, après avoir analysé avec toute la sympathie possible les beaux efforts de la Ville de Paris, nous devons cependant faire quelques remarques :

1° D'abord, l'œuvre est limitée au département de la Seine. Il y a en France beaucoup d'autres départements, contenant un grand nombre d'Indigènes algériens. Il est regrettable que le mouvement soit resté isolé. Cependant, il faut signaler trois arrêtés du 3 novembre 1928, par lesquels le Ministre de l'Intérieur a créé des « services d'assistance aux Indigènes nord-africains », à Saint-Etienne, Bordeaux et Marseille. Un autre fut créé à Lille. Mais l'envergure manquait, et on ne peut guère voir dans ces créations autre chose qu'un déplacement d'attributions administratives.

2° Même parmi les différentes organisations assurées par le département de la Seine et la ville de Paris, il faut bien reconnaître que, seul, l'hôpital paraît être une création d'ampleur suffisante pour atteindre son but. Le reste n'est autre chose qu'une démonstra-

(1) On sait que c'est une obligation pour tout Musulman d'être enterré en Terre d'Islam.

tion, belle et intelligente il est vrai, mais rien de plus qu'une démonstration. Que sont, auprès des 150.000 Nord-Africains de la France, auprès même des 60.000 de Paris, les 500 placements annuels, le millier de mensualités payées aux foyers ? Les 9 à 10.000 consultations des dispensaires sont peut-être plus importantes, mais c'est encore bien peu de chose.

Mais que cela ne nous empêche pas de terminer cet exposé par une note optimiste : s'il est vrai que la belle initiative de la municipalité parisienne, et la compétence du chef de service des affaires indigènes étaient dignes de plus grandes choses que d'une petite installation de police et d'assistance, leurs efforts auront été, en face de la carence des Pouvoirs publics, un bel exemple d'initiative : il apparaît bien que rien de ce qui sera tenté dans cet ordre d'idées ne pourra l'être avec des conceptions bien différentes. Il fallait aux Indigènes non pas l'abandon complet, mais le sentiment étroit de l'autorité et de la protection administratives. Cela ne leur manque pas en Algérie, et c'est ce que cette sorte de commune mixte parisienne qu'est le service des affaires nord-africaines a eu le mérite de leur faire sentir en France.

Enfin, si l'œuvre des édiles parisiens n'est peut-être pas, dans le domaine des faits, d'une énorme importance (il faudrait une autorité et des décisions plus élevées pour cela), elle n'en garde pas moins toute sa valeur relativement à l'influence morale qu'elle exerce sur le monde islamique. M. Pierre Godin a vu, avec une remarquable clairvoyance, les belles perspectives d'avenir qui nous sont ouvertes par le rapprochement social que l'émigration algérienne a provoqué :

Le temps sera notre auxiliaire. Aucune barrière légale ne résiste indéfiniment aux poussées toutes puissantes de la vie. Les solutions de demain s'élaborent, sans le savoir, dans le secret des sympathies récipro-

ques. Le problème qu'a posé en Algérie la coexistence de l'Orient et de l'Occident trouvera peut-être à Paris ses premières solutions.

.

En vivant comme nous, près de nous, les Indigènes eux-mêmes s'apercevront, à la longue, qu'ils ont évolué vers nous. Ils seront, non des déracinés ou des déclassés, mais des amis, en chemin de devenir des égaux, et peut-être, alors, tout près d'entrer dans la Cité (1).

Rien de ce qu'a fait la Ville de Paris en faveur de nos sujets musulmans n'est donc perdu, puisque ce rapprochement, qu'on ne doit pas avoir peur d'appeler une assimilation future, est favorisé. Bien plus, ces œuvres n'atteignent pas seulement, moralement, les 150.000 Nords-Africains de France, mais toute une vaste civilisation, l'Islam, qui n'a guère eu avec la nôtre, au cours des siècles, que des rapports hostiles, et dont une avant-garde se trouve, par la force des circonstances, être entrée en contact avec nous, au cœur de notre cité.

La ville de Paris a compris la portée politique de son action, et elle a su, en prenant l'initiative au bon moment, donner à des autorités plus élevées, mais moins conscientes, un exemple et une leçon.

(1) Note au Conseil Municipal de Paris du 25 octobre 1930.

CONCLUSION

Cette étude nous a montré que l'émigration algérienne a entraîné une double action des Pouvoirs publics, l'une pour la limiter, l'autre pour la contrôler et la gouverner.

Nous avons vu la difficulté d'une réglementation limitative de l'émigration algérienne, et le dilemme insoluble où l'on est placé, soit de se contenter de mesures restrictives trop faiblement sanctionnées, et par conséquent tout à fait inefficaces, soit d'imposer une limitation rigoureuse de l'exode, dont le résultat le plus important serait un fâcheux mécontentement de nos populations musulmanes de l'Afrique du Nord. C'est à la première solution qu'on a dû s'arrêter, et la réglementation légale actuelle, qui résulte du décret du 4 avril 1928, peut être considérée comme pratiquement inexistante. Les conditions exigées par le décret lui-même sont peu rigoureuses, nous le savons. En outre, ceux qui ne peuvent passer de cette façon ont à leur disposition l'émigration clandestine, qui a été, et qui est toujours, très facile. Enfin, cette émigration clandestine elle-même est presque inutile, car les candidats émigrants peuvent toujours se procurer, qu'ils y aient droit ou non, les pièces nécessaires : il suffit pour cela de respecter les conditions du tarif. Ils le savent tous, et le disent : c'est 4 ou 500 francs. Ils obtiennent ainsi les pièces exigées par le décret de 1928. Il n'y aurait qu'un seul moyen de mettre fin à de tels abus : ce serait une application rigoureusement poursuivie et sanctionnée, des dispositions légales en vigueur. Mais ce moyen nous est impossible à réaliser, nous le répétons, à l'égard de nos Indigènes algériens, qui le considère-

raient comme une brimade et une odieuse exploitation.

Nous devons, par conséquent, considérer l'émigration algérienne comme un fait démographique, et étudier dès lors les moyens d'en faire un mouvement, non plus anarchique et nuisible, mais organisé et bienfaisant.

Ce n'est évidemment pas une solution facile, et elle demande un sens politique très aigu.

Jusqu'ici, la seule réalisation a été l'œuvre de la Ville de Paris en faveur des Nord-Africains. C'est déjà une très belle chose, mais à laquelle on est obligé de faire quelques réserves : outre que son action est limitée à Paris, nous avons vu que les chiffres des Indigènes touchés par ses différents services de protection, placement et assistance, sont bien faibles par rapport au nombre de ceux qui se trouvent en France ; et il faut très probablement ajouter que ce sont toujours les mêmes qui recommencent, et reviennent profiter d'une généreuse organisation à laquelle ils ont pris goût.

L'hôpital franco-musulman, seul, échappe à ces réserves et semble devoir atteindre son but dans une mesure satisfaisante ; le reste n'est autre chose qu'une jolie démonstration. Mais la Ville de Paris gardera toujours le mérite d'avoir su indiquer le chemin, d'avoir créé les premières institutions en faveur de nos sujets musulmans, et expérimenté, grâce à la compétence de M. Gérolami, la manière de s'en servir.

Il reste maintenant une œuvre importante à réaliser tant en France qu'en Algérie. Au point de vue de l'immigration algérienne en France, le mouvement exige d'être organisé. L'exemple des services de surveillance et de contrôle de la Ville de Paris doit être précieux. Il semble bien, de toute façon, que c'est la première chose à réaliser.

Il faut ensuite que les Kabyles, expatriés et dépayés, ne soient pas abandonnés à eux-mêmes. L'organisation du placement, la création de foyers est certes une façon d'agir louable. Mais il semble que des résultats impor-

tants ne pourraient être atteints qu'avec l'aide des employeurs eux-mêmes. Ceux-ci ont, en Afrique du Nord, un réservoir de main-d'œuvre possible, mais il faut adapter cette main-d'œuvre à une nouvelle vie et la former professionnellement. Il y a évidemment un effort à réaliser. Ce que beaucoup de nos employeurs ont fait vis-à-vis des ouvriers étrangers, au point de vue surtout du logement, ne peut-il être fait aussi vis-à-vis des Kabyles ? La question est d'importance. Un grand industriel de Clermont-Ferrand tenta, après la guerre, un essai d'organisation pour l'emploi des ouvriers algériens ; malheureusement cette tentative n'a pas été poursuivie. Il est probable qu'elle a été découragée par le mauvais rendement, et surtout l'instabilité d'une main-d'œuvre bien peu disciplinable. D'une façon générale, nos employeurs qui sont, avant tout, et on ne saurait leur en faire grief, les directeurs d'affaires commerciales et non philanthropiques, estiment que les dépenses qu'il serait nécessaire d'engager pour organiser rationnellement le logement et l'éducation professionnelle de la main-d'œuvre kabyle, ne seraient jamais récupérées. S'il est possible à une exploitation minière considérable de créer des habitations ouvrières pour des Polonais, par exemple, qui constitueront pour elle une main-d'œuvre de qualité, rien de semblable n'est à espérer de nos Indigènes. La raison la plus décisive est encore ce fait qu'aucune organisation créée pour eux ne serait sans doute capable de fixer définitivement ces ouvriers vagabonds.

Pour le moment, donc, il n'y a rien à tirer des employeurs de la main-d'œuvre algérienne. Il reste à réaliser une action sociale, ayant pour but d'atténuer la gravité de certaines des funestes conséquences de l'immigration kabyle, et c'est alors qu'il nous paraît qu'une telle action ne saurait s'appuyer sur des principes bien différents de ceux qui ont guidé la Ville de Paris : une organisation du placement, des foyers et de l'assistance,

semblable à celle de la rue Lecomte, en y ajoutant un programme d'instruction technique, mais disposant de moyens moins restreints, et d'une conception plus vaste. Il ne peut y avoir d'autre programme.

Il y a une des conséquences de l'exode algérien qui demande une action particulièrement étudiée : c'est la question sanitaire. Nous avons vu son importance, aussi bien pour la France que pour l'Algérie. Différents moyens d'action sont possibles : soit un contrôle sanitaire sérieux au départ d'Algérie, contre lequel personne ne pourrait s'élever, soit la lutte, en France, contre les causes de maladie, qui sont le chômage, la misère et le manque d'hygiène, par le placement et les foyers, et contre les maladies elles-mêmes, par l'assistance, soit enfin, en Algérie, une politique sanitaire énergique. A ce propos, signalons que contre la tuberculose, terrible maladie qui progresse dangereusement en Afrique, les Indigènes algériens n'ont à leur disposition que les sanatoria de France, c'est-à-dire rien, car ceux-ci sont loin d'être suffisants pour les Français eux-mêmes. Il en faudrait en Algérie, où seraient soignés les malades revenant de France, qui ne risqueraient plus de contaminer des villages entiers. Mais, pour cela, il faudrait qu'une liaison sanitaire, maintes fois demandée par le service des affaires indigènes, fut créée entre la Colonie et la Métropole, afin que les malades soient suivis et, lorsqu'ils quittent la France, attendus et soignés là-bas.

Il y a, enfin, une catégorie de difficultés créées par les Nord-Africains en France, qui ne nous paraît pas la moins importante, ni la moins urgente à résoudre : ce sont les problèmes de droit privé résultant des conflits de lois entre la législation française d'une part, et d'autre part, le droit coranique, ou le droit coutumier kabyle, ou même la législation tunisienne ou marocaine. Trop de ces conflits de lois sont à peu près insolubles, pour que le besoin ne se fasse pas sentir d'une

définition légale de la condition des Algériens, Tunisiens ou Marocains, résidant ou domiciliés dans la Métropole. Indiquons le statut de la main-d'œuvre nord-africaine comme un des chapitres importants du programme de réalisations qui paraît nécessaire.

L'émigration kabyle demande donc une action énergique et clairvoyante. Il faut pour cela que la question, et les difficultés qu'elle présente, soient clairement aperçues, il faut aussi que tous les efforts soient guidés et soutenus par une vue lointaine de l'avenir.

Ces conditions ne pourraient se trouver réunies que dans un organisme officiel, compétent, et jouissant d'une pleine indépendance. Il fut un moment question de la création d'un office chargé uniquement d'étudier les questions posées par la main-d'œuvre algérienne. Nous souhaiterions vivement un organisme de ce genre, spécialisé et autonome, destiné à s'occuper de tout ce qui touche, de loin ou de près, à l'émigration kabyle, et à obtenir, par une liaison avec l'office de la main-d'œuvre existant en Algérie, l'unité de méthode et d'action.

L'émigration algérienne doit devenir un phénomène démographique bienfaisant, pour la France, et plus encore pour l'Algérie. Elle réalise des conditions favorables pour l'éducation professionnelle d'une main-d'œuvre qui reste, avant tout, destinée à l'Algérie. Mais il faut que celle-ci comprenne qu'elle n'aura une main-d'œuvre de qualité et à rendement appréciable, qu'en favorisant son accès à des conditions de vie meilleures, et qu'elle a tout à perdre, et peu à gagner, en ne faisant pas tous ses efforts pour élever les besoins intellectuels, moraux et matériels des Indigènes. Il faut penser qu'un jour doit venir où les Arabes et les Berbères ne seront plus une misérable plèbe, mais notre plus belle population coloniale, et il faut pousser en ce sens.

C'est une idée souvent exprimée, que l'assimilation des Indigènes de l'Afrique du Nord est peut-être autre

chose qu'une utopie ; et on est en général d'accord pour admettre que l'assimilation ne sera pas due à une action des élites indigènes, peu nombreuses, et encore moins agissantes en ce sens, mais qu'elle sera ce qu'on a appelé « une assimilation par la masse ». C'est le peuple indigène qui, à notre contact, s'imprègne de plus en plus de nos habitudes extérieures, et finira par s'imprégner lentement, mais sûrement, de nos mœurs et enfin de notre civilisation.

On a souvent admis que les Musulmans étaient trop loin de nous pour qu'un rapprochement fut possible. Mais, en réalité, l'empreinte de l'Islam a été moins profonde sur les Kabyles que sur les Arabes. Ils sont simples et intelligents et se rapprochent plus vite de nous qu'on ne pourrait le croire. Il faudrait surtout que les Kabyles aient les moyens de s'élever au-dessus de la dernière couche de population, et pour cela, il faudrait que l'instruction leur fut possible ; non pas seulement celle des hommes, mais aussi celle des femmes, car, bien que des règles législatives récentes les aient écartées des successions, les femmes ont une grosse action occulte dans les foyers kabyles, et sur les hommes.

C'est à ce point de vue de l'assimilation que l'exode, presque toujours temporaire, des Kabyles en France nous paraît offrir des conditions inespérées. Il réalise un véritable stage de milliers d'entre eux parmi nous. Faisons que ce stage soit autre chose qu'une lamentable équipée, et nous en recueillerons les fruits.

C'est peut-être un rêve, mais qui n'est pas chimérique : il n'est que du domaine d'un lointain avenir. Bien peu de ceux qui ont connu les Indigènes nord-africains, et ont appris à les aimer, peuvent s'imaginer qu'il ne se réalisera pas un jour.

VU : *Le Doyen de la Faculté,*
BERTHÉLÉMY.

VU : *Le Président,*
WILLIAM OUALID.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- A. BERNARD. — *L'Algérie*. Félix Alcan, 1929.
- A. BERNARD. — *La main-d'œuvre dans l'Afrique du Nord*. Editions du Comité Algérie-Tunisie-Maroc, Paris, 1930.
- O. DEPONT. — *L'Algérie du centenaire*.
- GRELLET. — *Le Conseil national de la main-d'œuvre*.
- Lt-Cl JUSTINARD. — *Les Chleuh dans la banlieue de Paris*, Paul Geuthner, Paris, 1929.
- LES KABYLES EN FRANCE. — *Rapport de la Commission chargée d'étudier les conditions de travail des indigènes Algériens de la métropole*. — Barrillier, Beaugency, 1914.
- M. LARNAUDE. — *L'émigration des travailleurs indigènes en France*. — Bulletin de l'Afrique Française, 1926.
- M. LARNAUDE. — *L'émigration temporaire des indigènes Algériens dans la métropole*. — Revue de Géographie Marocaine, 1928.
- L. MASSIGNON. — *Cartes de répartition des Kabyles dans la région Parisienne*. Paul Geuthner, Paris, 1930.
- M. MERCIER. — *Etude sur la crise de la main-d'œuvre en Algérie*. — Jules Carbonel, Alger, 1929.
- L. MILLIOT. — *L'exode des travailleurs Algériens vers la métropole*, Bulletin de l'Afrique française, 1925.
- W. OUALID. — *La main-d'œuvre algérienne en France*. — Documents du travail, 1927.
- W. OUALID. — *Les problèmes de l'émigration ouvrière en France*. — Rural Social, 1927.
- W. OUALID. — *L'émigration ouvrière en France*. — Cours de doctorat 1928-1929.
- M. REMOND. — *Un village Kabyle*. — Heintz, Alger.
- G.-J. STOTZ. — *La main-d'œuvre en Algérie*. — Revue internationale du travail, octobre 1930 (page 504).
- Lt-Cl WEIL et M. NOGARO. — *La main-d'œuvre pendant la guerre*. — Presses Universitaires de France.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
Chapitre I . — <i>Les origines du mouvement, son développement</i>	11
Chapitre II . — <i>Les causes de l'émigration Algérienne</i>	23
Chapitre III . — <i>Importance de l'émigration Algérienne. — Ses caractères essentiels</i>	31
Chapitre IV . — <i>Conséquences sociales de l'émigration Algérienne</i>	41
Chapitre V . — <i>Conséquences économiques de l'émigration Algérienne</i>	59
Chapitre VI . — <i>La réglementation de l'émigration Algérienne</i>	81
Chapitre VII. — <i>Le traitement des Algériens en France</i>	109
CONCLUSION	143

